

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Jeudi 19 février 2015**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du jeudi 19 février 2015
19h00 – Salle du Conseil municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Politique de la Ville Mise en place des Conseils citoyens 2015-2020

Urbanisme, aménagement durable

- 2 Charte métropolitaine de gouvernance du Plan local d'urbanisme (PLU) Avis de la Ville de Montpellier
- 3 Délégation de Service Public Parking Nouveau Saint Roch Choix du délégataire
- 4 ZAC Port Marianne-République Concession d'aménagement Désignation du titulaire de la concession d'aménagement Approbation du traité de concession
- 5 ZAC DES GRISETTES (6ème tranche) Agrément de candidature Le Nouveau Logis Méridional (Lot n°6C)
- 6 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 11 (COGIM)
- 7 ZAC Blaise Pascal Agrément de candidature BACOTEC (Lot M)
- 8 Quartier Croix d'Argent Estanove – Avenue Lepic Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires
- 9 QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives
- 10 Foncier Ensemble Immobilier " Passage Clemenceau" Restriction au droit de disposer Instauration d'une servitude de passage public
- 11 FONCIER Convention d'occupation précaire Ville - Société ASF Requalification de l'autoroute A9

- 12 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Vie associative, Maisons pour tous

- 13 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour Tous

Cohésion sociale

- 14 Attribution de subvention à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2015

Enfance

- 15 Adhésion de la Ville au Réseau départemental Parentalité 34

Jeunesse et Sports

- 16 Modifications du dossier d'inscription et du règlement d'attribution du dispositif d'aide financière au permis de conduire de catégorie B en faveur des Jeunes
- 17 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé Approbation des redevances minorées

Elections, état-civil

- 18 Organisation de la mise sous pli des documents électoraux pour l'élection des conseillers départementaux 22 et 29 mars 2015 Autorisation de signer la convention entre la Ville et l'Etat

Culture

- 19 Lieux d'art de la Ville de Montpellier Programmation 2015
- 20 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2015
- 21 Comédie du Livre 2015 Convention de partenariat Ville-Métropole
- 22 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Grain d'Image Convention de partenariat Exercice 2015
- 23 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2015
- 24 Culture et Patrimoine Conventions de partenariat et attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2015
- 25 Convention de mise à disposition de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents

Action économique

- 26 Convention de partenariat du dispositif "Chèque parking" Autorisation de signer

Ressources humaines de la collectivité

Modification du tableau des effectifs

- 28 Création d'un service commun de direction de la communication et d'un service commun de direction de cabinet entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole
- 29 Signature de convention avec le SDIS
- 30 Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Finances de la collectivité

- 31 Taxe d'habitation : Abattement spécial de 10% en faveur des personnes handicapées ou invalides Majoration de la cotisation communale pour les logements meublés non affectés à l'habitation principale Taxe foncière sur les propriétés bâties : Suppression de l'exonération de deux ans des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions d'immeubles à usage d'habitation
- 32 Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du FISE
- 33 Parking Nouveau Saint-Roch Convention d'accord autonome Ville/ AUTIXIS- Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon / TAM
- 34 Report d'affectation de subventions votées en 2014
- 35 Attributions de subventions - Exercice 2015
- 36 Mises à disposition gratuites des salles municipales aux candidats aux élections départementales
- 37 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des redevances minorées Autorisation de signer les conventions de location
- 38 Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du jeudi 19 février 2015

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire : Je propose de désigner Maud BODKIN comme secrétaire de séance et l'invite à rejoindre la tribune. (*Maud BODKIN procède à l'appel*). L'ordre du jour comprend 38 affaires. L'affaire 3 est relative au choix du délégataire de service public qui sera chargé d'exploiter le parking du Nouveau Saint-Roch. Nous procédons à une légère modification de forme, à la demande de l'organisme prêteur qui ne souhaite plus demander une acceptation de cession de créance auprès de son emprunteur. Cette mention

a donc été retirée. Aucun autre élément de la délibération n'a été modifié. La version amendée de cette délibération est déposée sur votre table.

Avez-vous des observations à formuler sur l'ordre du jour et la modification de l'affaire 3 ?
Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Monsieur le Maire, je ne parlerai pas de l'affaire 3 mais du point 31 de l'ordre du jour concernant les finances de la collectivité qui aborde deux sujets interpénétrés avec une perspicacité douteuse. En effet, d'un côté, vous nous proposez un abattement fiscal pour les personnes handicapées, ce qui recueillera certainement l'assentiment de l'ensemble de l'assemblée. A l'opposé, vous nous proposez des augmentations de taxe sur le foncier bâti et les résidences secondaires. Beaucoup de personnes ont investi à titre locatif à Montpellier. Ces deux points sont contradictoires. Nous souhaitons que l'abattement spécial pour les personnes handicapées et l'augmentation de la fiscalité fassent l'objet de votes séparés.

Monsieur le Maire : La rédaction est faite de cette façon. Qu'il s'agisse de dépenses ou de recettes, les deux sont intégrées au budget de la Ville. Nous aurons tout à l'heure l'occasion d'en discuter plus amplement.

Je mets aux voix l'ordre du jour de 38 affaires avec la modification de l'affaire 3 et l'intégration de la demande de Jacques DOMERGUE. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Vous avez également dans vos documents l'ensemble des décisions qui ont été prises depuis le dernier Conseil municipal

Les prochains conseils municipaux se tiendront le 12 mars à 18h et le 30 mars, au lendemain du deuxième tour des cantonales. Le Conseil de métropole se tiendra le surlendemain, le 31 mars. Nous ferons ainsi un tour complet de la situation.

La première information concerne le livre sur l'histoire de Montpellier pour lequel j'ai demandé une mise à jour complète de l'édition de chez Privat qui a été d'usage pendant une vingtaine d'années. La période qui sera traitée dans cet ouvrage comprend le tissu historique antérieur à la création de la ville jusqu'au décès de Georges FRECHE. J'ai reçu les deux directeurs de la publication – les deux chevilles ouvrières du projet que sont les professeurs Christian AMALVI et Rémi PECH – en compagnie d'une vingtaine de chercheurs (historiens et géographes) qui plancheront sur le sujet et qui nous proposeront au mois d'octobre une version renouvelée de l'histoire de Montpellier.

Deuxième information, avec Isabelle MARSALA et le docteur Chantal LEVY-RAMEAU, nous avons inauguré ensemble la nouvelle cuisine centrale du CHU. Nous avons proposé au CHU de Montpellier de travailler en partenariat avec la Ville pour voir s'il était possible, dans un avenir proche, de potentialiser l'utilisation de cette cuisine centrale afin que la Ville de Montpellier puisse l'utiliser. Celle que nous avons aujourd'hui est obsolète. Cela nous éviterait de nombreux frais et nous permettrait de rentabiliser l'équipement au maximum. Il s'agit d'une excellente solution qui demande cependant des études techniques préalables. Je vous tiendrai au courant de façon régulière de l'avancée des travaux que nous effectuons ensemble avec le CHRU de Montpellier.

Troisième information, j'ai tenu hier une conférence de presse sur la SERM. Tout est rapporté dans les journaux donc je ne vais pas y revenir. Nous avons vis-à-vis de la SERM et de la SAAM, qui sont les organes aménageurs de la Ville et de la Métropole, une volonté de remettre les choses à plat et en ordre pour qu'elles puissent fonctionner de façon pérenne. Les déficits résultent d'une gestion qui fût approximative. Cela a été parfaitement indiqué hier lors du point de presse à la fois par les auditeurs et les commissaires aux comptes mais également par la direction générale de la SERM et de la SAAM. L'intégralité de l'audit, une fois signifiée aux deux conseils d'administration, sera présentée à l'ensemble des élus.

Alex LARUE : Monsieur le Maire, chers collègues, cette conférence de presse m'a surpris sur deux points. D'abord, je comprends que vous n'ayez pas pu résister à l'envie de délivrer en primeur les bonnes feuilles

de ce rapport d'audit. Toutefois, nous avons demandé à plusieurs reprises en Conseil municipal cet audit qui a commencé au printemps. Il a été très long. Nous avons prévu de longue date une réunion en Conseil municipal début avril. Il est dommage de priver le Conseil municipal d'un débat intégral sur le sujet. Cependant, ce n'est pas le point le plus important.

Le deuxième point qui me gêne concerne la critique de la gestion passée. Je m'y associe, au sujet des comptes de la SERM, si le commissaire aux comptes, qui n'a aucune raison d'être complaisant dans un sens ou dans un autre, l'atteste. Par contre, je me pose une question par rapport à votre déclaration relative aux emplois de complaisance. Vous avez fait une allégation grave qui n'est pas nouvelle. Cela fait à peu près six ou huit mois que vous faites référence à des emplois de complaisance et particulièrement à un emploi de complaisance qui concerne un ancien adjoint de notre commune. Cette qualification de « complaisance » est grave parce que cela veut dire qu'à un moment, une décision contraire à l'esprit des lois a été prise.

Monsieur le Maire : Cela ne signifie pas que la personne en question n'est pas capable d'assurer son poste mais simplement, recycler un élu entre les deux tours n'est pas très « classe ».

Alex LARUE : Je m'étonne parce que l'élu en question fût à l'époque collègue de Conseil municipal du président de la SERM.

Monsieur le Maire : Monsieur LARUE, contextualisez vos propos.

Alex LARUE : Je contextualise.

Monsieur le Maire : Lorsque la campagne municipale s'est déroulée, le président de la SERM n'était pas dans la même équipe que je sache.

Alex LARUE : Je ne peux pas imaginer que le président de la SERM n'ait pas été consulté, au moins informé, voire amené à signer. Je n'ai pas lu le contrat de travail.

Monsieur le Maire : Beaucoup de décisions ont été prises entre directeurs de la Ville. Je l'ai dit hier.

Alex LARUE : Je n'étais pas été invité à la conférence de presse. Je crois savoir que d'autres emplois de complaisance traînent mais qui concerneraient des personnes moins faciles à attaquer que Monsieur TSITSONIS. Je souhaiterais un peu de cohérence. Je suis d'accord avec vous qu'il faut faire de la politique autrement mais il faut aller au bout de la logique. Je trouve le grand écart permanent un peu compliqué, notamment sur ce sujet.

Monsieur le Maire : Vous ne pouvez pas me reprocher un manque de transparence sur cette affaire. J'ai demandé un audit. Un rapport de la chambre régionale existe. Une analyse a été faite par les services même de la Métropole et les commissaires aux comptes.

Alex LARUE : Je ne mets pas en cause le *process* des audits. J'aurais fait pareil à votre place.

Monsieur le Maire : Les commissaires aux comptes ont donné un avis concordant.

Alex LARUE : Je ne mets pas en cause la qualité de l'audit.

Monsieur le Maire : Vous me reprochez d'avoir gardé les bonnes pages, j'assume l'exercice du pouvoir.

Alex LARUE : Vous avez raison, vous avez été élu pour cela.

Monsieur le Maire : Je ne me cache pas derrière mon petit doigt, je fais le travail.

Alex LARUE : Il ne faut pas vous cacher derrière votre petit doigt. En revanche, je vous demande un peu de cohérence dans la prise de décision. Vous dénoncez un comportement anormal. Il faut donc en tirer les conséquences sinon la parole politique perd de sa valeur et la situation pourrait faire le lit des extrêmes.

Monsieur le Maire : Le Front national ici a fait neuf points grâce à la liste citoyenne.

Alex LARUE : Je vais vous donner le score aux élections européennes.

Monsieur le Maire : Il n'y avait pas de liste citoyenne aux européennes.

Alex LARUE : Nous verrons le score du Front national, hélas, aux élections départementales.

Monsieur le Maire : Nous verrons cela le 30 et le 31 mars.

Alex LARUE : Je vous demande une dernière fois un peu de cohérence dans la prise de décision. J'aurais aimé que la personne qui a signé le contrat de travail, et qui est aux mêmes fonctions maintenant, puisse nous expliquer pourquoi elle a cautionné à l'époque un comportement qu'elle dénonce maintenant.

Monsieur le Maire : Concernant le calendrier de divulgation des audits, j'avais proposé au Conseil municipal le mois d'avril. Nous distillerons quelques informations entretemps. Je prends les risques politiques de faire ce que je fais. Je les assume. Un certain nombre de résultats seront donnés en avril parce que les audits ne sont pas terminés. Un ou deux cas pourraient apparaître.

Alex LARUE : Nous verrons si les décisions seront en ligne avec les conclusions de l'audit.

Monsieur le Maire : En tout cas, nous avons pris les bonnes décisions. Monsieur PEREZ, pour la SERM et pour la SAAM, a choisi d'agir sur l'effectif et le volume des affaires traitées ainsi que sur les dépenses. Nous ne pouvons pas le lui reprocher.

Alex LARUE : Je ne reproche rien à ce monsieur, il n'était pas aux affaires à l'époque. Je n'ai rien contre lui.

Monsieur le Maire : En 2017, la SERM et la SAAM seront dans un état relativement compétitif puisqu'ils auront pu dégager les fonds propres nécessaires à l'investissement.

Comme au CHU, c'est le directeur qui prend les décisions et pas le président.

Max LEVITA : Vous devriez regarder le fonctionnement des sociétés d'économie mixte. Je suis président du conseil d'administration. A ce titre, je ne signe pas les contrats de travail, c'est le directeur. Je veux bien devenir président-directeur général...

Monsieur le Maire : C'est interdit, Monsieur LEVITA. J'ai déjà été président-directeur général. Georges FRECHE m'avait demandé de quitter la fonction, je vais vous expliquer dans quelles circonstances.

Quand je présidais la société héraultaise de construction, il y a eu à un moment un vide juridique. La présidence et la direction de la société m'ont donc été confiées. J'étais responsable de tout. Georges FRECHE m'a mis en garde en me conseillant de changer absolument d'urgence cette situation. A l'époque, Madame MANDROUX souhaitait que je siège en tant qu'adjoint à la SERM. Il m'a également dit que ce n'est pas le rôle d'un adjoint à l'urbanisme, qui deviendrait juge et partie. Il y aurait conflit d'intérêts. Il faut dire la vérité aux Montpelliérains.

Alex LARUE : Le président de la SERM est un élu adjoint. Ne me faites pas croire qu'il n'est pas au courant lorsqu'un autre adjoint signe un contrat de travail.

Monsieur le Maire : Je termine. Lorsque Georges FRECHE m'a dit que la situation n'est pas jouable, nous avons divisé les rôles en deux : Madame Josette SECHAUD a repris la direction générale de la société héraultaise de construction.

Je poursuis avec les informations. Ma rencontre avec mon ami Gérard COLLOMB, le maire de Lyon, s'est très bien déroulée. Nous avons convenu de nous revoir sur deux domaines importants : la « French tech » et les centres sociaux. Nous avons l'intention de positionner à nouveau des centres sociaux CAF dans les Maisons pour tous de la Ville. L'expérience lyonnaise est une référence sur le sujet.

Ensuite, je me suis rendu à l'Elysée à l'invitation du président de la République, Monsieur François HOLLANDE. J'étais assis entre Monsieur JUPPE et Monsieur CUILANDRE, le Maire de Brest, donc c'était un juste équilibre. Nous étions douze présidents de métropole à être présents. L'essentiel des conversations a tourné autour de la réforme territoriale, du rôle des métropoles dans l'organisation territoriale vis-à-vis des départements, ainsi que de la discussion actuelle de l'Assemblée sur la loi NOTRe.

Samedi, je rencontrerai, à son invitation, le Maire de Rodez et la semaine prochaine, je recevrai le Maire de Mulhouse.

Concernant la SNCF et RFF, un communiqué de presse a été envoyé hier soir par le ministre des Transports, Monsieur VIDALIES, expliquant qu'il allait retarder une série de travaux sur les axes ferroviaires et les gares. Nous nous en sommes inquiétés. Nous avons téléphoné à Monsieur TOUATI, le directeur de RFF. Christian FINA a contacté Monsieur CHARLOT, directeur régional de la SNCF. J'ai appelé Monsieur Guillaume PEPY qui m'a rappelé cet après-midi, étant lui-même à Madrid, pour nous rassurer et nous informer qu'il ne s'agissait pas du tout des équipements de Montpellier. Je le rencontrerai très certainement dans les semaines à venir à Montpellier.

Enfin, nous fêterons ensemble les 50 ans du quartier de la Paillade samedi à 16h30. Je m'y rendrai avec Monsieur le Préfet.

Nous passons à l'ordre du jour.

Madame BRISSAUD, Monsieur VIGNAL (avec la procuration de Monsieur MAJDOUL) entrent en séance.

1- Politique de la Ville

Mise en place des Conseils citoyens 2015-2020

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale redéfinit le cadre général de la politique de la ville et en précise les objectifs, ainsi que les principes structurants.

L'article 7 de cette loi définit les conseils citoyens et précise le cadre dans lequel les habitants seront associés aux futurs contrats de ville.

Un certain nombre de principes président à la constitution des futurs conseils citoyens : liberté, égalité, fraternité, laïcité, neutralité, souplesse, indépendance, pluralité, parité, proximité, citoyenneté et co-construction.

A la marge des dispositifs de démocratie participative – notamment des conseils de quartier – et des pratiques participatives existantes, les futurs conseils citoyens auront pour missions principales de renforcer le pouvoir d'agir des habitants dans chacun des quartiers de la politique de la ville et de favoriser la co-construction du contrat de ville à toutes les étapes de la démarche contractuelle ainsi que sur tous les volets du contrat. Les conseils citoyens seront donc en ce sens associés aux instances de pilotage du contrat de ville.

Le cadre de référence des conseils citoyens paru 24 juin 2014 précise la méthode préconise, en amont à la constitution formelle des conseils citoyens, un recensement et une valorisation des pratiques participatives existantes sur les territoires concernés, réalisés par les services de la Ville.

Délimitation des 12 quartiers (carte ci-jointe) :

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixe la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains et ainsi les limites des 12 quartiers montpelliérains classés en politique de la Ville :

1. Mosson
2. Celleneuve
3. Petit Bard – Pergola
4. Cévennes
5. Pas du Loup – Val de Croze
6. Gély
7. Figuerolles
8. Lemasson
9. Vert-Bois
10. Aiguelongue
11. Près d'Arènes
12. Pompignane.

Délimitation des Conseils citoyens :

1. Figuerolles
2. Gély
3. Aiguelongue
4. Vert Bois
5. Pompignane
6. Près d'Arènes
7. Pas du Loup – Val de Croze
8. Lemasson
9. Petit Bard – Pergola
10. Cévennes
11. Hauts de Massane
12. Paillade / Celleneuve.

Durée du mandat des conseils citoyens :

La durée du mandat des membres des conseils citoyens est fixée à deux ans. Ils seront renouvelés à cette échéance, puis tous les deux ans, et ce jusqu'au terme du contrat de ville, en 2020.

Composition du collège des Conseils citoyens :

Chaque conseil citoyen comprendra 2 catégories de membres :

1. Un collège des habitants tiré au sort sous la responsabilité conjointe des partenaires du contrat de ville, la majorité à partir d'une liste établie à partir des listes électorales (2/3) et pour partie à partir d'une liste de volontaires identifiés suite à un appel à candidatures largement diffusé (1/3). Une liste de membres complémentaires devra également être constituée. La proportion du collège des habitants doit représenter au moins 50% des membres du conseil citoyen, garantir la parité entre les femmes et les hommes, tendre à être représentatif des différentes composantes de la population du quartier et notamment donner une plus grande place aux jeunes.
2. Un collège des associations et acteurs locaux (acteurs de terrain, socioprofessionnels, usagers des quartiers). Les associations et acteurs locaux susceptibles d'intégrer le collège qui leur est dédié seront identifiés à l'issue d'un appel à candidatures largement diffusé et tirés au sort en cas de volontaires en surnombre.

Organisation et fonctionnement des Conseils citoyens :

Chaque conseil citoyen devra élaborer un règlement intérieur ou une charte, s'inscrivant dans le cadre fixé par le contrat de ville et précisant son rôle ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement, telles que ses différentes instances ou encore le rythme et les modalités d'organisation de ses réunions. Ce règlement intérieur ou charte devra être adopté à la majorité des 2/3 des membres du conseil citoyen.

Chaque conseil citoyen est autonome pour organiser ses travaux en interne, selon un rythme qu'il définit lui-même, dans différentes formations, assemblées plénières, commissions restreintes notamment.

Les modalités de participation des membres du conseil citoyen dans les instances de pilotage du contrat de ville seront précisées dans le dit contrat et devront respecter les principes suivants :

- le nombre de représentants devra assurer la représentativité de chacun des 12 quartiers prioritaires et des 2 collèges qui composent les conseils citoyens, soit 2 membres paritaires ;
- des réunions pourront être organisées afin d'assurer la synthèse des travaux des conseils citoyens et leur valorisation au sein des instances de pilotage du contrat de ville ;
- les partenaires du contrat de ville définiront en lien avec les conseils citoyens les modalités de leur représentation dans les autres instances du contrat de ville ainsi qu'au sein des projets de renouvellement urbain.

Missions des Conseils citoyens :

La mission première des conseils citoyens sera de faire émerger et valoriser une expression libre des habitants des quartiers prioritaires. Lieux d'expression, ils favoriseront les pratiques émergentes et initiatives citoyennes. Ils pourront élaborer et conduire, à leur initiative, des projets s'inscrivant dans le cadre des objectifs fixés par le contrat de ville. Ces projets devront s'inscrire en cohérence et dans la complémentarité de l'existant et se construire avec les acteurs locaux du territoire. Enfin, des représentants précités des conseils citoyens participeront aux instances du contrat de ville et communiqueront régulièrement aux différents acteurs du contrat de ville les travaux, propositions et bilan des projets initiés par les conseils citoyens.

Moyens mis à disposition :

Le contrat de ville définira le lieu et les moyens dédiés pour le fonctionnement des conseils citoyens ainsi que les actions de formation.

Les partenaires du contrat de ville cofinanceront les actions des conseils citoyens et décideront des modalités de répartition des crédits.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de la mise en place de nouveaux Conseils citoyens pour un mandat de 2 ans ;
- d'approuver les modalités de fonctionnement de ces Conseils citoyens telles que décrites dans la présente délibération ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses prévues par la mise à disposition de moyens aux Conseils citoyens, sur le budget 2015 de la Ville.

Monsieur le Maire : Nous avons mis en place le contrat de Ville dans lequel nous devons avoir un collège des représentants des conseils citoyens. Nous vous proposons donc de créer ces conseils citoyens qui, comme les conseils de quartiers, seront composés de citoyens tirés au sort sur les listes électorales et associatives.

Nous avons également l'intention de paramétrer cela au niveau des associations parce que certains quartiers auront beaucoup d'associations et d'autres moins. Il faut donc que nous trouvions un étiage cohérent pour l'ensemble des douze quartiers prioritaires indiqués dans la délibération. Nous mettons en place ce que nous avons proposé lors des élections municipales et ce que nous avons signé dans la charte Anticor. Ces conseils feront partie de la politique de la Ville qui, à partir du 1^{er} janvier, a basculé à la métropole.

J'ouvre le débat sur ce sujet. Qui souhaite prendre la parole ? Mademoiselle LLEDO puis Monsieur DOMERGUE.

Audrey LLEDO : Monsieur le Maire, mesdames et messieurs les conseillers, bonsoir. Je tiens à intervenir sur ce premier point intitulé « Politique de la Ville, mise en place des conseils citoyens ». Nous relevons un certain nombre de bons principes dont la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité, l'indépendance, la pluralité, la parité mais aussi la proximité, la citoyenneté et enfin la neutralité. Toutefois, concernant ce dernier point, permettez-moi de douter.

Tout est basé sur ce fameux contrat de Ville que nous ne connaissons pas et que nous n'avons pas encore défini. Alors, pouvons-nous réellement voter quelque chose qui, sur la forme, a l'air plutôt pas mal du point de vue de la démocratie et de la participation des Montpelliérains mais dont le but reste flou et possiblement orienté ? Nous ne connaissons effectivement rien des fondements réels de ces conseils citoyens qui portent un bien joli nom. J'ose espérer qu'ils ne serviront pas de campagne saurélienne. Nous ne sommes pas dupes, ce thème ressort à quelques semaines des élections. Nous ne servirons pas de campagne saurélienne comme d'autres thèmes que nous allons aborder pendant ce Conseil. Ainsi, au nom de France JAMET et de moi-même, je m'abstiendrai.

Monsieur le Maire : Vous ne votez pas contre, cela signifie que vous nous faites confiance. Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Je veux simplement vous rappeler, Monsieur le Maire, que lors de la précédente discussion sur les conseils de quartiers, pour ne pas être tancé de favoritisme, vous avez accepté qu'il y ait un tirage au sort et que Gérard LANNELONGUE, qui vous avait interrogé à l'époque, soit le garant de la transparence de ce tirage au sort.

Monsieur le Maire : Nous joindrons Mademoiselle LLEDO à Gérard LANNELONGUE pour tirer au sort les citoyens. Ainsi, elle verra qu'il n'y a pas de non-neutralité.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

2- Charte métropolitaine de gouvernance du Plan local d'urbanisme (PLU) Avis de la Ville de Montpellier

1. Le cadre juridique et politique de cette charte

La transformation, au 1^{er} janvier 2015, de la Communauté d'agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » a entraîné le transfert de la compétence plan local d'urbanisme (PLU) à la Métropole.

Ce transfert de compétence conduit ainsi à faire du PLU intercommunal le document de planification réglementaire des 31 communes et de la Métropole.

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, précise que le PLUI est élaboré sous la responsabilité de l'EPCI, mais en collaboration avec les communes membres et que les modalités de cette collaboration sont définies entre eux. L'article L.123-6 du code de l'urbanisme, dans sa version issue de la loi ALUR dispose ainsi que l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres.

La loi ALUR et la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle 2, apportent de réelles garanties aux communes pour que le PLUI soit élaboré et mis en œuvre en collaboration avec elles.

Encore faut-il que les modalités de cette collaboration soient précisément définies.

En effet, si le PLUI ne doit pas être la somme des PLU communaux, il doit nécessairement être le produit d'un travail devant se nourrir des réalités locales dans la mesure où sa traduction réglementaire se fera à l'échelle de la parcelle, que les communes conservent une compétence étendue en aménagement et que les Maires continuent à assurer la délivrance des autorisations d'urbanisme.

Dans le prolongement du Pacte de Confiance adopté le 17 juillet 2014 et en intégrant le principe des lois sus visées, une charte de gouvernance du PLU a été élaborée par le groupe de travail « Urbanisme et Aménagement » regroupant les DGS (Directeurs Généraux des services) des 31 communes, leurs référents techniques, ainsi que les services compétents de la Métropole, pour définir les modalités de cette collaboration. Elle a été examinée et validée par la Conférence des maires le 24 novembre 2014, sachant que la Conférence des Maires, telle que définie par le Pacte de confiance, constitue à la fois la Conférence Intercommunale prévue par les articles L.123-6 et L.123-10 du Code de l'Urbanisme et la Conférence Métropolitaine prévue par l'article L.5217-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Préalablement à son adoption par le conseil métropolitain, la charte est soumise, pour avis simple, à la commune.

2. Les objectifs et les principales dispositions de cette charte

Cette charte a pour objet de définir les modalités précises de collaboration entre les 31 communes et la future Métropole dans la conception du PLUI, dans le strict respect des souverainetés de chacun.

Les principes qui y sont affirmés intègrent la double pertinence des collectivités concernées : les Communes, collectivités de proximité et en prise avec les besoins et réalités locales, et la Métropole, garante de l'aménagement cohérent et solidaire du territoire métropolitain. Ils sont également l'occasion de rappeler que le PLUI doit être le produit d'un travail nourri des réalités locales.

Dans cet esprit, les principales modalités du travail commun pour l'élaboration du PLUI énoncées dans cette charte sont les suivantes :

- Les communes sont associées tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme et non uniquement lors des étapes de validation ;
- Une phase de recueil préalable des projets et enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUI est initiée à l'échelle de chaque commune ;
- Des réunions sont organisées à l'échelle des secteurs du SCOT pour une vision partagée entre la Métropole et les Communes ;
- Des réunions sont programmées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci ;
- La Métropole met en place des moyens techniques, notamment des prestataires spécialisés, sur chaque territoire communal pour l'élaboration du zonage.

De même, plusieurs dispositions sont prévues à chaque étape de la procédure réglementaire, en complément et en précision de celles déjà prévues par le code de l'urbanisme modifié :

- Les objectifs poursuivis et les modalités de concertation sont présentés en Conférence des maires ;
- Le projet d'arrêt est présenté à chaque maire selon les modalités définies avec l'accord de ce dernier, qui est invité à formuler ses observations dans un délai de 1 mois ;
- La prise en compte des observations écrites et le projet de PLUI sont présentés en Conférence des Maires, préalablement à l'arrêt du projet par le Conseil Métropolitain ;
- Suite à l'avis des Conseils Municipaux, les amendements éventuels sont présentés en Conférence des Maires ;
- Le PLUI tenant compte des avis et remarques formulés pendant l'enquête publique est présenté à la Conférence des Maires pour examen, préalablement à l'approbation du projet par le Conseil Métropolitain.

Il est enfin à noter que les principes de cette collaboration sont similaires pour les révisions et modifications du PLUi.

Complémentairement, la charte de gouvernance du PLU définit également des modalités spécifiques de collaboration concernant les procédures d'évolution des PLU communaux dans l'attente d'un PLUi exécutoire. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2015, la responsabilité de ces différentes procédures incombe à la Métropole en vertu du transfert de compétence PLU.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'émettre un avis favorable sur la charte métropolitaine de gouvernance du PLU,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, mes chers collègues, la transformation au 1^{er} janvier 2015 de la Communauté d'agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné le transfert de la compétence « plan local d'urbanisme » (PLU). Ce transfert de compétence conduit ainsi à faire du PLU intercommunal le document de planification règlementaire des 31 communes de la Métropole.

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, précise que le PLU intercommunal est élaboré sous la responsabilité de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) – en l'occurrence la Métropole dans notre cas – mais en collaboration avec les communes membres. La charte évoquée ici propose de définir ces modalités.

Si le PLU intercommunal ne doit pas être la somme des PLU communaux, il doit nécessairement être le produit d'un travail devant se nourrir à la fois des réalités locales, dans la mesure où sa traduction réglementaire se fera à l'échelle de la parcelle, que les communes conservent une compétence étendue en aménagement et que les maires continuent à assurer la délivrance des autorisations d'urbanisme.

Ainsi, dans le prolongement du Pacte de confiance qui a été adopté par la Métropole le 17 juillet 2014 – Agglomération à l'époque - une charte de gouvernance du PLU a été élaborée par le groupe de travail appelé Urbanisme et aménagement qui regroupe l'ensemble des directeurs généraux des services des 31 communes, leurs référents techniques ainsi que les services compétents de la Métropole. Ils ont défini les modalités de cette collaboration. La charte a été examinée et validée par la Conférence des maires le 24 novembre 2014. Préalablement à son adoption par le Conseil métropolitain, la charte est soumise, pour avis simple, à la commune comme elle est soumise à l'ensemble des communes de la Métropole.

Les principes qui sont affirmés dans la charte intègrent la double pertinence des collectivités concernées : d'une part les communes, collectivités de proximité et en prise avec les besoins et réalités locales, et d'autre part la Métropole, garante de l'aménagement cohérent et solidaire du territoire métropolitain.

Dans cet esprit, les principales modalités du travail en commun pour l'élaboration du PLUi qui sont énoncées dans cette charte sont les suivantes :

- les communes sont associées tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme et non uniquement lors des étapes de validation ;
- une phase de recueil préalable des projets et enjeux locaux liés à l'élaboration du PLU intercommunal est initiée à l'échelle de chaque commune ; cette étape est en cours et une dizaine de communes ont déjà fait part aux services de la Métropole de leurs enjeux et objectifs propres sur leur territoire ;
- des réunions sont organisées à l'échelle des secteurs du SCOT pour une vision partagée entre la Métropole et les communes ;
- des réunions sont programmées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci ;
- la Métropole met en place les moyens techniques, notamment des prestataires spécialisés, sur chaque territoire communal pour l'élaboration du zonage.

De même, plusieurs dispositions sont prévues à chaque étape de la procédure règlementaire :

- les objectifs poursuivis et les modalités de concertation sont présentés en Conférence des maires ;
- le projet d'arrêt est présenté à chaque maire selon les modalités définies avec l'accord de ce dernier, qui est invité à formuler ses observations dans un délai d'un mois ;
- la prise en compte des observations écrites et le projet de PLUI sont présentés en Conférence des maires, préalablement à l'arrêt du projet par le Conseil métropolitain ;
- suite à l'avis des conseils municipaux, les amendements éventuels sont présentés en Conférence des maires ;
- le PLUI tenant compte des avis et remarques formulés pendant l'enquête publique est présenté à la Conférence des maires pour examen, préalablement à l'approbation du projet par le Conseil métropolitain.

Enfin, il est à noter que les principes de cette collaboration sont similaires pour les révisions et modifications du PLU intercommunal. Il s'agit donc d'un dispositif qui entremêle à la fois la compétence de la Métropole qui aide à assurer une traduction réglementaire cohérente à l'échelle de notre territoire et la mainmise que garde la commune sur la propre définition de son projet urbain et des modalités qui s'ensuivront.

Monsieur le Maire : Merci, Madame JANNIN, d'avoir expliqué techniquement un phénomène politique que j'ai globalement initié. Nous sommes les seules métropoles en France, avec Brest, à s'être construites de façon démocratique. Vous pouvez me reprocher ce que vous voulez mais cela, vous ne pouvez pas me l'enlever. Vingt-six communes pour et cinq contre, il s'agit d'un succès pour la création de la Métropole. Nous avons pu obtenir ce résultat parce que nous avons procédé de façon très démocratique.

Les outils spécifiques mis en place ont rassuré les maires qui, à cause de la loi et du passage en Métropole, perdaient les compétences d'aménagement de l'espace public et d'urbanisme. Nous avons d'abord créé un Pacte de confiance des maires. Ce règlement, associé au vote premier de la Métropole le 17 juillet 2014, permet au maire de garder une certaine primauté dans la décision d'aménagement de sa propre commune même si la Métropole est légalement maîtresse d'ouvrage. Il s'agissait de mettre en place les outils nécessaires pour faire cohabiter dans le temps et dans l'espace communal une double décision par le jeu de délibérations croisées.

Depuis, le Pacte de confiance des maires a fait florès. En effet, les agglomérations transformées en métropoles au 1^{er} janvier 2015, comme Toulouse Métropole, se sont trouvées face à des incompréhensions des maires qui se voyaient brutalement dépossédés de leur pouvoir d'aménagement de l'espace public et d'urbanisme. Il a donc fallu qu'elles trouvent des outils nécessaires pour convaincre les récalcitrants. La Métropole de Toulouse, comme les Métropoles de Grenoble et de Brest se sont rapprochées de la Métropole de Montpellier et nous ont demandé de leur transmettre - ce que nous avons fait avec grande amitié - le Pacte de confiance des maires.

J'ai proposé à Monsieur GAUDIN, le voyant en difficulté à Marseille, le Pacte de confiance des maires. Sur 115 maires à Marseille, 108 sont contre la Métropole. Cela va être compliqué à gérer. Monsieur GAUDIN n'était pas très favorable pour que je m'y rende. Pour l'instant, c'est resté à une fin de non-recevoir de la part de la future Métropole de Marseille qui sera créée en janvier 2016. Par contre, une série d'agglomérations, lors de leur passage en métropole, nous ont demandé le document. Nous le leur avons fourni et elles s'en inspirent.

Nous avons ensuite créé la Conférence des maires. Lorsque Jean-Pierre MOURE présidait l'Agglomération, il avait également mis en place la Conférence des maires qui se réunissait une fois de temps en temps. Je l'ai promue, avec l'accord des maires de l'Agglomération, comme instance de gouvernance de l'Agglomération. Nous avons pris un postulat initial qui est : un maire égal une voix, quelle que soit la taille de la commune. Cela permet d'instiller dans la gouvernance et dans la prise de décision une démocratie irréprochable.

Même si les communes et les intercommunalités ne devenaient pas métropoles, elles seront toutes soumises à un PLUI en 2017. Lors du passage en Métropole, nous avons permis aux maires de garder une certaine prédominance dans la décision qui concerne leurs communes grâce à la création du Pacte de confiance des maires et de la Conférence des maires qui repositionnent le maire comme l'échelon primordial de la décision, à la fois sur sa commune et sur l'intercommunalité. En fait, nous avons accompagné la réforme territoriale en replongeant à l'échelon des communes. Il ne s'agit pas d'une déviance mais d'une volonté d'être démocrate avec l'ensemble des élus concernés.

J'ouvre le débat. Je donne la parole à Mademoiselle LLEDO.

Audrey LLEDO : Comme vous le savez, nous sommes largement opposés à cette Métropole. Nous l'avons largement développé, que ce soit à l'Agglomération ou ici à la Ville. Nous avons largement dénoncé ses excès et ses conséquences : plus d'impôts, moins de proximité des communes, le clientélisme mais également des problèmes d'insécurité, de fiscalité, de gaspillage et j'en passe.

Au mois de janvier, le Front national était seul contre tous. Aujourd'hui arrive le jour des désillusions en matière d'insécurité, de fiscalité et de gaspillage. Les compétences des maires sont réduites avec un semblant de participation mais jamais les avis ne sont réellement pris en compte. Monsieur le Maire, vous n'avez plus votre carte PS mais pourtant, vous en suivez bien la ligne. Voici ma question : est-ce normal d'enlever une à une les compétences des maires ?

Monsieur le Maire : Vous venez de me faire un grand compliment, je vous en remercie.

Audrey LLEDO : Vous pouvez prendre cela pour un compliment. Moi, à votre place...

Monsieur le Maire : D'ailleurs, si le groupe PS vous écoutait, au lieu de s'abstenir quand Madame France JAMET a été candidate au poste de maire, ils auraient voté pour moi. Merci, Mademoiselle LLEDO.

Audrey LLEDO : Nous refusons de voir les petits villages privés du choix de leurs aménagements territoriaux. Demander un avis ne veut pas dire le prendre en compte. Cette opération de communication n'est pas démocratique. Nous nous positionnerons contre.

Monsieur le Maire : Qui souhaite prendre la parole ? Il s'agit du sujet fondamental de l'aménagement de l'espace public et de l'urbanisme qui devient métropolitain. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 62

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur COUSQUER entre en séance (et récupère sa procuration).

Monsieur YOUSSEF sort de séance.

3- Délégation de Service Public Parking Nouveau Saint-Roch Choix du délégataire

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert à son établissement public de coopération intercommunale de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une consultation a été engagée dans le but de confier à un délégataire l'exploitation du parking Nouveau Saint Roch, situé dans le futur quartier nouveau Saint Roch.

L'aménagement de ce futur quartier constitue une composante majeure du développement et renouvellement urbain du centre-ville vers le sud-ouest en cours de réalisation.

La ZAC Nouveau Saint-Roch représente 35 000 m² de Surface De Plancher (SDP) destinés à la construction de commerce, bureaux et hôtels. Les aménagements prévus permettront la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction également d'environ 1300 à 1 500 logements s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare, dénommé René Dumont.

Les besoins du quartier tout autant que la proximité immédiate de la gare ont nécessité la programmation et la construction d'un nouveau parc de stationnement. La volumétrie de cet ouvrage a nécessité son intégration fine dans le quartier en devenir.

La commune de Montpellier l'a donc inscrit dans le programme des équipements publics de la ZAC Saint Roch et en a confié la réalisation du gros œuvre à la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), concessionnaire de l'opération d'aménagement.

Il s'agit d'un parking public développé sur neuf niveaux en élévation, un rez-de-chaussée et un sous-sol. Il comprend environ 800 places et son coût est de 16 718 027€ HT.

La livraison du gros œuvre par la SERM est prévue pour le début du 2^{ème} trimestre 2015. Sa remise au délégataire chargé de son exploitation interviendra au même moment. Les travaux de première installation avant l'ouverture du parking prendront environ 2,5 mois.

Le délégataire sera chargé de l'exploitation du parc de stationnement à ses frais, risques et périls. Il en assurera l'entretien courant, se rémunérera directement auprès des usagers et sera assujéti à une redevance. Il aura la responsabilité des relations avec les usagers.

La délégation de service public est prévue pour une durée de 15 ans à compter de la livraison du parc.

Cette durée permettra l'amortissement des travaux de première installation par le délégataire ainsi qu'une nouvelle mise en concurrence dans un délai raisonnable.

Un droit d'entrée sera versé par le délégataire à la Commune de Montpellier. Ce droit d'entrée correspond à la participation acquittée par la Commune auprès de la SERM pour la réalisation des travaux de gros œuvre du parc de stationnement dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC Saint-Roch, soit 16 718 027€ HT.

Le droit d'entrée sera amorti par le délégataire pendant la durée d'exécution de la convention, mais l'amortissement sera sur une durée d'usage de 30 ans, dépassant très largement la durée de la délégation afin de ne pas entraîner une augmentation excessive des tarifs.

En conséquence, au terme de la convention de délégation de service public, la commune de Montpellier versera au délégataire une indemnité correspondant à la fraction non amortie financièrement par le délégataire de ce droit d'entrée, dont le montant est précisé dans la convention.

La procédure suivie pour la délégation de service public est celle définie par les articles L. 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Comité technique paritaire et la Commission des services publics locaux ont été consultés.

Après que le principe d'une délégation de service public a été validé par la délibération du Conseil Municipal du 6 mai 2013, une procédure de publicité et de mise en concurrence a été lancée.

Sur cette base, un avis d'appel public à la concurrence a été publié au BOAMP le 19/06/2013, au Midi Libre le 18/06/2014 et au Moniteur le 21/06/2013. L'avis de publicité fixait la limite de réception des candidatures au 22 juillet 2013, à 17 heures.

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 02/09/2013 pour ouvrir les dossiers de candidature. Cinq plis sont arrivés dans les délais impartis émanant de :

- VINCI PARK France ;
- TaM ;
- EFFIA Stationnement ;
- URBISPARK SERVICES ;
- Q-PARK France.

Lors de sa séance en date du 30/09/2013, la Commission de service public a examiné les candidatures reçues. Chaque candidat répondait aux obligations d'emploi des travailleurs handicapés. La Commission a considéré que les candidats offraient des garanties professionnelles, techniques et financières satisfaisantes et étaient aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Par courrier en date du 23/12/13, la collectivité a envoyé le dossier de consultation des entreprises aux 5 candidats admis à présenter une offre. La date limite de remise des offres a été fixée au 21/02/14 à 17 heures. 3 candidats ont déposé une offre suite à l'envoi du dossier de consultation.

Dans sa séance du 28/02/14, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie et a procédé à l'ouverture des offres des candidats suivants :

- EFFIA Stationnement ;
- TaM ;
- VINCI Park.

Suite à l'analyse de ces trois offres, il a été proposé lors de la Commission de délégation de service public du 24/07/14, de retenir les trois candidats pour la phase des négociations.

Par courrier du 05/08/2014, la Ville a engagé les négociations avec les candidats. La date limite de remise des offres était fixée au 15/09/2014 à 17 heures.

Les premières auditions des candidats se sont tenues le 01 octobre 2014. Suite à ces auditions, les candidats ont remis le 31/10/ 2014 de nouveaux éléments venant compléter les offres précédemment analysées.

Sur la base des éléments remis, il a été décidé de poursuivre les négociations uniquement avec EFFIA Stationnement et TaM. L'offre de Vinci Park étant significativement moins intéressante pour la Ville, essentiellement sur le plan financier.

Une deuxième séance d'audition s'est donc tenue avec EFFIA Stationnement et TAM le 26 novembre 2014. Suite à ces nouvelles auditions, les candidats ont remis une nouvelle offre accompagnée d'un projet de convention dans les délais impartis, c'est-à-dire avant le 09 décembre à 17h.

Après analyse des offres, il a été décidé de poursuivre la négociation seulement avec TaM compte tenu de son avance, notamment financière. La dernière offre de TaM a été remise le 06/01/2015.

Les caractéristiques principales de la convention sont les suivantes :

- Une durée de 15 ans ;

- Une gamme et une qualité de services très attrayantes ;
- Du personnel présent 24h/24 dans le parking ;
- Un montant d'indemnité de rachat du droit d'entrée de 8 359 013,5 € à un amortissement de ce droit d'entrée sur 30 ans ;
- Une redevance fixe cumulée sur 180 mois s'élevant à 4 816 667 € HT (euros constants) ;
- En complément de la part fixe de redevance, une part de redevance variable correspondant à 95% du chiffre d'affaire réalisé au-delà du seuil de déclenchement de 2 550 000€ HT ;
- Une provision sur la durée du contrat de 1 000 000€ HT pour travaux de renouvellement, dont le solde sera versé à la Ville en fin de contrat ;
- La grille tarifaire ci-dessous :

Tarifs de jour - TTC avec TVA à 20%		
Durées	Parc public	Dépose minute Courte durée
15 mn	0.00 €	0.00 €
30 mn	1.80 €	1.00 €
45 mn	2.00 €	2.50 €
01h00	2.30 €	4.00 €
01h15	2.70 €	5.50 €
01h30	3.20 €	6.50 €
01h45	3.80 €	7.50 €
02h00	4.50 €	8.50 €
02h15	5.30 €	9.50 €
02h30	6.10 €	10.50 €
02h45	6.90 €	11.50 €
03h00	7.60 €	12.00 €
03h15	8.30 €	12.50 €
03h30	9.00 €	13.00 €
03h45	9.60 €	13.50 €
04h00	10.20 €	14.00 €
04h15	10.80 €	14.50 €
04h30	11.30 €	15.00 €
04h45	11.80 €	15.50 €
05h00	12.30 €	16.00 €
05h15	12.80 €	16.50 €
05h30	13.30 €	17.00 €
05h45	13.80 €	17.50 €
06h00	14.20 €	18.00 €
06h15	14.60 €	18.50 €
06h30	15.00 €	19.00 €
06h45	15.40 €	19.50 €
07h00	15.70 €	20.00 €
07h15	16.00 €	20.30 €
07h30	16.30 €	20.60 €
07h45	16.60 €	20.90 €
08h00	16.90 €	21.20 €
08h15	17.10 €	21.50 €
08h30	17.30 €	21.80 €
08h45	17.50 €	22.10 €
09h00	17.70 €	22.40 €
09h15	17.90 €	22.70 €
09h30	18.10 €	23.00 €
09h45	18.30 €	23.30 €
10h00	18.50 €	23.60 €
10h15	18.70 €	23.90 €
10h30	18.90 €	24.20 €
10h45	19.10 €	24.50 €
11h00	19.20 €	24.80 €
11h15	19.30 €	25.10 €
11h30	19.40 €	25.40 €
11h45	19.50 €	25.70 €
12h00	19.60 €	26.00 €
24h00	25.00 €	35.00 €
36h00	30.00 €	45.00 €
48h00	35.00 €	55.00 €
60h00	40.00 €	65.00 €
72h00	45.00 €	75.00 €

Tarifs de nuit - TTC avec TVA à 20%		
Durées	Parc public	Dépose minute - courte durée
15 mn	0.30 €	0.00 €
30 mn	0.40 €	1.00 €
45 mn	0.50 €	2.50 €
01h00	0.60 €	4.00 €
01h15	0.90 €	5.50 €
01h30	1.00 €	6.50 €
01h45	1.10 €	7.50 €
02h00	1.30 €	8.50 €
02h15	1.70 €	9.50 €
02h30	2.10 €	10.50 €
02h45	2.50 €	11.50 €
03h00	2.90 €	12.00 €
03h15	3.30 €	12.50 €
03h30	3.70 €	13.00 €
03h45	4.00 €	13.50 €
04h00	4.30 €	14.00 €
04h15	4.60 €	14.50 €
04h30	4.90 €	15.00 €
04h45	5.20 €	15.50 €
05h00	5.50 €	16.00 €
05h15	5.80 €	16.50 €
05h30	6.10 €	17.00 €
05h45	6.40 €	17.50 €
06h00	6.70 €	18.00 €
06h15	7.00 €	18.50 €
06h30	7.30 €	19.00 €
06h45	7.60 €	19.50 €
07h00	7.90 €	20.00 €
07h15	8.20 €	20.30 €
07h30	8.50 €	20.60 €
07h45	8.80 €	20.90 €
08h00	9.10 €	21.20 €
08h15	9.40 €	21.50 €
08h30	9.70 €	21.80 €
08h45	10.00 €	22.10 €
09h00	10.30 €	22.40 €
09h15	10.60 €	22.70 €
09h30	10.90 €	23.00 €
09h45	11.20 €	23.30 €
10h00	11.50 €	23.60 €
10h15	11.50 €	23.90 €
10h30	11.50 €	24.20 €
10h45	11.50 €	24.50 €
11h00	11.50 €	24.80 €
11h15	11.50 €	25.10 €
11h30	11.50 €	25.40 €
11h45	11.50 €	25.70 €
12h00	11.50 €	26.00 €

Dans ces conditions, l'économie générale du contrat apparaît très satisfaisante, TaM assurant, dans le cadre d'une exploitation équilibrée, au-delà d'une redevance intéressante pour la Ville, une bonne qualité du service rendu aux usagers à hauteur des attentes de la Municipalité.

C'est pourquoi, nous proposons de retenir l'offre de TaM pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint Roch.

Dans le cadre des négociations, il a été convenu que le délégataire, afin de faciliter le financement du droit d'entrée devant être versé à la Ville, pouvait recourir au dispositif de la cession de créance tel que prévu par les articles L 313-23 et suivants du Code Monétaire et Financier.

Ce dispositif consiste en ce que le délégataire puisse céder les créances qu'il détient sur la Ville au titre du contrat de délégation à ses établissements de crédits. Ceux-ci deviennent alors créanciers directs de la collectivité ce qui présente pour eux une garantie supplémentaire facilitant leur engagement.

Sur la base de cette cession de créance, les indemnités devant être versées par la Ville au délégataire sur la base du contrat de DSP (échéance, résiliation....) seront donc dues directement aux établissements de crédits de TaM (société AUXIFIP et Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon).

Ce dispositif suppose donc que la Ville signe au bénéfice de ces derniers un acte d'acceptation de cession de créance, dont le modèle est joint en annexe.

En outre, afin de faciliter le contrôle, notamment financier, de la Ville sur son délégataire, le contrat de délégation de service public impose la création par le délégataire d'une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution du contrat.

TaM étant une société d'économie mixte, la création d'une filiale est soumise à l'accord des ses principaux actionnaires dont la Ville.

Il vous est donc proposé d'autoriser TaM à créer la filiale demandée et de mandater expressément à cet effet les administrateurs de la Ville au sein de ses instances dirigeantes.

Enfin, afin d'éviter un délai trop long avant la mise en service du parking qui est très attendu, notamment par les usagers de la gare, il vous est proposé de demander à TaM de bien vouloir commander le plus vite possible les équipements nécessaires à cette mise en service, et ce, avant même l'expiration des délais de recours contre le contrat de délégation de service public. A cet effet, il vous est demandé d'approuver que la Ville garantisse TaM du montant de ces équipements si un recours venait à empêcher cette dernière de débiter son exploitation.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- retenir TaM pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint Roch ;
- autoriser la création par TaM d'une filiale dédiée à l'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint Roch et de mandater expressément les conseillers municipaux, administrateurs de TaM, à cet effet ;
- autoriser TaM, dès la signature du contrat et avant même l'expiration des délais de recours, à commander les équipements nécessaires à l'exploitation du parc et de garantir TaM du montant de ces équipements, la Ville prenant en charge leur coût si un recours venait à empêcher TaM de débiter son exploitation ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer avec TaM le contrat de délégation de service public annexé à la présente délibération ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer avec les établissements prêteurs de TaM l'acte d'acceptation de cession de créance dont le modèle est joint en annexe à la présente délibération.

Stéphanie JANNIN : Nous abordons maintenant la question du choix de délégataire du parking du Nouveau Saint-Roch.

La création de la Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux parcs de stationnement détenus par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale. Néanmoins, par une convention conclue entre la Ville et la Métropole, la Ville de Montpellier continuera à assurer de manière transitoire, du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et

qui relèvent désormais de la Métropole. C'est bien pour cela que nous parlons aujourd'hui en Conseil municipal de cette affaire.

Pour refaire un petit historique, une consultation a été engagée dans le but de confier à un délégataire l'exploitation du parking du Nouveau Saint-Roch situé dans le futur quartier du même nom. La commune de Montpellier a inscrit ce parking dans le programme des équipements publics de la ZAC Saint-Roch et a confié la réalisation du gros œuvre à la SERM, concessionnaire de l'opération d'aménagement. Il s'agit d'un parking public développé sur neuf niveaux (en élévation, en rez-de-chaussée et en sous-sol). Il comprend environ 800 places et coûte 16 718 027 €.

Le délégataire sera chargé de l'exploitation du parc de stationnement à ses frais, risques et périls. Il en assurera l'entretien courant, se rémunérera directement auprès des usagers et sera assujéti à une redevance. La délégation de service public est prévue pour une durée de quinze ans à compter de la livraison du parc. Un droit d'entrée sera versé par le délégataire de la commune de Montpellier. Il correspond à la participation acquittée par la commune auprès de la SERM pour la réalisation des travaux de gros œuvre du parc de stationnement. Sur cette base, une procédure de mise en concurrence a été lancée dont je vous rappelle les grandes étapes :

- Les 18, 19 et 21 juin 2013, l'avis d'appel public à concurrence a été publié.
- Le 2 septembre, la commission de délégation de service public s'est réunie pour ouvrir les dossiers de candidature ; cinq plis sont arrivés dans les délais impartis, ceux de Vinci Park, de TaM, d'EFFIA Stationnement, d'Urbis Park Services et enfin de Q-Park France.
- Le 30 septembre, la commission a examiné les candidatures reçues et a considéré qu'elles étaient recevables.
- Le 23 décembre 2013, la collectivité a envoyé par courrier le dossier de consultation des entreprises à ces cinq candidats qui ont donc été admis à présenter une offre.
- Le 28 février 2014, la commission de délégation s'est réunie et a procédé à l'ouverture des offres d'EFFIA Stationnement, TaM et Vinci Park.
- Le 24 juillet 2014, suite à l'analyse des trois offres, il a été proposé à la commission de retenir les trois candidats pour la phase de négociation.
- Le 5 août 2014, par courrier, la Ville a engagé les négociations avec les candidats.
- Le 1^{er} octobre 2014, les premières auditions des candidats se sont tenues. Suite à cela, les candidats ont remis le 31 octobre 2014 de nouveaux éléments venant compléter les offres précédemment analysées. Sur la base des éléments remis, il a été décidé de poursuivre les négociations uniquement avec EFFIA Stationnement et TaM, l'offre de Vinci Park étant significativement moins intéressante pour la Ville, essentiellement sur le plan financier. Je donnerai quelques détails par la suite.
- Le 26 novembre 2014, une deuxième séance d'audition s'est donc tenue uniquement avec EFFIA Stationnement et TaM. Suite à ces nouvelles auditions, les candidats ont remis une nouvelle offre accompagnée d'un projet de convention dans les délais impartis. Après analyse des offres, il a été décidé de poursuivre la négociation uniquement avec TaM compte tenu de son avance, notamment financière.

La dernière offre de TaM a été remise le 6 janvier 2015.

Nous avons dans un premier temps procédé à l'élimination de Vinci Park qui proposait une offre de redevance très largement inférieure à celles d'EFFIA Stationnement et de TaM. Vinci Park n'a pas proposé de redevance fixe alors qu'EFFIA Stationnement et TaM ont proposé une redevance fixe de plus de 4 millions d'euros suivant les variantes. Les redevances sont destinées à la Ville. De plus, les conditions de déclenchement de la redevance variable de Vinci Park étaient moins intéressantes que celles d'EFFIA Stationnement et de TaM. La proposition de redevance variable ne se déclencherait qu'en cas de dépassement du prévisionnel initial de chiffre d'affaires et restait inférieure, à chiffre d'affaires identique, aux propositions des autres candidats.

Nous avons ensuite, dans un second temps, éliminé l'offre d'EFFIA Stationnement qui proposait une offre de redevance moins intéressante que celle de TaM. Lors de la négociation entre les deux candidats, l'écart était de plus 25 % entre la meilleure offre économique d'EFFIA Stationnement et celle de TaM, soit plus de 1,5 million d'euros.

Le budget pour provisions de travaux et de nettoyage était également inférieur à celui de TaM. EFFIA Stationnement avait prévu 150 000 € de provisionnement pour travaux alors que TaM a prévu 1 million

d'euros. EFFIA Stationnement avait prévu 5 000 € par an pour le nettoyage alors que TaM prévoyait 42 000 € par an. EFFIA Stationnement avait également une offre en présence de personnel sur le parking qui était inférieure, avec un seul agent en dehors des heures de pointe et enfin, un budget de maintenance plus faible que celui de TaM : 550 000 € pour EFFIA Stationnement contre quasiment 2 millions d'euros pour TaM.

Nous avons donc, à la lecture de ces éléments, retenu l'offre de TaM qui proposait :

- un meilleur bilan pour la Ville en termes de redevance ;
- un provisionnement pour travaux conséquent de 1 million d'euros ;
- une forte présence de personnels sur le parking, notamment en comparaison avec les autres candidats ;
- une forte exigence en matière de nettoyage du parc qui était bien décrite dans le CCTP ;
- une forte capacité à répondre aux besoins locaux et à une adaptation à nos demandes en termes de service, qui ont vocation à évoluer à l'avenir pour s'adapter aux nouveaux modes de vie ;
- une proposition de reprendre les employés actuels d'EFFIA Stationnement qui travaillent actuellement sur le site du parking de la gare, cela correspond à six équivalents temps plein et une discussion va être entamée entre TaM et EFFIA Stationnement pour mener à bien ce transfert.

Pour résumer, les caractéristiques de l'exploitation sont donc les suivantes :

- une ouverture du parking le 1^{er} juin 2015 ;
- une durée d'exploitation de quinze ans ;
- une redevance fixe cumulée de 4,8 millions d'euros sur quinze ans au bénéfice de la Ville ;
- une redevance variable décrite comme suit : 95 % du chiffre d'affaires versés à la Ville au-delà des 2,5 millions d'euros ;
- un montant de travaux pour installation du délégataire de 1,3 million d'euros ;
- une provision pour travaux sur la durée du contrat de 1 million d'euros qui, s'ils ne sont pas dépensés pendant le temps de la délégation, seront reversés intégralement à la Ville.

En ce qui concerne la tarification, un premier quart d'heure est gratuit dans tout le parking. La tarification au quart d'heure, avec un tarif horaire de 2,30 euros, s'appliquera dès l'ouverture du parking alors que la loi Hamon ne la prévoit que pour le 1^{er} juillet. Concernant la zone spécifique de dépose-minute et de courte durée, les 30 minutes coûteront 1 €.

Monsieur le Maire : Merci, Madame JANNIN. Qui souhaite prendre la parole sur cette affaire ? Monsieur LARUE, Mademoiselle LLEDO et Madame BRISSAUD.

Alex LARUE : Ma question n'est ni polémique ni politique mais juste d'opportunité. Vous nous demandez l'autorisation de procéder aux commandes des équipements avant même la purge des droits de recours. Sommes-nous si pressés ? J'imagine qu'il existe potentiellement un risque d'engager de la trésorerie sur des équipements assez lourds. Un recours qui décalerait l'ouverture du parking pourrait générer un effet de cash assez négatif pour la Ville. Y a-t-il une raison particulière que je ne comprendrais pas ? Auquel cas, je veux bien... Il s'agit juste d'un principe de prudence.

Monsieur le Maire : Nous vous répondrons après. Mademoiselle LLEDO.

Audrey LLEDO : Je me suis également penchée sur ce délai de recours. J'ai aussi remarqué cette façon curieuse de demander à la TaM de commander les équipements le plus vite possible avant même que les délais de recours ne soient expirés. Si un recours est fait, ces 16 millions vont retomber sur la Ville et donc sur les Montpelliérains qui vont devoir rembourser sur plus de trente ans. Pensez-vous réellement que ce soit nécessaire de passer commande aussi rapidement ? Nous serons encore obligés de vous dire « nous vous l'avions bien dit », Monsieur le Maire. Le Front national votera contre.

Monsieur le Maire : Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Je ne reviendrai pas sur tout ce qui est délégation de service public puisqu'il s'agit d'un choix qui se discute mais qui ne me paraît pas essentiel au vu d'autres points soulevés par cette délégation, notamment concernant les tarifs proposés. Une heure de stationnement coûte 2,30 €. Une personne qui viendrait faire ses courses pour trois heures aura à déboursier 7,60 €. Pour quelqu'un qui prend le train pour

aller travailler pour la journée à Paris, le prix atteindra vite fait les 20 €. Cela soulève une vraie question qui est la place de la voiture dans la Métropole. Nous n'en avons pas parlé de façon évidente en Conseil municipal. Au lieu de chasser les voitures pour de mauvaises raisons, ne vaudrait-il pas mieux tenter d'améliorer les voies de circulation et les zones de stationnement et adapter la Métropole à l'utilisation de la voiture qui va devenir de moins en moins polluante ? J'espère que le progrès fera en sorte que les voitures ne pollueront plus à terme.

La voiture est chassée de la Ville. Les tarifs me paraissent plutôt exorbitants. Il s'agit d'une vision rétrograde et plutôt anti-activité. Ces tarifs sont une ineptie. De plus, ils sont ségrégationnistes parce qu'ils permettent aux riches de se rapprocher de la gare. Les autres devront se garer toujours à l'extérieur de la Ville pour prendre les moyens de transport en commun.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BRISSAUD. Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN : Notre rôle est de réussir à faire fonctionner ce parking au mieux, tant d'un point de vue fonctionnel qu'organisationnel. Partant de ce principe, les tarifs sont totalement identiques à tous ceux qui sont actuellement proposés dans tous les parcs de stationnement de la Ville de Montpellier. Une légère différence provient du fait que nous avons déjà, pour ce parking, appliqué la loi Hamon avec tarification au quart d'heure, ce qui n'est pas encore le cas des autres parkings qui ne le feront qu'à partir du 1^{er} juillet. Tous les parkings arriveront à ce moment-là au même niveau. La loi Hamon est certainement avantageuse pour celui qui ne restera qu'un quart d'heure et beaucoup moins pour celui qui restera une heure ou deux. C'est la loi.

Anne BRISSAUD : C'est la loi mais nous pouvons très bien essayer d'aller dans le sens d'autres propositions pour les Montpelliérains. Une inversion tarifaire notamment pourrait sembler tout à fait opportune.

Max LEVITA : L'éternel problème, Madame, est de savoir qui finance : le contribuable ou l'utilisateur ? Là, l'utilisateur a été choisi. Il s'agit d'un choix politique que nous assumons. Vous trouvez que les impôts sont très élevés... Il faut choisir.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 55

Contre : 3

Abstentions :

Ne prennent pas part au vote les administrateurs de la SERM : 5 (Madame LIZA, Madame MIRALLES, Madame CHARDES, Monsieur COUSQUER, Monsieur EL KANDOUSSI).

Adopté à la majorité.

4- ZAC Port Marianne-République Concession d'aménagement Désignation du titulaire de la concession d'aménagement Approbation du traité de concession

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne - République. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche qui s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée, a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

A l'issue du concours d'urbanisme, le conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur du quartier Port Marianne- République à l'équipe « Agence Nicolas Michelin et Associés /Nicolas Boudier (Atelier A5) ». Des contraintes hydrauliques inhérentes au site ont reporté l'approfondissement des études à compter de l'année 2013. Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC en 2014, permettant d'envisager sereinement la phase de réalisation de la ZAC.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet qui tient notamment à :

- la protection hydraulique du bassin versant de la Lironde,
- l'existence d'un secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina-Simone et de la rue du Mas Rouge,
- l'existence d'un secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavalade) impacté par un projet d'internat régional,
- la présence de lignes électriques Haute Tension nécessitant d'intervenir en plusieurs phases,

la Ville de Montpellier souhaite confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

En effet, la Ville a approuvé, par délibération en date du 27 octobre 2009, la prise de participation à une société publique locale d'aménagement (SPLA), ainsi que les statuts de celle-ci. Par suite, la SAAM a été créée le 2 février 2010.

Le capital de la SAAM est détenu en totalité par les actionnaires publics, collectivités territoriales et leur groupement. En vertu de l'article L 300-5-2 du code de l'urbanisme et des évolutions de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes, les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires peuvent, à ce titre, attribuer à une SPLA des concessions d'aménagement pour réaliser et conduire les actions et opérations d'aménagements telles que définies par le code de l'urbanisme, sans publicité ni mise en concurrence, dès lors que les actionnaires exercent sur cette société, au regard de ses statuts, un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier souhaite donc confier à la SAAM la réalisation de la ZAC Port Marianne - République.

La ZAC créée porte sur une superficie d'environ 21 hectares et a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié et regroupant également des bureaux, commerces, activités et équipements publics. Le programme de l'opération comprend environ 170 000 m² de surface de plancher dont 28 000 m² de bureaux et commerces, 1 200 m² d'équipements publics et environ 1 800 logements.

Elle est composée de deux secteurs géographiques distincts :

- un premier secteur, d'une superficie d'environ 20 hectares, délimité à l'ouest par l'avenue Raymond-Dugrand, au nord par l'avenue Nina Simone, à l'est par la rue du Mas-Rouge et au sud de l'autoroute A9 ;
- un second secteur, d'une superficie d'environ 1,1 hectare, délimité par l'avenue Nina-Simone au sud, la rue du Mas-de-Barlet et la rue de la Cavalade à l'est, et enfin l'ensemble des parcelles bâties existantes au nord et à l'ouest.

Cet aménagement de quartier comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser la ZAC, les missions du concessionnaire définies dans le contrat de concession sont notamment les suivantes :

- acquérir et maîtriser le foncier nécessaire à la réalisation de l'opération ;
- réaliser les études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;

- réaliser tous les équipements concourant à l'opération d'ensemble ;
- assurer la commercialisation optimale de l'opération ;
- assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération, notamment :
 - o mettre en œuvre les actions permettant d'assurer la communication nécessaire au projet (informations du public...) ;
 - o assurer la mise en œuvre d'un quartier novateur de par sa conception, mais aussi dans ses modes de production de l'habitat et des espaces publics, avec un objectif d'optimisation des coûts de réalisation et de préservation d'un haut niveau de qualité ;
 - o participer à la mise en œuvre d'une nouvelle démarche d'urbanisme négocié, associant la Ville, l'architecte en chef de la ZAC, les promoteurs et architectes d'opérations.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 53 346 000 € HT en dépenses et recettes. Les produits proviendront principalement des recettes de cession des terrains viabilisés, des subventions potentielles et des participations de la Ville de Montpellier.

En l'état actuel du bilan, cette opération s'équilibre avec une participation de la Ville de Montpellier de 296 000 €. Le programme prévisionnel des travaux s'élève à 15 026 000 € HT.

La rémunération prévisionnelle totale de l'aménageur s'élève à 5 338 000 €.

La répartition du risque relatif à cette opération d'aménagement s'effectue à 85 % pour le concédant et à 15 % pour le concessionnaire.

En conséquence, il vous est proposé :

- de désigner la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) comme titulaire de la concession d'aménagement de l'opération ZAC Port Marianne - République pour une durée de 15 (quinze) années ;
- d'approuver les termes du traité de concession (joint en annexe de la présente délibération) liant la Ville et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) et son bilan financier prévisionnel ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

5- ZAC DES GRISETTES (6^{ème} tranche)

Agrément de candidature

Le Nouveau Logis Méridional

(Lot n°6C)

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel-Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier et a été lauréate écoquartier 2011 au titre de la « nature en ville ». Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements, sous forme d'habitats collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature du Nouveau Logis Méridional en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 35 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL
2 place de la Légion d'Honneur
BP 35 865
31 506 Toulouse Cedex 5

Localisation : ZAC des Grisettes (6^{ème} tranche)
Lot n°6C

Parcelle cadastrée : Section DZ n°143P

Surface du lot : 1 826 m²

Nature du projet : 35 logements collectifs

SDP envisagée : 2 300 m² SDP

SDP maximale autorisée : 2 466 m² SDP

La SERM précise que la candidature prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature du Nouveau Logis Méridional pour la construction de logements collectifs sur le lot 6C de la 6^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

6- ZAC Port Marianne - Parc Marianne

Agrément de candidature

Lot 11

(COGIM)

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne - Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest-Gravier, la place Pablo-Picasso et l'avenue Raymond-Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12, alinéa 2, l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la réalisation d'environ 58 logements collectifs ainsi que des locaux commerciaux sur le lot 11 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, situé rue Ray Charles.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de COGIM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

COGIM
Résidence Port d'Attache
245, avenue Marie de Montpellier
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot 11,
ZAC Port Marianne - Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SB n°19a, 26a, 27a, 28a, 33a, 80a, 239a et 240a sur 2016 m² environ

- Nature du projet :

Réalisation de 58 logements collectifs et locaux commerciaux pour une SDP totale de 4500 m²

- SDP maximale :

Surface envisagée : 4500 m² SDP
Surface maximale autorisée : 4500 m² SDP

La SERM précise que la candidature de COGIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de COGIM en vue de la réalisation de 58 logements collectifs et de locaux commerciaux sur le lot 11 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

7- ZAC Blaise-Pascal Agrément de candidature BACOTEC (Lot M)

La ZAC Blaise Pascal, dont la réalisation a été initiée au début des années 90, constitue l'un des premiers quartiers de Port Marianne. Il est situé en entrée de ville est, de part et d'autre du parc d'activités du Millénaire.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI et s'étend sur environ 31 ha. Cette opération a permis de développer environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi qu'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille-Bessière et le groupe scolaire Blaise-Pascal/Sarah-Bernhardt.

Aujourd'hui, la ZAC Blaise-Pascal est en voie d'achèvement : seul reste à réaliser le lot M de cette opération, situé rue Baden-Powell. Dans le cadre de la concession d'aménagement signée avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) le 29 février 1988, cette dernière soumet à l'agrément de la Ville la candidature de la société BACOTEC pour la réalisation d'un immeuble de logements collectifs sur le lot M de la ZAC.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de BACOTEC en vue de la cession du lot M de la ZAC Blaise-Pascal permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

Société BACOTEC
Résidence « Amarra »
40, rue des Frères Lumière
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot M
ZAC Blaise Pascal

- Références cadastrales du bien à céder :

Section RX n°290 partie, d'une superficie totale de 1 866 m² environ.

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 42 logements collectifs en accession libre.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 2 665 m² SDP
Surface maximale autorisée : 2 730 m² SDP

La SERM précise que la candidature de BACOTEC prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la société BACOTEC en vue de la réalisation d'un programme d'environ 42 logements collectifs sur le lot M de la ZAC Blaise-Pascal ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

8- Quartier Croix d'Argent Estanove – Avenue Lepic Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires

Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L. 443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, la SFHE – Groupe Arcade a adressé à la Ville de Montpellier, une demande l'autorisant à vendre à ses locataires les logements collectifs de la résidence « Le Novacérès », sise 2B, avenue Lepic, parcelle HY 514, dans le quartier Estanove.

Cette résidence est composée de 51 logements collectifs, bâtiments en R+4, construits en 1996.

La valeur des biens en cause dont il est prévu la mise en vente au profit des locataires en place est estimée par le service des Domaines en fonction de la Surface.

Sur cette base, la SFHE – Groupe Arcade a effectué, conformément aux articles article L443-12 et suivants, une remise de 6 à 15% selon les années d'occupation des logements :

Typologie	T2	T3	T4
Surface moyenne	53 m ²	65 m ²	80 m ²

Domaines	112 360 €	135 200 €	158 400 €
Remise 6%	105 618 €	127 088 €	148 896 €
Remise 15%	95 506 €	114 920 €	134 640 €

En conformité avec l'Article 29 de la loi Engagement National pour le Logement, la Ville est également sollicitée pour donner son avis sur le prix des cessions.

Ce projet de cession est en adéquation avec les objectifs du Plan Local de l'Habitat et constitue pour le locataire une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages. La vente de ces logements aux locataires en place favorise le parcours résidentiel des occupants du parc social et l'accession sociale à la propriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la vente par la SFHE – Groupe Arcade à ses locataires, de 51 logements collectifs de la résidence « Le Novacérès », sise 2B, Avenue Lepic, parcelle HY 514, dans le quartier Croix d'Argent – Estanove ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEF entre en séance.

Madame HART sort définitivement de séance

9- QUARTIER DES CEVENNES

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Cévennes 1

Attribution de subventions en parties privatives

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions. Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé

sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	M et Mme ABDELLATIFI	M et Mme HAMMADI	M et Mme EL FADIL
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Pose de menuiseries isolantes et d'une porte palière coupe-feu.	Mise aux normes de l'électricité. Remplacement de la chaudière et des radiateurs. Menuiseries double vitrage.	Mise aux normes de l'électricité. Pose de radiateurs électriques. Réfection de la plomberie.
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment J	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K1	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K3
Dépense subventionnable	10 000,00€	10 000,00€	5369,64€
Subvention Ville	1 000,00€	1 000,00€	537,00€

Bénéficiaires	M et Mme KRYESIU	M et Mme TRUONG	M et Mme BARAOU
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Remplacement de la chaudière et des radiateurs.	Remplacement de la chaudière, réfection du circuit de chauffage, mise aux normes électriques.	Réfection du circuit de chauffage, et des radiateurs. Pose de menuiseries double vitrage.
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment H	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment H1
Dépense subventionnable	3600,00€	6811,90€	4207,29€
Subvention Ville	360,00€	681,00€	421,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 1 000,00 € à Monsieur et Madame ABDELLATIFI, une subvention de 1 000,00€ à Monsieur et Madame HAMMADI, une subvention de 537,00 € à Monsieur et Madame EL FADIL, une subvention de 360,00€ à Monsieur et Madame KRYESIU, une subvention de 681,00 € à Monsieur et Madame TRUONG et une subvention de 421,00 € à Monsieur et Madame BARAOU ;
- de dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville, ligne OPAH copro Cévennes subvention, Chapitre 9008241 ;

- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Audrey LLEDO : Je trouve convenable de donner des subventions à des personnes qui vivent dans des conditions plus ou moins insalubres. L'électricité chez eux n'est pas aux normes. Par contre, je me demandais si ce n'est pas normalement le rôle du syndicat de l'immeuble et non pas à la Ville de les prendre en charge.

Ensuite, que faisons-nous pour les autres ? D'autres logements à Montpellier sont également insalubres. Je pense notamment à des logements – si nous pouvons appeler cela ainsi – qui se trouvent avenue du Père-Soulas où des familles entières vivent dans des caves et où personne ne fait rien.

Monsieur le Maire : Et vous, que faites-vous ?

Audrey LLEDO : Je vous attends. Je ne suis pas encore au pouvoir.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 9. Qui est contre ? Abstentions ?

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

10- Foncier

Ensemble Immobilier « Passage Clemenceau » Restriction au droit de disposer Instauration d'une servitude de passage public

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la Voirie détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre de l'opération d'aménagement « Passage Clemenceau » qui permettra de relier l'avenue Clemenceau, la rue des Orchidées et le boulevard Berthelot, la réalisation d'une liaison piétonne ouverte au public paraît souhaitable pour assurer un maillage efficace des déplacements doux du quartier et la bonne insertion de l'opération dans son environnement immédiat.

Cette liaison sera créée, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la convention approuvée par le Conseil Municipal le 17 décembre 2014 portant sur la gestion provisoire par la commune des compétences transférées à la métropole depuis le 1^{er} janvier 2015.

Pour réaliser les liaisons piétonnes souhaitées, une restriction au droit de disposer devra être constituée sous forme de servitude de passage public correspondant aux cheminements prévus dans les pièces graphiques du permis d'aménager délivré au profit de la SERM le 2 Juillet 2014, et dans celles du permis de construire valant division (PC n° 34172 14 V0214), déposé par les promoteurs du programme.

La Ville, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, bénéficiaire de cette servitude, accepte de participer financièrement aux charges liées à son usage et à son entretien, à hauteur de 20 % sur quatre postes de dépenses bien définis, calculés sur les bases suivantes :

- Espaces verts :	montant total 4 700 €,	soit 940 €	à la charge de la collectivité
- EDF :	montant total 2 000 €,	soit 400 €	à la charge de la collectivité
- Ascenseur :	montant total 1 250 €,	soit 250 €	à la charge de la collectivité
- Entretien :	montant total 5 700 €,	soit 1 140 €	à la charge de la collectivité

soit une prise en charge pour la collectivité d'un montant maximum de 2 730 € TTC / an. Cette somme sera indexée sur la base de l'indice du coût de la construction. A noter qu'en cas de fermeture du passage la nuit, la prise en charge financière par la collectivité sera calculée avec un taux réduit à 10 %.

Afin de répondre aux obligations de la comptabilité publique, les paiements seront effectués sur présentation d'appels de fonds dont la périodicité sera définie dans le futur règlement de gestion du programme.

Ces paiements, versés par l'ASL (association syndicale libre) qui sera constituée en fin de programme, seront suivis d'une régularisation annuelle portant sur les dépenses réellement engagées.

Il convient d'accepter le principe de cette restriction au droit de disposer sous forme d'une servitude publique instaurée sur l'ensemble immobilier « Passage Clemenceau » et de signer la convention détaillant les modalités de gestion avec la SERM, à l'euro symbolique.

Maître CAULIER, notaire désigné par la SERM, sera chargé de rédiger l'acte nécessaire à la publication de la servitude aux hypothèques, aux frais de la SERM.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'accepter la restriction au droit de disposer sous la forme d'une servitude de passage public piéton et cycle instaurée sur l'ensemble immobilier « Passage Clemenceau », au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'euro symbolique ;
- d'accepter le paiement d'une participation financière des charges liées à son usage et à son entretien calculée sur les dépenses réellement engagées ;
- de prévoir l'inscription de la dépense au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de saisir Maître CAULIER, Office Notarial de Baillargues, pour rédiger l'acte notarié permettant la publication de cette servitude aux frais de la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

11- FONCIER
Convention d'occupation précaire
Ville - Société ASF
Requalification de l'autoroute A9

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité concernant le projet d'ASF relatif à la requalification de l'autoroute A9 s'est déroulée au mois de novembre 2014.

Ce projet de requalification consiste en l'aménagement d'ouvrages de protection de la ressource en eau et d'ouvrages de protection contre les nuisances sonores sur les communes de Lattes et de Montpellier.

ASF sollicite la prise de possession anticipée du parcellaire propriété de la Ville concerné par le projet. Il s'agit des parcelles cadastrées SC 24p pour 202 m², SC 25p pour 1025 m², SC 102p pour 4 m², SC 104p pour 4634 m², SE 36p pour 273 m², SI 47p pour 11 m² et la parcelle cadastrée section BR 1p pour 633 m² située sur la commune de Lattes.

Par délibération du 6 novembre 2014, le conseil municipal a adhéré au projet mais a fait connaître son avis défavorable à l'implantation d'un bassin de rétention des eaux de ruissellement au nord de l'autoroute A9 et au sud de la ZAC Port Marianne-Rive gauche, du fait de sa mauvaise intégration paysagère et de sa situation dans la transparence hydraulique « Lez-Lironde » (parcelles SC 24, 25, 102 et 104).

La Ville et la Communauté d'agglomération – devenue métropole depuis le 1^{er} janvier 2015 – ont demandé qu'une alternative soit trouvée par le maître d'ouvrage en vue d'une nouvelle implantation de ce bassin, au sud de l'autoroute A9.

Afin de permettre d'anticiper le démarrage partiel des travaux avant régularisation d'un acte authentique de cession, une convention d'occupation précaire au profit d'ASF pourrait être signée pour les parcelles cadastrées SE 36p pour 273 m², SI 47p pour 11 m² à Montpellier et sur la parcelle cadastrée section BR 1p pour 633 m² située sur la Commune de Lattes, ces parcelles n'étant pas concernées par la réalisation du bassin de rétention que la Ville ne souhaite pas voir implanté comme ASF l'envisage.

Compte tenu de l'intérêt général du projet autoroutier, il est proposé que ladite convention soit conclue à titre gratuit.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention d'occupation précaire à titre gratuit ci-jointe au bénéfice de la Société ASF, mandataire de l'Etat, concernant les parcelles cadastrées SE 36p pour 273 m², SI 47p pour 11 m² situées sur le territoire communal, et la parcelle cadastrée section BR 1p pour 633 m² située sur la commune de Lattes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ladite convention et tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

12- MONTPELLIER GRAND CŒUR

Ravalement obligatoire des façades

Attribution de subventions

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en

application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

FONCIA LMG Copropriété, 16 rue Frédéric-Peysson	1.841,59 €
Gérance Immeuble Assas, 6 avenue d'Assas (solde de la subvention)	9.598,06 €
Total :	11.439,65 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 11 439,65 € correspondant aux deux immeubles listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

13- Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,

- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à deux associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 275 €.

Les associations concernées sont :

MPT ST EXUPERY: NUMERIQUE MONTPELLIER 165 €

MPT VILLON: DEVENET 110 €

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à sept associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1 210 €.

Les associations concernées sont :

MPT VOLTAIRE : OCTOPUSS EXPRESSION 220 €, L'ART DU CŒUR 110 €, JABERA 110 €, L'AUTOBUS IMPERIAL 165 €

MPT VILLON: APS34 330 €

MPT ESCOUTAIRE : MION ASSOCIATION 55 €

MPT BRASSENS : H2M 220 €

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

**14- Attribution de subvention à diverses associations
œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire
Exercice 2015**

Compte tenu du contexte économique fragile, les associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire sont fortement sollicitées et connaissent une augmentation croissante du nombre de leurs bénéficiaires. Pour réponse, depuis maintenant cinq ans, la Ville de Montpellier soutient ces structures pour les actions qu'elles mènent sur le territoire communal en leur attribuant une subvention exceptionnelle. Dans le cadre de la politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion menée par la Ville de Montpellier, il est proposé d'attribuer aux associations ci-dessous les subventions suivantes :

Associations	Montants
Banque alimentaire	10 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence	4 500 €
Restaurants du Cœur	9 000 €
Secours catholique	9 000 €
Secours Populaire Français	9 000 €
Société Saint-Vincent-de-Paul	7 000 €
Avitarelle	4 000 €
A cœur ouvert	2 500 €
Le Refuge	2 000 €
Solidarité DOM-TOM	3 000 €
SOS SDF Les Amoureux de la Vie	500 €
TOTAL	60 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur l'imputation : 6574/925/17564, pour un montant de 60 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

15- Adhésion de la Ville au Réseau départemental Parentalité 34

Le Comité Départemental de Soutien à la Parentalité de l'Hérault a impulsé en 2012 la création du « Réseau Départemental Parentalité 34 ». L'animation de ce réseau a été confiée à l'Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault.

Ce réseau s'adresse aux acteurs intervenant dans le champ de la parentalité, en référence aux chartes nationales des REAAP (Réseau d'Ecoute d'Aide et d'Accompagnement des Parents) et des CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité).

Son objectif est d'informer, de coordonner et de faire vivre un réseau parentalité dans l'Hérault. Il vise aussi à développer sur les différents territoires du département des réseaux locaux. Il œuvre dans ce cadre à favoriser la réflexion sur la participation des parents aux projets mis en place par les différents acteurs.

Le réseau propose un espace de réflexion et d'échange sur les questions autour de la relation parents-enfants et de la relation parents-professionnels. Il mobilise et accompagne les différents acteurs de soutien à la parentalité, à l'échelle départementale et à l'échelle locale. Il intervient par le biais d'outils spécifiques :

- un site Internet ;
- une journée départementale ;
- des ateliers de formation ;
- un espace ressource, localisé à Montpellier.

La Ville souhaite adhérer au réseau Départemental Parentalité 34 afin d'offrir un soutien aux différents acteurs de la collectivité intervenant dans le domaine de la parentalité et de leur permettre d'enrichir leurs pratiques professionnelles.

L'adhésion au réseau est gratuite. Elle est valable une année, renouvelable par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de l'adhésion ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à l'Enfance, à signer l'adhésion ci-jointe, et tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

16- Modifications du dossier d'inscription et du règlement d'attribution du dispositif d'aide financière au permis de conduire de catégorie B en faveur des Jeunes

Sur proposition du Conseil Montpellierain de la Jeunesse, la Ville de Montpellier a adopté en Conseil Municipal du 8 novembre 2010, un dispositif d'aide financière de 200 € par jeune dans le cadre du passage du permis de conduire de catégorie B.

Ce dispositif s'adresse annuellement à 50 montpelliérains âgés de 18 à 29 ans en situation précaire et dont le permis est nécessaire dans le cadre d'une insertion socioprofessionnelle.

Cette aide est directement versée à l'auto-école prestataire de la Ville de Montpellier, désignée par appel d'offre, et vient en déduction des frais d'inscriptions des jeunes concernés.

Aujourd'hui et afin d'adapter le dispositif, différentes modifications du dossier d'inscription et règlement d'attribution de l'aide sont proposées.

En premier lieu et afin de permettre une meilleure étude des dossiers, sont proposées des modifications concernant les informations demandées aux candidats, à savoir une présentation du projet professionnel ainsi que des éventuels engagements associatifs.

De plus, dans le règlement d'attribution, il est proposé de préciser, article 2 : qu'« il doit s'agir d'une première inscription au permis de conduire dans une auto-école pour le permis B ».

Enfin, il est proposé de constituer un groupe de travail, animé par l'Adjoint délégué en présence de représentants du CCAS de la Ville de Montpellier et de la Mission Locale Jeunes, afin d'étudier les dossiers des candidats et d'émettre un avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'approuver les modifications du dossier d'inscription de demande d'aide au financement du permis de conduire de catégorie B en faveur des jeunes, annexé à la présente délibération ;
- d'approuver les modifications du règlement d'attribution de l'aide au financement du permis de conduire de catégorie B en faveur des jeunes, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Fabien ABERT : Monsieur le Maire, chers collègues, il s'agit d'un dispositif d'aide à l'obtention de permis de conduire de catégorie B. Nous avons apporté certaines modifications afin d'avoir un meilleur suivi de l'utilisation de l'argent du contribuable. La présentation d'un projet professionnel et les éventuels engagements associatifs viendront appuyer la pertinence de la demande d'aide financière au permis de conduire. L'aide s'adresse à 50 Montpelliérains âgés de 18 à 29 ans.

Hervé MARTIN : Michel PASSET, qui était en charge de la jeunesse, avait mis en place ce système. Il est normal qu'il évolue. Cependant, il avait été évoqué l'idée de le poursuivre avec le permis « deux-roues » également. Le permis « deux-roues » a évolué depuis, nous en avons maintenant trois : le A1, le A2 et le A plus le BSR pour les scooters de faible cylindrée. Il s'agit finalement de moyens de transport personnels. Les jeunes concernés peuvent très bien choisir de passer plutôt un permis « deux-roues » qu'un permis « voiture » pour se déplacer. Cela pourrait être intéressant.

D'autant plus qu'à Montpellier, nous avons la chance d'avoir de vrais experts en matière de sécurité « deux-roues » avec la présence de la Mutuelle des motards. Patrick JACQUOT, qui en est le PDG, est également le président de la commission « deux-roues » au Conseil national de la sécurité routière. Nous connaissons les conditions de sécurité sous-jacentes à l'obtention du permis « deux-roues » pour les jeunes.

Nous avons également à Montpellier, dans la même mouvance que la Mutuelle des motards, le groupe de la Fédération des motards en colère, une moto-école affiliée à l'Association pour la formation des motards. Nous avons tous les outils pour proposer aux jeunes qui préféreraient le permis « deux-roues » au permis « voiture » de le passer dans les meilleures conditions.

Un budget de l'ordre de 5 000 ou 10 000 €, de mémoire, était évoqué pour ce projet. Je trouve que ce serait intéressant de le poursuivre.

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN a raison sur la forme et sur le fond. Je demande à Monsieur ABERT, pour la fois prochaine, d'intégrer dans ses propositions l'aide pour les permis « deux-roues ».

Qui souhaite s'exprimer ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

17- Mise à disposition de locaux associatifs
Autorisation de signer les conventions d'occupation
du domaine public et privé
Approbation des redevances minorées

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès d'associations à vocation sportive du territoire, en procédant à la signature de conventions spécifiques jusqu'au 31 décembre 2015.

A ce titre, il est donc proposé de renouveler l'attribution de locaux associatifs pour les 60 associations déclinées dans le tableau ci-joint.

Considérant l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, il est proposé d'appliquer une redevance minorée.

Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

N° Convention	Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
2015/01	A.S.A. Hérault	577, avenue Louis Ravas - Rés le Rimbaud Bât A	10 500,00 €	35 €	10 465,00 €
2015/02	A.K. SPORT	Salle des Gênes - 415 rue des Baléares	29 025,00 €	35 €	28 990,00 €
2015/03	Aéroclub Guillaumet	7 rue de Clémentville, Résidence Astruc	4 500,00 €	35 €	4 465,00 €
2015/04	Agglomération Montpellier Sports d'Orientation de l'Hérault	Maison du Lez- Allée Alégria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/05	Amicale Boules Paillade	Boulodrome Roger Reyne Place R. Schuman	6 300,00 €	35 €	6 265,00 €
2015/06	Amitié Partage et Citoyenneté	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	2 700,00 €	35 €	2 665,00 €
2015/07	As Arceaux de Montpellier	Terrain Astruc - Club House -rue des Coronilles	6 820,00 €	35 €	6 785,00 €
2015/08	AS Atlas Montpellier	Terrains Mosson Club House Avenue d'Heidelberg	10 980,00 €	35 €	10 945,00 €
2015/09	ASBAM	Gymnase les Arts Rue de Substantion	25 300,00 €	35 €	25 265,00 €
2015/10	AS Celleneuve	Stade Combettes Avenue du Petit Séminaire	5 940,00 €	35 €	5 905,00 €
2015/11	Montpellier Pétanque Beaux Arts	Gymnase les Arts 82, espace de la Musique	3 520,00 €	35 €	3 485,00 €
2015/12	As Val de Croze Kick Boxing	Place Fourier	15 730,00 €	35 €	15 695,00 €

2015/13	ASPTT Football	Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein	3 080,00 €	35 €	3 045,00 €
2015/14	Association Aéroclub Hérault Languedoc-Rousillon	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/15	Association des Présidents du secteur Montpellier	Boulodrome Bernard GASSET, sis avenue Maurice Planès	2 525,60 €	35 €	2 490,60 €
2015/16	ASC Paillade Mercure	Terrains Mosson Club House Avenue d'Heidelberg	10 980,00 €	35 €	10 945,00 €
2015/17	ASLJ Montpellier Croix d'Argent Volley	Gymnase Alain Colas rue de l'Arnel	11 500,00 €	35 €	11 465,00 €
2015/18	Attitude	Complexe Sportif de Grammont avenue Albert Einstein	2 070,00 €	35 €	2 035,00 €
2015/20	Auto Modélisme Occitan	Complexe Sportif Grammont avenue Albert Einstein	7 200,00 €	35 €	7 165,00 €
2015/21	Clapas Pétanque Bouliste	Place du Père Louis - Avenue du Pirée	4 000,00 €	35 €	3 965,00 €
2015/22	Croix d'Argent Basket	Gymnase Couderc, rue du Mas de Lemasson	2 000,00 €	35 €	1 965,00 €
2015/23	Croix d'Argent Pétanque	Boulodrome Croix d'Argent - rue Marcel Paul	6 000,00 €	35 €	5 965,00 €
2015/24	Echecs Club Montpellier	1, boulevard Victor Hugo - Tour de la Babote	18 000,00 €	35 €	17 965,00 €
2015/25	Entente sportive bouliste de Mtp	Boulodrome Bernard GASSET, sis avenue Maurice Planès	1 815,00 €	35 €	1 780,00 €
2015/26	Football Club Petit Bard	Stade Rachid Malla , av P. Rimbaud	11 835,00 €	35 €	11 800,00 €
2015/27	Football Club Petit Bard	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
2015/28	Gély Sport Club House	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
2015/29	Génération Taekwondo	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
2015/30	Grand Mail Pétanque	Boulodrome René Bessières Avenue de Louisville	9 450,00 €	35 €	9 415,00 €
2015/31	Jean Monet Antigone Pétanque	MPT Voltaire, 1 square Jean Monnet	3 000,00 €	35 €	2 965,00 €
2015/32	La Boule du Lantissargues	Boulodrome Lantissargues Avenue de Maurin	6 930,00 €	35 €	6 895,00 €

2015/33	Les Chevaliers de la Gaulle Montpellier Pêche	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/34	Los Valents de Montpellier	Stade Sabathé, rue du Mas de Lemasson	1 080,00 €	35 €	1 045,00 €
2015/35	Montpellier Agglomération Canoë Kayack-MUC	Basse Nautique de Lavalette Rue J.F. Breton	11 000,00 €	35 €	10 965,00 €
2015/36	Montpellier Agglomération Athlétic Méditerranée	Stade Philippidès 542, rue Auguste Broussonnet	30 470,00 €	35 €	30 435,00 €
2015/37	Montpellier Athlétic Running Club	Stade Philippidès, 542 rue Auguste Broussonnet	8 360,00 €	35 €	8 325,00 €
2015/38	Montpellier Arc Club	Complexe Sportif de la Rauze Av du Dr Fourcade	6 000,00 €	35 €	5 965,00 €
2015/39	Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/40	Montpellier Languedoc Cyclisme	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/41	Montpellier Pétanque Saint Martin	Boulodrome Ernest Onillon, 151, impasse du Mas d'Argelliers	12 150,00 €	35 €	12 115,00 €
2015/42	Montpellier Petit Bard Futsal	Salle du Petit Bard - rue Paul Rimbaud	1 440,00 €	35 €	1 405,00 €
2015/44	Montpellier Roller Hockey	Complexe Sportif Batteux rue F. Gossec	1 221,00 €	35 €	1 186,00 €
2015/45	Montpellier Tennis de Table	Gymnase Achille , place Marcel Godechot	22 000,00	35 €	21 965,00 €
2015/46	Mouvements Citoyen	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 710,00 €	35 €	1 675,00 €
2015/47	MUC Baseball "Les barracudas"	Domaine de Veyrassi, rue des quatre vents	6 300,00	35 €	6 265,00 €
2015/48	MUC Football	Stade J. Vega Av Val de Montferrand	2 420,00 €	35 €	2 385,00 €
2015/49	MUC Omnisports	CS A. Batteux rue François Gossec	136 400,00 €	35 €	136 365,00 €
2015/50	Pompignane Sport et Culture	Local E. Pazos - Terrain la Pompignane Avenue A. Juin	2 160,00 €	35 €	2 125,00 €
2015/51	Racing Club Lemasson	3, rue Montjuich - Stade Giambrone	5 130,00 €	35 €	5 095,00 €
2015/52	Racing Club Lemasson	4, rue Montjuich	1 050,00 €	35 €	1 015,00 €
2015/53	Rimbaud Pétanque	Boulodrome Rimbaud Av St André de Novigens	6 600,00 €	35 €	6 565,00 €
2015/54	Les Diables Rouges Montpellier XIII	Stade Sabathé, rue du Mas de Lemasson	2 970,00 €	35 €	2 935,00 €

2015/55	Saint Martin Gazélec	Complexe Sportif la Rauze Avenue du Docteur Fourcade	20 000,00 €	35 €	19 965,00 €
2015/56	Stade Lunaret Nord	Terrain V. Candela-Club House - - Rue Max Mousseron	7 200,00 €	35 €	7 165,00 €
2015/57	LA LOCAL	Terrain Paul Valéry Club House Avenue de Vanières	3 660,00 €	35 €	3 625,00 €
2015/58	LADEU - (2POLVA)	Terrain Paul Valéry Local associatif Avenue de Vanières	2 280,00 €	35 €	2 245,00 €
2015/59	Association Omnisports Montpellier Figuerolles	Salle Farre Rue du Mas de Merle	30 800,00 €	35 €	30 765,00 €
2015/60	Union Montpelliéraine pour le Développement du Sport et de la Culture	Club House - Terrain les Gémeaux - Rue de l'Agathois	4 160,00 €	35 €	4 125,00 €
2015/61	La Boule Occitane des Arceaux	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture	6 000,00 €	35 €	5 965,00 €
TOTAL			569 861,60	2 065,00	567 796,60

En complémentarité et selon les mêmes modalités déclinées ci-avant, il est proposé d'attribuer pour 2015 un local à l'association Roll'School. Dans ce cadre, la volonté est de favoriser le tissu associatif local et de dynamiser le lien social.

N° Convention	Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
2015/19	Roll'School	Complexe Sportif de Grammont avenue Albert Einstein	2 070,00 €	35 €	2 035,00 €
TOTAL			2 070,00	35,00	2 035,00

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Fabien ABERT : Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès d'associations à vocation sportive du territoire, en procédant à la signature de conventions spécifiques avec les différents clubs et associations sportives de la Ville. Un audit a également lieu sur les locaux associatifs. Pour favoriser le bon fonctionnement et le bon développement des associations, nous proposons de remettre à disposition, pour cette année, les locaux en demandant aux services d'adopter un regard plus vigilant sur ce qui se passe dans les différents locaux afin que des pratiques illégales ne soient pas exercées.

Monsieur le Maire : L'audit que nous sommes en train de conduire sur les locaux associatifs n'est pas encore terminé. Nous rendrons compte au Conseil municipal à terme.

Qui souhaite s'exprimer sur l'affaire 17 ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

18- Organisation de la mise sous pli des documents électoraux pour l'élection des conseillers départementaux 22 et 29 mars 2015

Autorisation de signer la convention entre la Ville et l'Etat

A l'occasion de l'élection des conseillers départementaux, qui auront lieu les dimanches 22 et 29 mars 2015, l'Etat envisage de confier, par convention, à la Ville de Montpellier, les opérations de libellé des enveloppes, de mise sous pli et d'envoi de la propagande électorale des cantons n°15 (Montpellier), n°16 (Montpellier 2), n°17 (Montpellier 3), n°18 (Montpellier 4), n°19 (Montpellier 5) et n°20 (Montpellier-Castelnau-le-Lez).

Pour la réalisation de ces opérations, la Ville assurera le recrutement, le paiement des personnels et des charges sociales et patronales, ainsi que le traitement des déclarations fiscales.

Pour le paiement de cette prestation, une enveloppe forfaitaire d'un montant brut sera déléguée à la commune. Ces crédits devront être utilisés en mode « PSOP » (paiement sans ordonnance préalable). Cette enveloppe forfaitaire sera calculée en fonction des cantons concernés, du nombre de candidatures et par tour de scrutin.

La rémunération individuelle des personnels recrutés ne pourra excéder le montant de l'indemnité forfaitaire qui peut être accordée aux personnels, telle que fixée par l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention à passer entre la Ville et l'Etat, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Lorraine ACQUIER : Monsieur le Maire, chers collègues, comme pour chaque élection locale, l'Etat souhaite confier par convention à la Ville de Montpellier la totalité des opérations liées à la diffusion de la propagande électorale dans les cantons de Montpellier 1, Montpellier 2, Montpellier 3, Montpellier 4, Montpellier 5 et Montpellier-Castelnau.

Pour réaliser l'ensemble des opérations qui vont concerner autour de 175 000 électeurs, la Ville recrutera près de 350 personnes parmi le personnel municipal se trouvant dans le bas de la grille indiciaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention à passer entre la Ville et l'Etat ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui souhaite intervenir ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

19- Lieux d'art de la Ville de Montpellier Programmation 2015

Les lieux d'exposition temporaires gérés par la Direction de la Culture et du Patrimoine sont au nombre de cinq :

- **la Panacée, centre de culture contemporaine ;**
- **le Pavillon populaire, dédié à la photographie ;**
- **le Carré Sainte-Anne, consacré à l'art contemporain ;**
- **l'Espace Dominique Bagouet, voué à la découverte des figures artistiques régionales ;**
- **l'Espace Saint-Ravy, mis à disposition à des artistes locaux et en particulier à des projets émergents.**

La Panacée, Centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, qui a ouvert ses portes le 22 juin 2013, favorise la transdisciplinarité, en présentant des expositions et des manifestations dans les trois champs des arts visuels, des nouvelles formes d'écritures et du numérique. Plateforme créatrice et expérimentale, La Panacée propose à tous les publics d'expérimenter une relation renouvelée à l'art. La Panacée s'attache à repérer, accompagner, produire les artistes en favorisant les nouvelles pratiques artistiques d'un monde en mutation, notamment par le biais de résidences artistiques. Une place inédite est consacrée aux étudiants avec l'intégration au sein de la Panacée, d'une résidence universitaire, dans le cadre d'un partenariat entre la Ville et le Crous de Montpellier. Cet établissement s'inscrit dans la filiation de grands centres d'art créés en Europe ces dernières années. Ces centres se reconnaissent dans la notion de culture contemporaine, pour accueillir une diversité de pratiques artistiques et expérimenter d'autres relations entre l'art et les publics.

- ***Machine à habiter***, des installations et événements présentés à La Panacée du 25 février au 15 mars 2015 : accueil du **festival Tropisme 2015**
- L'Accueil du **festival « Les Boutographies »** dans le cadre des rencontres européennes de la photographie de Montpellier. Du 4 avril au 26 avril 2015.
- ***La Panacée Village Global* manifestation, événements** produits par La Panacée et proposée du 16 mai au 24 mai 2015. Partenariats envisagés avec l'Université de Montpellier, l'Ecole Supérieure de journalisme de Montpellier...
- L'exposition ***His Master's Voice*** produite par La Panacée en partenariat avec HMKV Hartware MedienKunstVerein de Dortmund. Du 20 juin au 20 septembre 2015
Commissariat : Inke Arns, commissaire et directrice du HMKV.
- L'Accueil de **Drawing Room 2015**, salon du dessin contemporain de Montpellier qui sera présenté sur une nouvelle forme entre salon et exposition – avec une approche plus curatoriale adaptée au lieu. Du 7 au 11 octobre 2015.
- L'exposition ***Scènes de l'imaginaire automate 2015*** produite par La Panacée en partenariat avec le MAMCO Musée d'art moderne et contemporain de Genève. Du 21 novembre 2015 au 28 février 2016.
Partenariats à l'étude avec l'Université de Montpellier, le LIRMM, laboratoire d'Informatique, de robotique et de microélectronique de Montpellier, Centre Dramatique de Montpellier hTh, l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne...

Le Pavillon Populaire, installé sur l'Esplanade Charles-De-Gaulle, est un lieu que la Ville de Montpellier dédie entièrement à la photographie. Il s'agit d'un équipement professionnel de monstration ouvert gratuitement au

grand public qui affiche une programmation de haut niveau, en présentant des œuvres d'artistes de notoriété nationale et internationale. Avec une moyenne de quatre expositions par an, le Pavillon Populaire a réussi à fidéliser un public nombreux (près de 100 000 visiteurs par an) et à créer une forte attente. Depuis 2011, il est placé sous la direction artistique de Gilles Mora et sur le principe de l'invitation régulière de commissaires et artistes internationaux.

Le Pavillon Populaire présentera en 2015 :

- **Exposition « *La Vie en Kodak : colorama publicitaires des années 1950 à 1970* »**

Projet en coproduction avec le musée Nicéphore Niépce, Chalon-sur-Saône, dont est issue la collection de Colorama Kodak. Co-commissariat de Gilles Mora et de François Cheval, Conservateur en chef du musée Nicéphore Niépce.

Exposition présentée du mercredi 25 mars 2015 au dimanche 17 mai 2015.

- **Exposition « *Jakob Tuggener, « Fabrik » - L'Usine : Une épopée industrielle 1932 - 1952* »**

Projet en collaboration avec la *FotoStiftung Schweiz* (Winterthur, Suisse.) Commissariat : Martin Gasser, co-directeur de la *FotoStiftung Schweiz*.

Exposition présentée du mercredi 1er juillet au dimanche 18 octobre 2015.

- **Exposition « *Denis Roche, Photolalies* »**

Rétrospective sur un des auteurs phare du mouvement dit de la « photobiographie ». Commissariat : Gilles Mora en lien avec le photographe et écrivain Denis Roche.

Exposition présentée du mercredi 18 novembre 2015 à fin février 2016.

Au **Carré Sainte-Anne**, dont la programmation est proposée par un comité d'experts entériné par délibération du 26 juillet 2010 et piloté par Numa Hambursin, c'est une programmation d'envergure nationale et internationale orientée vers l'art contemporain qui est établie. Le fruit de cette réflexion collective donne lieu depuis le mois d'avril 2011 à une ambitieuse série d'expositions.

En 2015 sont prévues les expositions suivantes au Carré Sainte-Anne :

- **Exposition de Léopold Rabus (peinture et installations)**

Commissariat : Numa Hambursin en partenariat avec la galerie *aeroplastics contemporary* de Bruxelles.

Exposition présentée du vendredi 27 février au dimanche 3 mai 2015.

- **Exposition de Joana Vasconcelos (installations.)**

Commissariat : l'association les Amis du Musée Fabre. Exposition présentée du mercredi 10 juin au dimanche 1er novembre 2015.

Une phase de travaux de rénovation et d'adaptation aux normes de sécurité de l'ancienne église Sainte-Anne est ensuite prévue de novembre 2015 à janvier 2016 inclus.

L'Espace Dominique Bagouet, situé sur l'esplanade Charles-De-Gaulle, a rouvert ses portes au public sous une nouvelle forme en décembre 2012. Il est dédié à l'exploration des figures du patrimoine artistique régional des 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Placé sous la direction artistique de Numa Hambursin, sa programmation proposera également des ouvertures régulières à des artistes contemporains régionaux.

En 2015, L'espace Dominique Bagouet accueillera :

- L'exposition de l'artiste contemporain **Patrice Palacio**.

Commissariat : Numa Hambursin. Exposition présentée du mercredi 4 mars au dimanche 19 avril 2015.

- L'exposition proposée dans le cadre de la **programmation de la Comédie du livre** dédiée à la littérature hispanique et lusophone, du 1^{er} au 31 mai 2015 couplée au « **Salon du livre d'artiste** » pendant l'événement de la Comédie du livre, du jeudi 28 au dimanche 31 mai 2015.
- L'exposition patrimoniale ***Hommage à Georges Dezeuze*** proposée par Numa Hambursin en lien avec les descendants de l'artiste. Exposition présentée du 24 juin au 8 novembre 2015.
- L'exposition de l'artiste contemporain **José Salles-Abella** (peinture)
Exposition présentée du mercredi 2 décembre 2015 à fin janvier- début février 2016

L'Espace Saint-Ravy est une salle d'exposition située en cœur de ville, aux splendides voûtes ornées de clés typiques. 15 à 20 expositions par an y étaient jusqu'en 2014 proposées. Des travaux importants sont prévus en cette année de transition du site, de ce fait cette programmation sera limitée à 10 projets développés sur un temps plus long.

La programmation de cet espace est composée d'artistes locaux, en particulier de créateurs émergents. Ceux-ci sont habituellement choisis sur projets par une commission annuelle, composée de professionnels de l'art, en respectant les règles de l'appel à candidature préalablement diffusé en local. Une fois les artistes ou associations bénéficiaires sélectionnés, la salle est mise gratuitement à leur disposition pour une durée de quatre semaines maximum, avec une relative autonomie.

Quatre projets d'artistes émergents montpelliérains seront proposés pour la période de janvier à mai 2015. Il s'agit de :

- L'exposition du photographe **Marc Gaillet**, du 24 janvier au 15 février 2015.
- L'exposition de **Sonia Bazantay**, designer et artiste plasticienne, du 28 février au 22 mars 2015.
- L'exposition du duo d'artistes peintres **Xtrem & Dezem**, du 28 mars au 19 avril 2015.
- L'exposition « carte blanche » à la **Galerie Montana** (projet Outline 2), *street art*, du 2 mai au 24 mai 2015.

L'appel à candidatures sera relancé en mars 2015 pour une sélection de 12 expositions qui seront programmées de septembre 2015 à septembre 2016.

Une période de trois mois de travaux de remise aux normes et d'amélioration de l'équipement est planifiée de juin à août 2015 inclus.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la programmation telle que proposée pour l'année 2015 sur les lieux d'art de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser l'invitation de personnes tierces (journalistes, personnalités, professionnels) à l'occasion de l'organisation de ces expositions ;
- de prélever toutes les dépenses liées sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Cédric de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. L'affaire 19 concerne la programmation 2015 des lieux d'art de la Ville de Montpellier qui sont au nombre de cinq : La Panacée, le Pavillon populaire, le Carré Sainte-Anne, l'espace Dominique-Bagouet et l'espace Saint-Ravy.

La Panacée est un centre de culture contemporaine dédié aux arts numériques. Il s'agit également d'une résidence universitaire dans le cadre d'un partenariat entre la Ville et le Crous de Montpellier.

Cette année, six manifestations se tiendront à la Panacée dont trois externes : le festival Tropisme, les Boutographies et le salon *Drawing room*.

L'inauguration du festival Tropisme aura lieu le mardi 24 février à 18h. Vous y êtes tous conviés. La Panacée est un écrin naturel pour le festival Tropisme qui est à la pointe de la création artistique, non seulement dans le résultat mais également dans ses supports.

Nous accueillerons ensuite les Boutographies du 4 au 26 avril.

Le salon de dessin *Drawing room* aura lieu en fin d'année, du 7 au 11 octobre.

Ensuite, la Panacée produit elle-même trois manifestations :

- la Panacée Village global du 16 au 24 mai, en partenariat envisagé avec l'Université de Montpellier et l'Ecole supérieure de journalisme de Montpellier ;
- une exposition *His Master's voice*, en partenariat avec HMKV (*Hartware MedienKunstVerein*) de Dortmund du 20 juin au 20 septembre ;
- une exposition « Scènes de l'imaginaire automate 2015 », produite en partenariat avec le MAMCO de Genève du 21 novembre 2015 au 28 février 2016. D'autres partenariats sur ce même projet sont actuellement à l'étude avec le LIRMM (Laboratoire d'informatique, de robotique et de microélectronique de Montpellier) et l'Institut des technosciences de l'information et de la communication de l'Université Paul-Valéry.

Le succès du Pavillon populaire n'est plus à démontrer puisqu'il accueille 100 000 visiteurs par an. La dernière exposition d'Aaron SISKIND a reçu un accueil extrêmement favorable de la presse nationale, voire même internationale. La direction artistique, confiée à Gille MORA, a été renouvelée avec grand plaisir.

Cette année s'y tiendront trois expositions :

- « La Vie en Kodak : Colorama publicitaires des années 1950 à 1970 » du 25 mars 2015 au 17 mai 2015, en coproduction avec le musée Nicéphore-Népce de Chalon-sur-Saône qui détient les collections « Colorama Kodak » et qui est un des centres majeurs de la photographie en France ;
- « Jakob Tuggener, Fabrik – L'Usine : une épopée industrielle 1932-1952 » du 1^{er} juillet au 18 octobre 2015, en collaboration avec la *FotoStiftung Schweiz* (Winterthur, Suisse) ;
- « Denis ROCHE, Photolalies » du 18 novembre 2015 à la fin février 2016, une rétrospective d'un des auteurs phares du mouvement dit de la Photobiographie.

Le carré Sainte-Anne va subir une phase de travaux en fin d'année pour s'adapter aux normes de sécurité. Nous n'aurons donc plus trois expositions comme les années précédentes mais uniquement deux expositions pilotées par le directeur artistique Numa HAMBURSIN.

Cette année, nous recevons :

- Léopold RABUS (peintures et installations) pour deux mois, du 27 février au 3 mai 2015, en partenariat avec la galerie *Aeroplastics contemporary* de Bruxelles ;
- la portugaise Joana VASCONCELOS (installations) pour quatre mois et demi, du 10 juin au 1^{er} novembre, en partenariat avec l'association Les Amis du musée Fabre ; je remercie Nicole KERANGUEVEN pour son implication dans ce dossier.

L'espace Dominique-Bagouet a ouvert ses portes en 2012. Il est dédié à l'exploration des figures du patrimoine artistique régional des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, lui aussi placé sous la direction artistique de Numa HAMBURSIN.

Quatre expositions sont programmées cette année :

- une exposition de l'artiste contemporain Patrice PALACIO qui aura lieu du 4 mars au 19 avril pour une durée d'un mois et demi ;
- une exposition, proposée dans le cadre de la programmation de la Comédie du livre, dédiée à la littérature hispanique et lusophone du 1^{er} au 31 mai 2015, couplée avec le Salon du livre d'artiste ;
- une troisième exposition en hommage à Georges DEZEUZE qui aura lieu du 24 juin au 8 novembre ;

- une dernière exposition de José SALLES-ABELLA qui aura lieu du 2 décembre à fin janvier-début février 2016.

Monsieur le Maire : Celle d'après sera dédiée à Jean-Paul BOCAJ. Je ne voudrais pas qu'il sorte de la programmation. Je le dis fort, aussi bien pour les élus que pour l'administration.

Cédric de SAINT-JOUAN : L'espace Saint-Ravy a reçu les années précédentes entre 15 et 20 expositions. Cette année, l'espace Saint-Ravy va également subir des travaux pendant l'été et donc la programmation sera réduite à 10 projets.

Quatre projets sont actuellement programmés jusqu'à l'été :

- Marc GAILLET dont l'exposition a déjà eu lieu du 24 janvier au 15 février ;
- celle de Sonia BAZANTAY, designer et artiste plasticienne, aura lieu du 28 février au 22 mars ;
- s'ensuivra l'exposition du duo d'artistes peintres Xtrem et Dezem du 28 mars au 19 avril ;
- pour finir avec l'exposition Carte blanche à la galerie Montana (projet *Outline 2* de *street art* du 2 mai au 24 mai 2015).

Les travaux dureront trois mois et sont planifiés de juin à août 2015. Un appel à candidatures sera lancé en mars 2015 pour les sélections de 12 expositions qui seront programmées de septembre 2015 à septembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la programmation telle que proposée pour l'année 2015 sur les lieux d'art de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser l'invitation de personnes tierces (journalistes, personnalités, professionnels) à l'occasion de l'organisation de ces expositions ;
- de prélever toutes les dépenses liées sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur de SAINT-JOUAN. Qui souhaite s'exprimer sur ce sujet et sur cette affaire ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstentions ?

Pour : 61

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mesdames NAVARRE et SALOMON sortent de séance.

20- Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2015

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, littéraire et des arts plastiques sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou des structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 45 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de **185 800 €** au titre de l'exercice 2015.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	Arts plastiques		
5149	LES BRISCARTS	Fonctionnement	1 500
200	OBJECTIF IMAGE MONTPELLIER PHOTO	Fonctionnement	2 000
857	A LA BARAK ATELIER DE PHOTOGRAPHIE	Fonctionnement	1 000
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Fonctionnement	5 000
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Projet	3 000
	Audiovisuels et médias		
5154	C'EST RARE FILM	Projet	2 000
867	CELLANOVA.ORG	Fonctionnement	1 500
	Culture scientifique et technique		
5358	ASSOCIATION DES CAFES GEOGRAPHIQUES DE MONTPELLIER	Fonctionnement	500
	Livre		
2242	L'OISEAU LYRE	Fonctionnement	1 000
3988	MAISON DE LA POESIE	Fonctionnement	8 000
3988	MAISON DE LA POESIE	Projet	5 000
297	MOTS PASSANTS	Fonctionnement	300
5386	GRAPHIE	Fonctionnement	1 000
5386	GRAPHIE	Projet	500
	Patrimoine		
2119	CENTRE LACORDAIRE	Projet	1 000
5192	ASSO RECHERCHE LANGUES ANCIENNES MONTPELLIER	Projet	500
	Spectacle vivant - Danse		
418	ASSOCIATION RAMA	Fonctionnement	9 500
597	HORS COMMERCE	Fonctionnement	9 500
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Fonctionnement	1 500
1207	ACTION D'ESPACE	Projet	2 500
1240	SATELLITE	Fonctionnement	2 000
1250	ASSOCIATION COREE'GRAPHIE	Fonctionnement	3 000
1523	DANSOMANIA CIE ANNE MARIE PORRAS	Fonctionnement	5 000
2432	ALLONS'Z'ENFANTS – CIE DIDIER THERON	Fonctionnement	25 000
2683	LES GENS DU QUAI	Fonctionnement	7 000
2857	SINGULIER PLURIEL	Fonctionnement	2 500
3104	ETRE EN SCENE	Fonctionnement	7 500
3140	A CONTRE POIL DU SENS	Fonctionnement	3 500
3252	ASSOCIATION ACHLES	Fonctionnement	5 000

3311	COMPANIA INESPERADA/GERMANA CIVERA	Fonctionnement	5 000
3426	LA MENTIRA	Fonctionnement	2 000
3455	ARTEFACT DANSE	Fonctionnement	2 000
3668	COMPAGNIE COMME CA	Fonctionnement	2 000
3786	DANSER BONHEUR	Fonctionnement	1 500
3961	COMPAGNIE AURELIA	Fonctionnement	7 500
4265	ATTITUDE	Fonctionnement	20 000
4377	PULX	Fonctionnement	2 500
4723	APPEL DU GESTE ACTUEL	Fonctionnement	1 500
4928	ASSOCIATION VILCANOTA	Fonctionnement	3 000
4991	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	Fonctionnement	2 000
5020	ASSOCIATION STELLA-MURRAY BROSCHE PRODUCTION	Fonctionnement	4 500
5034	ASSOCIATION CHICANES	Fonctionnement	7 000
5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	Fonctionnement	5 000
5254	MARIE LOUISE BOUILLONNE	Fonctionnement	2 000
5643	A BAILAR TANGO	Projet	1 000
	TOTAL		185 800

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de **185 800 €** ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui souhaite des explications de la part de l'adjoint à la culture, Cédric de SAINT-JOUAN ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je rappelle que tous les lieux d'art de la Ville de Montpellier sont gratuits. Nous aurions pu faire payer en début de mandat mais nous avons fait un autre choix, celui de la gratuité.

Pour : 59

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mesdames NAVARRE et SALOMON entrent en séance.

En trente ans, la Comédie du Livre est devenue une manifestation littéraire majeure en France, rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa région. Cette manifestation participe au rayonnement culturel de Montpellier au niveau national et international ; elle contribue à la valorisation du livre et de la lecture, au soutien des acteurs et professionnels du livre en France et en région, au premier rang desquels la librairie indépendante. Elle invite chaque année à la découverte de littératures étrangères grâce à une ambitieuse programmation littéraire et artistique. La trentième édition de la manifestation sera consacrée aux littératures ibériques.

Dans le but de permettre à la Comédie du Livre d'aller à la rencontre de nouveaux publics, avant et pendant les trois jours que dure la manifestation et de s'étendre à l'ensemble du territoire de la Métropole de Montpellier, la Ville, organisatrice de l'évènement, souhaite amplifier son partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole sera ainsi invitée à proposer une programmation de rencontres et d'animations au sein du Réseau des Médiathèques ; cette programmation sera annoncée par la Ville sur les supports de communication liés à la manifestation (programme général, site Internet, catalogue des littératures ibériques).

Un stand sera dédié au Réseau des Médiathèques sur l'esplanade Charles de Gaulle, cet espace bénéficiera de l'assistance technique générale de la manifestation.

La Ville bénéficiera pendant les trois jours de la manifestation d'une mise à disposition gratuite de l'auditorium et de la pelouse du parvis du Musée Fabre, de l'auditorium de la Médiathèque centrale Emile-Zola et, en fonctions des disponibilités, de l'Opéra Comédie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La Comédie du livre se tiendra au mois de mai et aura pour thème les littératures ibériques (Espagne – Portugal). Les consuls des deux pays m'ont promis d'être présents à la manifestation. Nous avons également invité le mouvement espagnol « Podemos » qui sera présent lors des débats.

Nous avons, pour la première fois, lié de façon prégnante avec Bernard TRAVIER les médiathèques de l'Agglomération. L'an prochain, l'ensemble de la manifestation, qui est très prisée par toutes les communes de la Métropole, deviendra un évènement métropolitain qui conservera sa Comédie du livre dans le centre-ville de Montpellier mais qui pourra s'épanouir dans toutes les médiathèques, à la fois de la Ville mais aussi des autres villes de l'Agglomération.

Cette année, de nombreux projets ont déjà commencé à fleurir dans les médiathèques. Ils seront labellisés Comédie du livre mais ne feront pas l'objet d'un partenariat écrit, financé, organisé par la Métropole. Ce sont les prémices de la fusion territoriale de la manifestation, à la fois sur la Ville et sur la Métropole.

Cédric de SAINT-JOUAN : Concernant cette convention de partenariat Ville-Métropole, la 30^{ème} édition de la Comédie du livre, qui aura lieu cette année du jeudi 28 au dimanche 31 mai 2015, sera consacrée aux littératures ibériques.

Le but de cette édition de la Comédie du livre est également de s'étendre sur l'ensemble du territoire de la Métropole de Montpellier et d'amplifier son partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Le partenariat se déroulera de la manière suivante :

- Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition l'auditorium de la médiathèque Emile-Zola et l'Opéra comédie selon les disponibilités ;
- la Métropole met également à disposition l'auditorium du musée Fabre pour l'évènement et propose une programmation de rencontres et d'animations au sein du réseau de médiathèques ;
- de son côté, la Ville supporte toute la communication liée à la manifestation (programme général, site internet, catalogue des littératures ibériques) et propose également un stand qui sera dédié au réseau des médiathèques et l'assistance technique pour le bon maintien de ce stand.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur de SAINT-JOUAN. Monsieur TRAVIER va faire une brève présentation sur le partenariat de cette année et le partenariat à venir. Puis, je rajouterai un mot sur les partenariats assez classiques avec les organes de presse nationaux qui s'intéressent à la manifestation.

Bernard TRAVIER : Monsieur le Maire, chers collègues, tous les maires de la Métropole sont très intéressés par une diffusion de la Comédie du livre, d'abord dans les réseaux de médiathèques puis ensuite au-delà des communes dotées d'une médiathèque.

Le journal *Le Monde* m'a contacté pour monter un projet de travail en commun à l'occasion de la Comédie du livre. Il s'agit d'une opportunité considérable pour nous en termes de communication, d'image et d'importance de la manifestation.

Je me rapproche des métiers d'art en relation avec le livre. Les relieurs sont en grande difficulté. L'occasion se présente pour nous de les aider et de les faire revenir dans le circuit au sein duquel ils sont parfois oubliés. La ville de Saint-Georges-d'Orques, qui organise les foires aux livres, va accueillir la relieuse d'art de Grabels que j'ai mise en rapport avec eux. Elle va m'aider à contacter les autres car c'est un métier en perdition, m'a-t-elle dit. D'autres métiers vont être contactés et rattachés à la Comédie du livre.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur TRAVIER. Nous avons demandé au ministère de la Culture – et nous aurons une première approche dans les jours qui viennent – de devenir territoire d'art et d'histoire. L'initiative que vient de décrire Bernard TRAVIER fait partie de cette démarche. L'ensemble du territoire métropolitain possède de grandes richesses patrimoniales et de grandes manifestations culturelles qui peuvent souligner sa brillante.

Des sites Unesco seront déterminés à terme dans ce territoire d'art et d'histoire. Monsieur POISSON, conservateur du patrimoine au ministère de la Culture, doit venir bientôt. Jean-Luc COUSQUER le recevra pour discuter des sites Unesco sur le grand territoire d'art et d'histoire de la Métropole de Montpellier.

Nous bénéficierons, comme chaque année, du partenariat avec le journal *Le Point*. Le partenariat avec *Le Monde* porte à la fois sur la Comédie du livre mais également sur l'écrit comme outil dans la démocratie, sur la liberté d'expression, sur ce qui peut permettre l'exercice de la citoyenneté.

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

22- Culture et Patrimoine

Attribution d'une subvention à l'association Grain d'Image

Convention de partenariat

Exercice 2015

Depuis 14 ans, l'association Grain d'Image organise des rencontres photographiques mettant en valeur la jeune création. Ce festival « *Les Boutographies- Rencontre Photographiques de Montpellier* » a lieu chaque année à Montpellier pendant 15 jours et touche environ 12 000 spectateurs. Cette année la manifestation aura lieu du 4 au 26 avril 2015.

La Ville de Montpellier soutient cette manifestation à travers l'attribution d'une subvention et la mise à disposition de locaux prestigieux dont, cette année, la Panacée. Par ailleurs, depuis 2010, la Ville achète, pour un montant de 2 500 euros, une sélection d'images choisies dans la série lauréate du Prix du Jury qui récompense un photographe européen émergent. De cette façon, la Ville de Montpellier enrichit sa collection photographique par l'achat d'œuvres, entériné dans les détails par une délibération soumise au Conseil Municipal suivant la remise du prix.

Il convient également de rappeler que depuis 2011, la Ville de Montpellier met à disposition de l'association un local, situé en rez-de-chaussée du 9 de la rue Colbert, qui sert de bureaux et de lieu d'exposition, soutenant ainsi l'association dans des activités plus régulières. Cette mise à disposition correspond à une aide en nature de 1789 euros.

Pour la manifestation 2015, la Ville met à disposition de l'association outre la Panacée, la salle Rabelais et le salon du Belvédère pour des durées variables et des usages différents : lecture de portfolio, remise de prix, conférences et projections. Ces mises à disposition correspondent à une aide en nature de 16 030 € pour la Panacée, 150 € pour la salle Rabelais et 90 € pour le salon du Belvédère. Compte tenu de l'intérêt de la manifestation, il est proposé de mettre ces deux derniers lieux à disposition de l'association à titre gratuit, ce qui correspond à une aide en nature globale de 16 270 € pour l'ensemble de la manifestation

Pour la réalisation de ce festival l'association Grain d'Image a sollicité une subvention de 32 000 euros ; N° de dossier 002031.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2013 et du budget Prévisionnel 2015 de l'association Grain d'Image

Charges	2013	BP 2015	Produits	2013	BP 2015
Achats	3 358	6 947	Produits	10 186	19 061
Services extérieurs	27 923	33 030			
Salaires et charges	8 724	14 984	Subventions	20 977	35 900
Impôts et Taxes	154		Etat / Rectorat		
			Ville	20 000	32 000
Charges diverses de gestion			Conseil Régional		2 000
Dotations amortissements	2 880		Côte part Agglomération	977	1 900
Charges financ. et excep.	82		Autres produits	567	
Autres charges	1 828		Produits financ. et excep.		
-----			Transferts de charges		
Total	44 949	54 961	Total	31731	54 961
Déficit	13 218				

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Grain d'Image s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville en matière de développement des arts visuels et plus particulièrement en matière de présentation de photographes contemporains et de soutien aux artistes émergents il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € pour le festival « *Les Boutographies- Rencontres Photographiques de Montpellier* ».

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4081	Grain d'Image	P	20 000 €
		Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les mises à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous-réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 20 000 € ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

23- Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des radios associatives

Exercice 2015

Il y a plus 30 ans naissent à Montpellier les premières radios associatives libres, mouvement émanant des premières radios "pirates" en 1978.

Aujourd'hui, la ville de Montpellier compte neuf radios associatives indépendantes qui animent et produisent, chaque jour, des heures de programmes radiophoniques et participent ainsi pleinement à la pluralité et à la diversité culturelle. Elles touchent tous types de public : jeunes, citoyens, personnes isolées et leurs actions en font des acteurs majeurs de la liberté d'expression.

La richesse de leurs programmes permet de rendre visibles des initiatives locales et d'assurer une information de proximité solidaire et citoyenne, leur impact social est donc considérable. Ces modes d'expression se construisent en activant des partenariats avec les acteurs associatifs de Montpellier et les institutions. En cela, ces associations assument une mission de lien social et participent à la construction d'une histoire et d'une identité commune. Elles apportent donc un concours essentiel au développement local et culturel.

Considérant les missions des radios associatives comme indispensables à l'exercice de la démocratie locale, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en leur octroyant chacune 8 000 €. Sont également octroyés 4 000 € à la radio étudiante ADOREM créée en 2010 et hébergée depuis dans les locaux de la Maison pour Tous Emma Calvé. Cette mise à disposition de locaux constitue une aide en nature importante.

1 000 € sont attribués à l'association OAQADI qui anime des ateliers radiophoniques auprès des jeunes. C'est donc 61 000 € au total que nous proposons de verser à 9 associations.

Il convient par ailleurs de rappeler que la ville intervient dans le cadre d'une coproduction avec l'association Croqu'Oreilles – Radio Divergence FM à hauteur de 24 971,31 € pour la retransmission en direct de la saison de l'Agora des Savoirs.

Code Association	Nom de l'association	Nature	Montant
29	MONTPELLIER CONTACTS - RADIO CLAPAS	Projet	8 000
38	RADIO AVIVA 88 FM	Fonctionnement	8 000
48	FM PLUS ASSO PROTESTANTE DE RADIO-TELEVISION	Fonctionnement	8 000
307	RCF MAGUELONE HERAULT	Fonctionnement	8 000
491	SON E RESSON OCCITAN	Fonctionnement	8 000
1215	CROQU'OREILLES DIVERGENCE	Fonctionnement	8 000
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	Fonctionnement	1 000
1919	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ETUDIA	Fonctionnement	4 000
4283	L'EKO DES GARRIGUES	Fonctionnement	8 000
TOTAL			61 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations, pour un montant total de 61 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

24- Culture et Patrimoine

Conventions de partenariat et attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale

Exercice 2015

Afin d'aider des projets musicaux spécifiques, la Ville de Montpellier a décidé, depuis 2009, de mettre en place le Fonds d'Aide à la Création Musicale. Ce Fonds s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles et à l'enregistrement d'œuvres musicales. Il s'inscrit plus largement dans une volonté d'aider la musique à travers un soutien aux salles de concerts et à la diffusion. Le Fonds d'Aide à la Création Musicale est un dispositif unique dans ces objectifs car il valorise des projets musicaux originaux et créatifs sur des critères artistiques et pas uniquement commerciaux comme c'est souvent le cas dans ce secteur.

Cette année 2015 atteste d'une montée en puissance et en gamme de ce dispositif qui est à présent repéré par les groupes et les chanteurs de Montpellier. La qualité des propositions est au RDV, le FACM joue bien le rôle qui est le sien, aider les professionnels à travailler correctement et leur donnant des moyens financiers ciblés et accrus.

Un dispositif 2015 qui profite autant à des artistes locaux reconnus y compris à l'international, qu'à des artistes émergeants déjà repérés par la presse lors de concerts.

Sur 24 dossiers déposés en 2015, 16 ont été retenus.

L'attribution de ces subventions repose sur une étude spécifique annuelle et les aides proposées ne peuvent être accordées deux années consécutives. Cette aide est par ailleurs cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'État.

Il est proposé dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création Musicale d'attribuer une subvention aux seize associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 36 500 euros ;

Code Asso	Nom de l'association	Nom du groupe ou de l'artiste	Type d'aide	Subvention 2015
151	Chœur Universitaire de Montpellier LR	Misa Tango	Création spectacle	2 000
382	Association Jules Sonic Prods	El calife	Enregistrement	2 500
554	Kangourou production	Filentre	Enregistrement	2 500
2044	Josiane production	Gabrielle	Création spectacle	2 000
2291	Méli Mélodie	Chaque jour une petite vie	Création de spectacle	2 500
5146	Pyare	Divano Dromensa	Création de spectacle	2 000
5240	Boomerang Prod	Scotch & Sofa	Enregistrement	3 500
5461	La Faction Compagnie théâtrale	Vanessa Liautey	Création de spectacle	2 000
5510	Dedalus	In 15	Création spectacle	2 000
5553	Water Babies	In cerchio	Enregistrement	2 000
5827	Actions Montpellier Musique Ensemble Solidaire	OVNI	Enregistrement	2 000
5828	Mojo Pin production	Mr Blackstone	Enregistrement	2 000
6097	Clé d'sol	Greg Lafargue	Enregistrement	2 000
6143	Larasker	Iaross	Enregistrement	2 500
6165	Et l'on rêve	Volin	Enregistrement	2 000
6173	La porcina	Palumbo	Enregistrement	3 000
			Total	36 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 pour un montant total de 36 500 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

25- Convention de mise à disposition de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des Treize vents

La Ville de Montpellier, dans sa politique culturelle, a la volonté de rapprocher les institutions culturelles du territoire afin de diversifier les événements proposés au public et d'assurer des croisements entre les différentes disciplines de l'art et de la culture.

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, dispose d'un auditorium de 188 places pour la programmation de conférences, lectures ou diffusions. L'utilisation de l'auditorium est intégrée à la programmation artistique et culturelle de la Panacée, dans le cadre de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

Le Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents, propose au public une programmation artistique et culturelle dans le domaine du spectacle vivant. Pour la saison 2014-2015, le Théâtre des 13 vents élargit sa programmation et organise un cycle de conférences thématiques avec des intervenants spécialisés.

La Ville de Montpellier et le Centre Dramatique National ont engagé un premier partenariat en 2014 par l'organisation et l'accueil de 5 conférences en lien avec la programmation du CDN. Ce partenariat est reconduit dans les mêmes formes pour le 1^{er} semestre 2015.

Les conférences proposées, gratuites et ouvertes à tout public, sont les suivantes :

Jeudi 19 mars à 12h45	Intervenant : Michka Assayas Comment la poésie s'est réinventée au sein de la musique ? Programmé dans le cadre de <i>Spoken word</i>
Mercredi 29 avril à 12h45	Intervenante : Angelica Liddell Modératrice : Christilla Vasserot Programmé dans le cadre de Tandy, cycle de résurrection
Vendredi 15 mai à 12h45	Intervenant : David Sanson Programmé dans le cadre de Héros de l'électro
Mercredi 17 juin à 12h45	Intervenant : Antoine Jurga Michel Houellebecq, écrivain du contemporain ? Programmé dans le cadre <i>des particules élémentaires</i> , mis en scène par Julien Gosselin

L'interdisciplinarité étant au cœur du projet artistique et culturel de la Panacée et du projet d'établissement, un premier partenariat avec le Centre Dramatique National permettrait de poser les jalons de collaborations plus fortes entre le Centre Dramatique National et la Ville de Montpellier. Ce premier partenariat porterait ainsi sur la mise à disposition gracieuse de l'auditorium.

Cette mise à disposition correspond à une subvention en nature de 69.63 € par jour d'utilisation de l'auditorium (195.5 m2, 130 € par m2 et par an), soit 278,52€ pour la durée du cycle de conférences) ; cette somme sera inscrite dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la mise à disposition gracieuse de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National pour l'organisation de 4 conférences ;
- d'approuver la convention jointe en annexe de la présente délibération ;
- d'inscrire la valorisation de cette mise à disposition dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire ;

- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux selon les termes de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Monsieur le Maire : Qui souhaite intervenir sur les Treize vents ? Madame BARTHAS-ORSAL, dites-nous un mot, vous qui êtes déléguée à l'Animal en Ville.

Valérie BARTHAS-ORSAL : Il y aurait tellement à dire. D'abord, je ne m'attendais pas à ce que vous me donniez la parole. Puis, je suis un peu gênée parce que je n'ai été interpellée par personne.

Il se passe un gros problème. L'Assemblée nationale a voté un texte disant que l'animal était un être vivant doué de sensibilité. Dans les jours suivants, une pièce de théâtre qui s'appelle « Accidens » sera produite du 7 au 10 avril prochain au théâtre des Treize vents. Un homard sera tué dans cette pièce de théâtre pendant quatre jours pour chaque spectacle. J'entends bien que l'on tue pour se nourrir mais pas pour un spectacle. Pour moi, il s'agit d'un acte de cruauté, d'une maltraitance inutile. Je ne sais pas ce que nous pouvons faire pour cela. Je sais en revanche que c'est puni par le Code pénal. En tant qu'élue à l'Animal, je me révolte contre le sort réservé à ces animaux. Mon voisin me dit que je suis pince-sans-rire mais je n'ai pas très envie de rire. Je trouve cela lamentable.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BARTHAS-ORSAL, pour votre contribution aux débats. Mademoiselle LLEDO.

Audrey LLEDO : Sur le point précédent, je n'ai pas voté contre mais bien l'abstention.

Monsieur le Maire : Excusez-moi, j'ai fauté donc je refais voter. Vous avez raison. Sur le point 24, qui vote contre ? Qui s'abstient ? (Deux abstentions). Adopté. Monsieur VIGNAL.

Patrick VIGNAL : Merci, Monsieur le Maire. Je partage l'avis de l'intervenante précédente sur la dure vie du homard. J'aimerais avoir votre position, Monsieur le Maire, sur la dure vie aussi par rapport à la corrida.

Monsieur le Maire : Vous devriez la demander à votre ami Monsieur VALLS parce que vous êtes sans arrêt au téléphone avec lui. Madame BARTHAS-ORSAL, qui est déléguée à l'Animal, est dans son rôle. Rodrigo GARCIA a été interpellé dans *La Gazette* sur cette histoire de homard. Il a répondu : « A ma connaissance, le homard n'est pas un animal de compagnie. » Je trouvais que c'était teinté d'humour. Je m'en tiendrais là.

Vous le savez, Monsieur VIGNAL, je préfère la course libre.

Patrick VIGNAL : Comme moi, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Vous êtes député dans une circonscription, où il est normal que vous aimiez la course libre. Vous seriez député en Pays basque, vous aimeriez la Chistera. Cette année, nous allons organiser un prix taurin avec Jean-Luc MEISSONNIER, le maire de Baillargues. Fabien ABERT fera ses premiers pas dans l'arène.

Je mets l'affaire 25 aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

26- Convention de partenariat du dispositif « Chèque parking »

Autorisation de signer l'avenant n°3

La Ville de Montpellier met en œuvre différentes actions et dispositifs concourant au renforcement de l'attractivité du centre-ville et de ses commerces.

La mise en place en décembre 2009 de l'opération Chèque parking, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les exploitants des parcs de stationnement du centre-ville, permet aux commerçants de fidéliser leur clientèle et de faire un geste commercial.

Le dispositif Chèque parking connaît un réel succès depuis et à ce jour, plus de 500 commerçants du centre-ville sont partenaires de l'opération.

Il est proposé d'autoriser la signature d'un avenant à la convention de partenariat du dispositif initialement adopté lors du conseil municipal du 14 décembre 2009 et qui stipule dans son article 12 les modalités de modification.

Par le présent avenant, le dispositif Chèque parking est étendu aux parcs de stationnement Nouveau Saint-Roch et Mantilla. De plus, compte tenu de l'intégration au dispositif du parc de stationnement de la Mantilla, la SERM qui est propriétaire et exploitant de cet ouvrage, est rajouté par cet avenant à l'article 6.1 (les exploitants des parkings) de la convention.

A ce titre les chèques parkings seront désormais utilisables par les usagers des quartiers « Gare » et « Nouveau Saint-Roch » pour le parc de stationnement Nouveau Saint-Roch et par les usagers du quartier Port Marianne pour le parking de la Mantilla.

La répartition du financement de l'opération est inchangée pour un chèque parking d'une valeur de 1 € : 0,30 € Ville / 0,30 € CCI / 0,30 € commerçant / 0,10 € exploitant du parking.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe Déléguée, à signer l'avenant n°3 à la convention de partenariat du dispositif Chèque parking ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui souhaite s'exprimer sur cette excellente initiative ? Si personne ne souhaite s'exprimer, je la mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame FRECHE sort de séance.

27- Modification du tableau des effectifs

I – Créations de postes :

Filière Médico-sociale :

Puéricultrice cadre de santé: Création d'un poste

Filière sécurité :

Chef de service : Création de deux postes

Filière technique :

Ingénieur : Création d'un poste

II – Suppressions de postes :**Filière médico-sociale :**

Puériculture de classe supérieure : Suppression d'un poste

Filière sécurité :

Brigadier-chef principal : Création d'un poste

Filière technique :

Technicien principal de 1^{ère} classe : Suppression d'un poste

III – Ouverture de poste à un agent non titulaire :**Direction des finances :**

Un poste du cadre d'emplois des Attachés à temps complet est créé sur des fonctions de Responsable du service actionnariats et partenariats. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction de la Culture et du Patrimoine :

Le poste de Directeur adjoint du Théâtre Jean Vilar est vacant. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés ou des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Abdi EL KANDOSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, cette délibération concerne la modification du tableau des effectifs suite à nominations d'agents à l'obtention de concours. Ces créations et suppressions ont été validées par le Comité technique de la Ville. Cette délibération concerne également la possibilité d'ouverture de deux postes au recrutement d'agents non titulaires.

Monsieur le Maire : Qui souhaite des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.

28- Création d'un service commun de direction de la communication et d'un service commun de direction de cabinet entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur direction générale des services dans le cadre d'une convention de service commun.

Elles souhaitent aujourd'hui approfondir leur mutualisation au travers d'une direction de cabinet et d'une direction de la communication communes.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces services communs seront mis en place à partir du 1^{er} mars pour la direction de cabinet et à partir du 1^{er} juin 2015 pour la direction de la communication. La mutualisation concerne les seuls postes de directeurs.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans deux conventions distinctes, pour la direction de cabinet et pour la direction de la communication.

Les services communs de direction de cabinet et de direction de la communication seront gérés par la Métropole et placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été saisi le 3 février 2015 pour avis sur ces conventions de service commun et les fiches d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés, et son Assemblée délibérante s'est prononcée favorablement le 5 février 2015.

Le Comité technique de la Ville a également été saisi pour avis.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'autorité territoriale à signer la Convention de création d'un service commun de direction de cabinet et la convention de création d'un service commun de direction de la communication, jointes en annexe, portant mutualisation des postes de Directeur de Cabinet et de Directeur de la Communication ;

- d'autoriser l'autorité territoriale à engager les dépenses correspondantes.

Monsieur le Maire : J'ai souhaité mutualiser un certain nombre de postes afin non seulement de réduire les dépenses mais également d'être un peu plus cohérent dans l'action publique, d'où la mutualisation d'un service commun de communication et d'un service commun de direction de cabinet. Il n'est pas exclu que nous mutualisions également, dans les mois à venir, des postes de directeurs de service autres que ceux qui viennent d'être cités.

Qui souhaite s'exprimer sur le sujet ? Nous répondons là aussi à la charte Anticor puisque nous diminuons les dépenses de communication. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 60

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame FRECHE entre en séance.

29- Signature de convention avec le SDIS

Conformément à la loi n°96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans le corps de sapeurs-pompiers, la Ville de Montpellier, employeur d'un ou plusieurs sapeurs-pompiers volontaires peut conclure des conventions individuelles avec le Service départemental d'incendie et de secours, afin de préciser les modalités de la disponibilité opérationnelle et celle de la formation de ces agents.

Ces conventions veillent notamment à s'assurer de la compatibilité de cette disponibilité avec les nécessités du fonctionnement du service public. Elles décident également du maintien ou non du traitement au cours des périodes qu'elles visent réalisées par les agents auprès du SDIS.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer ces conventions et tout document relatif à ce dossier.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

30- Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élue qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

31- Taxe d'habitation :

Abattement spécial de 10 % en faveur des personnes handicapées ou invalides

Majoration de la cotisation communale pour les logements meublés non affectés à l'habitation principale

Taxe foncière sur les propriétés bâties :

Suppression de l'exonération de deux ans des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions d'immeubles à usage d'habitation

La stricte modération de la fiscalité directe pour les ménages montpelliérains constitue un engagement fort de l'exécutif local, qui a fait de la stabilité des taux d'imposition la clé de voûte de son mandat. Le Débat d'Orientations Budgétaires qui sera présenté au prochain Conseil Municipal viendra acter cette volonté.

Ce mandat doit permettre de prendre certaines mesures fiscales destinées à assurer plus d'équité et de solidarité entre les contribuables, et à inciter les propriétaires de résidences secondaires à les mettre sur le marché locatif.

Trois dispositifs sont ainsi proposés au Conseil Municipal :

Dispositif 1 – Poursuivre une politique fiscale solidaire en instituant l'abattement spécial de 10% à la base de la taxe d'habitation en faveur des personnes handicapées ou invalides

Les dispositions de l'article 1411 II. 3 bis du Code Général des Impôts permettent au Conseil Municipal, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts, d'instituer un abattement de 10% à la base en faveur des personnes handicapées ou invalides. Calculé sur la valeur locative moyenne des habitations de la commune, cet abattement s'applique uniquement à l'habitation principale.

Pour en bénéficier, le redevable de la taxe d'habitation doit remplir au moins une des conditions suivantes :

1. être titulaire de l'allocation supplémentaire d'invalidité mentionnée à l'article L.815-24 du code de la sécurité sociale ;
2. être titulaire de l'allocation aux adultes handicapés mentionnée aux articles L.821-1 et suivants du code de la sécurité sociale ;
3. être atteint d'une infirmité ou d'une invalidité l'empêchant de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence ;
4. être titulaire de la carte d'invalidité mentionnée à l'article L.241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
5. occuper son habitation principale avec des personnes mineures ou majeures qui remplissent les conditions citées ci-avant aux 1. à 4.

Avant le 1^{er} janvier de la première année au titre de laquelle il peut bénéficier de l'abattement, le contribuable doit adresser au service des impôts de sa résidence principale une déclaration comportant tous les éléments justifiant de sa situation ou de l'hébergement de personnes mentionnées au 5 visé supra.

En application de l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts, la mesure entrera en vigueur à partir de l'imposition 2016.

Dispositif 2 – Inciter la remise sur le marché de logements en majorant la cotisation communale de taxe d'habitation due au titre des résidences secondaires meublées

Les dispositions de l'article 1407 ter du Code Général des Impôts, créé par la loi N° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 dans son article 31, permettent aux Communes de majorer de 20% la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à

l'habitation principale. Il est proposé au Conseil Municipal d'instituer cette majoration de 20 % afin d'accroître l'offre locative sur notre territoire.

Le dispositif a été créé pour libérer des logements là où c'est nécessaire, c'est-à-dire dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au 1^{er} alinéa du I de l'article 232 du Code Général des Impôts, afin d'inciter les propriétaires à louer leur bien. Il entre en vigueur à compter de 2015 pour les décisions prises par les communes concernées avant le 28 février 2015, par dérogation à l'article 1639 A bis du code précité.

Le produit de la majoration est versé à la commune l'ayant instituée.

Des conditions de dégrèvement de cette majoration, sur réclamation présentée à l'administration fiscale dans les délais et les formes prévues au livre des procédures fiscales (article R.* 196-2), sont détaillées par le CGI :

- pour le logement situé à proximité du lieu où elles exercent leur activité professionnelle, les personnes contraintes de résider dans un lieu distinct de celui de leur habitation principale
- pour le logement qui constituait leur résidence principale avant qu'elles soient hébergées durablement dans un établissement ou service mentionné au premier alinéa de l'article 1414 B du présent code, les personnes qui bénéficient des dispositions du même article
- pour les personnes autres que celles mentionnées aux 1^o et 2^o qui, pour une cause étrangère à leur volonté, ne peuvent affecter le logement à un usage d'habitation principale.

Les dégrèvements accordés sont à la charge de la commune.

Dispositif 3 – Assurer une équité de traitement entre les contribuables acquéreurs en unifiant les modalités d'assujettissement à la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Au titre de l'article 1383 du code général des impôts, les constructions nouvelles, additions de construction et reconstructions des immeubles à usage d'habitation achevés à compter du 1^{er} janvier 1992 bénéficient d'une exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties.

Les communes peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts, supprimer cette exonération pour la part qui leur revient.

A Montpellier, la proportion des logements nouvellement construits proposés à la vente a considérablement progressé ces dernières années, comparativement à celle des logements anciens.

Cette exonération de deux ans, qui n'a pas de rôle moteur dans la création de logements à Montpellier, représente une rupture dans l'équité de traitement entre contribuables. Il est donc proposé que chaque nouveau propriétaire soit désormais soumis au régime de droit commun de la Taxe Foncière, quel que soit le type de logement acquis, et donc de supprimer l'exonération de 2 ans de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions nouvelles, additions de construction et reconstructions des immeubles à usage d'habitation.

En application de l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts, la mesure entrera en vigueur à partir de l'imposition 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'instaurer l'abattement spécial de 10 % en faveur des personnes handicapées ou invalides et d'autoriser son application à partir de l'imposition 2016,
- de mettre en œuvre le dispositif de majoration de 20% la part communale de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale et d'autoriser son application à partir de l'imposition 2015

- d'approuver la suppression de l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions nouvelles, additions de construction et reconstructions des immeubles à usage d'habitation et d'autoriser cette suppression à partir de l'imposition 2016,
- de charger le Maire de notifier cette décision aux services de l'Etat,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LEVITA : Monsieur le Maire, mes chers collègues, il était nécessaire que ces trois dispositions soient votées avant le 28 février pour être disponibles dans le cadre de notre budget. D'habitude, cela se présente dans le cadre du budget primitif. Cette année, du fait du transfert à la Métropole, nous ne voterons le budget qu'à la fin du mois de mars.

La première disposition concerne une politique fiscale solidaire en instituant un abattement spécial de 10 % à la base de la taxe d'habitation en faveur des personnes handicapées ou invalides. Cette disposition a été mise en place par Jean-Pierre MOURE à la Métropole. Pour des raisons de compatibilité, il nous paraît nécessaire de faire la même démarche dans les deux institutions.

Concernant le second dispositif, la loi de finances rectificative votée en décembre 2014 a mis en place la possibilité de majorer la cotisation communale de la taxe d'habitation de 20 % au titre des résidences secondaires. Cette possibilité n'existe pas dans toutes les communes de France mais simplement dans les communes qui présentent une tension du marché immobilier, ce qui est notre cas. Les personnes assujetties à cette surtaxe de 20 % peuvent très bien s'en dispenser en mettant leurs habitations sur le marché de la location, ce qui permettra de détendre le marché en faisant baisser les prix.

Un adjoint aux finances cherche de l'argent en permanence. Cela me permet d'espérer récupérer des moyens supplémentaires.

A l'heure actuelle, il existe trois possibilités d'exemption et de dégrèvement de cette majoration. La disposition ne prendra effet qu'à partir du 1^{er} janvier 2016. Nous espérons avoir un surplus de recettes fiscales compris entre 600 000 € et 850 000 €.

La troisième disposition concerne la suppression de l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties. Il n'existe pas de raison fondamentale à cette exonération. Nous espérons ainsi, pour l'année 2016, un supplément de recettes de l'ordre de 700 000 € et pour l'année 2017, un supplément de l'ordre de 1 400 000 €.

Je vous propose d'intégrer ces trois dispositions dans notre budget primitif.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. Le débat est ouvert. Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Merci, Monsieur le Maire. Monsieur le rapporteur, mes chers collègues, je m'exprime au nom de l'ensemble des élus situés à votre gauche. D'abord, nous saluons le fait que vous ayez accepté en début de séance de voter chacun des points de la délibération séparément.

Monsieur le Maire : L'UMP en a déjà fait la demande. Vous auriez dû vous joindre à la demande de l'UMP, cela ne ferait que corroborer certaines thèses.

Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, je ne suis pas certain que nous ayons la même position que l'UMP.

Monsieur le Maire : Vous vous êtes abstenu, Monsieur DELAFOSSE, le jour du vote. Vous allez l'avoir comme une flétrissure jusqu'à la fin du mandat. Vous n'aviez pas le droit de vous abstenir.

Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, vous m'aviez donné la parole.

Monsieur le Maire : Vous auriez dû choisir au moins de ne pas prendre part au vote mais pas de vous abstenir. C'est philosophiquement inacceptable.

Michaël DELAFOSSE : Philosophiquement, politiquement, nous combattons le Front national, Monsieur le Maire. Je m'exprime dans le cadre du temps de parole.

Nous votons favorablement l'exemption pour les personnes en situation de handicap. Vous avez rappelé la genèse de ce dispositif.

Nous soutiendrons également le dispositif autour des résidences secondaires qui est une initiative du gouvernement, à travers la loi de finances, pour essayer de faire en sorte que le marché locatif se détende.

Par contre, nous voterons contre la suppression de l'exemption de taxe foncière de deux ans. Il s'agit d'une disposition assez ancienne de la Municipalité. Ce sont les primo-accédants qui se positionnent sur les logements neufs concernés. La classe moyenne va être ponctionnée si ce calcul est autorisé. En se basant sur le coût moyen de la taxe foncière (1 305 €) à Montpellier pour l'année 2013, qui n'a pas dû bouger, cela va représenter un surcoût mensuel d'environ 108 € par mois pendant deux ans pour les ménages primo-accédants d'un logement neuf. Nous ne sommes pas favorables à cette disposition.

Enfin, nous sommes dans un contexte économique extrêmement tendu du point de vue de l'activité immobilière, comme le rappelait Madame PINEL lors de son intervention sur le plan de relance de la construction. Il s'agit d'un mauvais signal pour cette activité qui génère pourtant de l'emploi dans la Ville.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur DELAFOSSE, pour votre intervention. Je donne la parole à Monsieur LANNELONGUE.

Gérard LANNELONGUE : Monsieur le Maire, chers collègues, lorsque j'avais été élu à la présidence de la commission des finances, j'ai vraiment fait en sorte de ne pas faire de critiques systématiques mais bien au contraire, d'être très positif. Je note la volonté du gestionnaire de cette Ville de faire en sorte que les comptes soient le plus équilibrés possible et que les choix soient respectés en ce qui concerne les promesses de campagne, dont celle de ne pas augmenter la fiscalité.

Vous m'expliquerez la différence, Monsieur le Maire, mais rajouter un taux à la fiscalité générale, c'est de l'augmentation d'impôt. Cette loi n'existait pas lorsque vous avez été élu. Supprimer une exonération constitue également une augmentation d'impôt. Vous pouvez jouer sur les mots, c'est la même chose.

Ces dispositions risquent d'être dissuasives à l'endroit des investisseurs. Il faut toujours faire le pendant entre le gain attendu et le manque à gagner à la sortie. De mauvais signaux sont envoyés.

Concernant l'abattement spécial de 10 % sur les personnes handicapées, nous voterons bien évidemment pour.

Le deuxième dispositif constitue un mauvais signal. D'ailleurs, vous qui vous êtes éloigné du socialisme de base pour avoir un socialisme plus éclairé, me semble-t-il...

Monsieur le Maire : Je ne peux pas vous laisser dire cela. J'ai toujours dit que j'étais socialiste tendance Jean JAURES, pas CAMBADELIS. C'est simple.

Gérard LANNELONGUE : Madame HIDALGO, qui n'est pas terriblement vallsienne d'ailleurs, a appliqué cette mesure, votre ami MOUDENC non.

Monsieur le Maire : J'ai ici la liste des villes de droite et de gauche par rapport à cette disposition. Je vais vous les donner. Un bon équilibre se retrouve à la fin.

Gérard LANNELONGUE : Cette mesure est un mauvais signal donné à l'investissement – et vous le vérifierez – et me semble aller à l'encontre de ce que vous souhaitiez faire au début de votre mandat.

Nous voterons également contre le dispositif concernant la taxe foncière sur les propriétés bâties. Je souscris complètement à la démonstration faite par mon collègue Monsieur DELAFOSSE. Il s'agit d'un autre mauvais signal à l'investissement.

Monsieur le Maire : Comme dans le Doubs, vous préparez le deuxième tour.

Gérard LANNELONGUE : Les deuxièmes tours, vous les verrez bientôt. La carrière politique, c'est vous qui la faites, ce n'est pas moi. Si vous permettez...

Monsieur le Maire : Je constate.

Gérard LANNELONGUE : Puis-je terminer ? Le mauvais signal est double sur cette mesure : par rapport à la promesse de campagne et par rapport à un coup d'arrêt donné à l'investissement à Montpellier. La ville est classée comme pauvre par rapport au PIB par habitant. Le taux de chômage est très élevé. Le secteur du bâtiment est touché. Même si vous avez besoin d'argent, la mesure est mauvaise.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LANNELONGUE. Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Mon intervention pourrait paraître politiquement incorrecte. Je ne suis pas totalement d'accord avec vous sur le premier dispositif. Je ne suis pas pour une compensation des inégalités d'accès aux services publics et à la mobilité par la mendicité. Les personnes handicapées méritent mieux. Nous pourrions plutôt, au lieu de faire un abattement, équiper la Ville pour en faire un modèle de mobilité. Nous suivons la loi, nous faisons ce qu'il faut, nous essayons d'être dans les temps mais nous n'en sommes pas encore à un modèle de mobilité. Il y avait mieux à faire qu'un abattement sur ce point.

Ensuite, sur le deuxième point, je partage les arguments du groupe UMP donc je voterai contre également.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BRISSAUD. Monsieur LEVITA. Puis, je vous donnerai la liste des villes. Je commencerai par les villes UMP pour finir par les villes PS.

Max LEVITA : Je vous ai indiqué en introduction que nous sommes obligés de voter ces textes parce que nous sommes tenus par la date du 28 février. Ces dispositions rentrent dans le budget de la Ville. Je rassure mes collègues, le bouclier social de la Ville de Montpellier est maintenu, c'est-à-dire que les 15 % d'abattement à la base sur la taxe d'habitation (13 200 000 €) sont maintenus. J'ai un œil sur cet abattement qui est maintenu à la demande du Maire et de mes collègues. L'abattement spécial, sous condition de ressources, représente 2 800 000 € qui ne sont pas prélevés. Nous maintenons l'abattement à partir du troisième enfant à charge.

Nous n'avons pas modifié la taxe de séjour. Nous n'avons modifié ni les tarifs des restaurants scolaires ni les droits de place ; une petite ville à 30 km de Montpellier les a augmentés de 20 %.

Concernant le premier point sur le handicap, Madame BRISSAUD a, dans une certaine mesure, raison sur la mobilité. Un programme pour résoudre ce problème, d'un montant extrêmement élevé, existe. Nous allons essayer de le réaliser. Nous avons neuf ans pour le faire. Cela figure au budget de l'année 2015. En attendant, il faut bien faire quelque chose. Ce n'est pas extraordinaire. J'ai indiqué la raison. Cela existait à l'Agglomération. Il est nécessaire de faire la même chose.

Je vous ai donné mes raisons sur les autres dispositifs. Le premier point sur les 20 % permettra de détendre le marché si les titulaires de résidences secondaires trouvent que c'est trop élevé. La mesure n'est pas d'une importance capitale, sinon par ce qu'elle rapporte.

La troisième mesure est en discussion. J'ai eu de longues discussions avec Monsieur DELAFOSSE dans le mandat précédent. Il s'est opposé à cette mesure. Je suis enfin arrivé à la faire passer et j'en suis ravi.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. Un mandat dure six ans, il faut mesurer l'effort. Il ne s'agit pas d'un 100 m mais d'un marathon.

Je vais vous donner les noms des villes qui ont supprimé l'exonération pour la taxe foncière sur les propriétés bâties :

- UMP : Toulouse, Nice ;
- PS : Nantes, Lille, Rennes et Rouen.

Celles qui ont adopté la surtaxe d'habitation pour les résidences secondaires :

- PS : Paris, Nantes ;
- UMP : Marseille et Toulouse.

La ville de Lyon – et nous en avons parlé ce matin avec Gérard COLLOMB – a augmenté toutes les taxes et tous les impôts de 5 % (Ville et Métropole).

Voilà l'état des grandes villes françaises sur les trois dispositifs fiscaux que nous avons présentés.

Je vais soumettre au vote les trois affaires de façon différenciée.

Dispositif 1 : Abattement spécial de 10% en faveur des personnes handicapées ou invalides

Pour : 62

Contre : 1

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Dispositif 2 : Majoration de la cotisation communale pour les logements meublés non affectés à l'habitation principale

Pour : 53

Contre : 10

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Dispositif 3 : Taxe foncière sur les propriétés bâties : suppression de l'exonération de deux ans des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions d'immeubles à usage d'habitation

Pour : 45

Contre : 18

Abstentions :

Adopté à la majorité.

32- Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du FISE

La Chambre Régionale des Comptes a transmis à la Ville de Montpellier son rapport d'observations définitives concernant la gestion de l'association FISE Festival International des Sports Extrêmes, sur les exercices 2007 à 2013.

En application de l'article L.243-5 du Code des juridictions financières, ce rapport d'observations définitives doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et donner lieu à un débat.

Conformément à la loi, le rapport, retraçant les observations et les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 19 février 2015 et est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de l'association FISE pour les exercices 2007 à 2013, ainsi que du débat relatif à ce rapport ;

- autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

33- Parking Nouveau Saint-Roch

Convention d'accord autonome Ville/ AUTIXIS- Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon / TAM

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert à son établissement public de coopération intercommunale de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il vous a été soumis, dans cette même séance, l'attribution de la délégation de service public pour le nouveau parking Saint Roch à la société TaM.

Comme indiqué à cette occasion, si l'objet de la délégation porte sur l'exploitation du parking, il a cependant été demandé au délégataire de verser à la Ville un droit d'entrée correspondant à la participation acquittée par la Commune auprès de la SERM pour la réalisation des travaux de gros œuvre de l'ouvrage dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC Saint Roch, soit 16 718 027€ HT.

Pour financer ce droit d'entrée, TaM a eu recours à un prêt.

La délivrance des fonds par l'établissement de crédit est conditionnée à un certain nombre de conditions préalables dont l'expiration des délais de recours et la justification de l'absence de recours à l'encontre de la convention de délégation de service public et de la délibération en autorisant la signature.

Ce type de clause est classique en matière de financement par des établissements de crédits. Il pose cependant problème puisqu'il empêche, en pratique, tout versement du droit d'entrée et tout début d'exploitation dès lors qu'un recours est déposé.

Or, un recours au fond met approximativement entre un an et demi et deux ans pour être traité par le tribunal administratif.

Une telle contrainte n'est pas compatible avec les besoins immédiats en matière de stationnement du quartier et des usagers de la gare. Elle semble en outre disproportionnée alors même que le dépôt d'un recours ne signifie pas pour autant qu'il aboutirait, à terme, sur une annulation de la délégation.

Dès lors, afin de permettre le début d'exploitation le plus rapide possible, il vous est proposé de conclure avec les établissements de crédit de TaM ainsi que cette dernière un accord autonome.

L'objet de cet accord est de permettre le décaissement du prêt au profit du délégataire alors même que la DSP et/ou ses actes détachables feraient l'objet d'un recours contentieux (sous réserve bien sûr que ni l'accord autonome ni aucun de ses actes détachables ne fassent eux-mêmes l'objet d'un recours contentieux.)

En cas d'annulation, invalidité, résiliation ou inopposabilité de la délégation dans le cadre d'un contentieux, le délégataire dispose donc d'une créance sur la Ville correspondant au montant du prêt restant du nécessaire au financement du droit d'entrée.

L'accord autonome s'accompagne d'un acte d'acceptation de la cession de cette créance du délégataire au bénéfice de ses établissements prêteurs. En pratique, en cas de contentieux aboutissant à l'annulation de la délégation, la Ville se substituerait donc aux obligations de TaM vis-à-vis de ses établissements de crédit.

La conclusion d'un tel accord sécurise un début d'exploitation rapide du délégataire. Elle garantit en outre, la poursuite de l'exploitation en cas de contentieux.

Sur le fond, cet accord, n'aggrave pas la responsabilité de la Ville. En effet, dans le contrat de délégation, le délégataire n'assume pas la responsabilité du gros œuvre. Ainsi, en cas de recours aboutissant, à terme, à l'annulation de la délégation la Ville devrait donc, quoi qu'il en soit, en récupérer la charge.

L'accord autonome objet de la présente délibération ne change rien à cet état de fait. Il garantit simplement l'établissement financier qui n'aura donc pas à attendre la conclusion d'un accord transactionnel dans l'éventualité d'une annulation contentieuse.

Le projet de convention relatif à cet accord autonome est joint en annexe à la présente délibération ainsi que le modèle d'acte d'acceptation de cession de la créance constituée par cet accord.

Le projet de délégation de service public prévoyant l'obligation pour TaM de créer une société dédiée spécifiquement à l'exploitation du parc de stationnement dans les mois suivant la signature du contrat de DSP, la convention sera signée soit avec TaM soit avec la société dédiée en question qui se substituera.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'accord autonome et du modèle d'acte d'acceptation de cession de créance joints en annexe à la présente ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son adjoint(e) délégué(e), à signer ces documents ainsi que tout autre document relatif à cette affaire

Pour : 55

Contre : 3

Abstentions :

Ne prennent pas part au vote les administrateurs de la SERM : 5 (Madame LIZA, Madame MIRALLES, Madame CHARDES, Monsieur COUSQUER, Monsieur EL KANDOUSSI).

Adopté à la majorité.

34- Report d'affectation de subventions votées en 2014

Dans le cadre de l'exécution du budget 2014, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ces subventions concernent notamment des projets nécessitant la production, par la structure subventionnée, des éléments définitifs du dossier.

Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 1 078 342 € et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement.

Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL** :

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1396	MAISON DE HEIDELBERG	F	7 500 €
3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	M	500 €
4355	FRANCO-VIETNAMEIENNE COMITE HERAULT	M	300 €
420	MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES	F	300 €
2815	AMIS DE DALAT SUR LES TRACES DE YERSIN - ADALY	F	200 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	M	2 850 €
TOTAL			11 650 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT** :

○ BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Montant à reporter
708	ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	M	500 €
1751	THEATRE AMATEUR UNIVERSITE SCIENCES ET TECHNIQUES TAUST	M	800 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	M	1 500 €
TOTAL			2 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

○ JEUNESSE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5810	ECOLOGY AND BEHAVIOUR	M	500 €
586	UEAM UNEF	F	2 900 €
TOTAL			3 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

○ SPORT

Code	Structure	Type	Montant à reporter
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	M	990 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	M	3 000 €

278	MONTPELLIER ARC CLUB	M	1 200 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	F	1 500 €
928	MUC FOOTBALL	M	1 900 €
964	MUC LUTTE	M	2 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	13 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	6 500 €
1238	MONTPELLIER A M JUDO	F	2 900 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
1768	MECENAT CHIRURGIE CARDIAQUE	M	3 600 €
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	M	1 000 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER VLM	M	1 500 €
1771	ODYSSEUM BOWLING CLUB MONTPELLIER	M	2 500 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	F	5 900 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2466	ASSOCIATION SPORTIVE DES CEVENNES	F	1 600 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	F	5 000 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	M	2 700 €
3367	GENERATION MILLENAIRE	M	2 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	F	2 450 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	M	3 500 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	M	1 200 €
4265	ATTITUDE	M	1 080 €
4748	CHEMIN DES CIMES	M	3 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	18 750 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	F	19 000 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	F	57 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SASP MHSC	F	95 000 €
5698	INSTITUT DE BOXE PIEDS POING MONTPELLIERAIN	M	1 200 €
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES	F	1 500 €
5890	CLUB DES INTERNATIONAUX DE FOOTBALL CIF	M	10 000 €
TOTAL			280 070 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

Dans le cadre de la thématique **CUCS EDUCATION** :

Code	Structure	Type	Montant à reporter
------	-----------	------	--------------------

467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	M	1 200 €
485	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	M	1 000 €
485	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	M	200 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	M	2 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €
3125	COLLEGES DES GARRIGUES	M	1 500 €
3125	COLLEGES DES GARRIGUES	M	1 500 €
TOTAL			8 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

Dans le cadre de la thématique **CULTURE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
980	FESTIVAL INTERNATIONAL DE RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER	F	60 000 €
TOTAL			60 000 €

Les crédits seront prélevés de la façon suivante :

- 30 000 € sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924
- 30 000 € sur la ligne 1350, nature 6574, fonction 920

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU ST ANNE	M	2 100 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU ST ANNE	M	2 100 €
2621	LA MAISON DE LA CHANSON	M	2 400 €
4955	MUSIQUE SANS FRONTIERES	F	16 000 €
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	M	1 500 €
5238	LES GALERIES DE MONTPELLIER	F	3 500 €
TOTAL			27 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923

Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**:

○ LOGEMENT

Code	Structure	Type	Montant à reporter
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	F	3 650 €
1347	ECOHABITONS	F	600 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	2 700 €
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - AIVS HERAULT	F	2 000 €
TOTAL			8 950 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	F	1 500 €
TOTAL			1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**:

○ DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	F	1 500 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	F	1 000 €
TOTAL			2 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

○ EMPLOI

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1196	BGE MONTPELLIER	M	1 200 €
4623	PLEIADES EMPLOI SERVICE HERAULT	M	3 000 €
4657	FACILITER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DIPLOMES	M	3 000 €
TOTAL			7 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	F	1 200 €
TOTAL			1 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

○ EGALITE DES DROITS ET DES DEVOIRS / LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	F	2 000 €
TOTAL			2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

○ EXCLUSION

Code	Structure	Type	Montant à reporter
666	SECOURS CATHOLIQUE	F	7 000 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	F	4 500 €
TOTAL			11 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

○ SOLIDARITE / AIDE ALIMENTAIRE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4326	SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL SSVF	F	7 000 €
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	F	1 500 €

3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	F	2 000 €
4901	PROMOTION ACTIVITES COMITES ENTREPRISES	F	10 000 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	M	2 400 €
TOTAL			22 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

○ COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
64	ADAGES	F	1 500 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	M	3 880 €
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION HERAULT RAIH	F	5 000 €
5412	ASSOCIATION ASSALAM DE ST MARTIN	F	750 €
5446	CREACTION CIE CREACTION	M	1 050 €
TOTAL			12 180 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

○ CUCS COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	M	1 200 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	M	1 200 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	M	1 200 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	M	2 100 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	M	2 618,10 €
1196	ASSO EMPLOI DEVELOPPEMENT ENTREPRISES BOUTIQUE GESTION	M	3 300 €
1281	KAINA	M	1 200 €
1464	CESAM MIGRATIONS SANTE LANGUEDOC, COMITE POUR LA SANTE	M	1 500 €
1650	AMITIE PARTAGE ET CITOYENNETE	M	2 500 €
1755	APAJ CENTRE GITAN	M	960 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDF	M	1 950 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	M	1 950 €
1961	UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT	M	4 000 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	1 050 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	1 200 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	M	1 200 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	M	1 800 €

2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	M	1 800 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	M	1 200 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	M	1 350 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	1 800 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	2 100 €
4388	LE PASSE MURAILLE	M	3 000 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	M	1 200 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	M	1 500 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	1 050 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	1 200 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES AVEC	M	1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	1 500 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	2 850 €
4908	FACE HERAULT	M	1 200 €
4955	MUSIQUES SANS FRONTIERES	M	1 200 €
5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	M	1 350 €
5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	M	1 350 €
5249	SERVICE D'ORIENTATION ET DE MEDIATION POUR L'INSERTION SOCIALE - SOMIS	M	1 560 €
5765	H2M	M	2 000 €
5847	CONDAMNES A REUSSIR	M	1 000 €
TOTAL			62 338 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34		68 166 €
TOTAL			68 166 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16306, nature 65733, chapitre 925

Dans le cadre de la thématique **ENFANCE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
689	ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE ALPJ	F	3 000 €
TOTAL			3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25724, nature 6574, chapitre 925

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	I	150 000 €
TOTAL			150 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900

Dans le cadre de la thématique **SECURITE**:

○ ANIMAL DANS LA VILLE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4917	GESTARE - ASSOCIATION DE GESTION ANIMATION ET RECHERCHE	M	1 500 €
TOTAL			1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

Dans le cadre de la thématique **FINANCES**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
64	ADAGES	F	6 750 €
1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	3 000 €
1863	MEDIA FORMA SUD	M	3 000 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	2 043 €
5702	UNSA - UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES FEDERATION DES CHEMINOTS ET PERSONNELS DES ACTIVITES ANNEXES	M	3 000 €
5964	CONVENTION NATIONALE DES AVOCATS	M	12 000 €
TOTAL			29 793 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

474	ASSOCIATION LA GERBE	I	50 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	I	20 000 €
TOTAL			70 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900

	LES RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR ASSOCIATION NATIONALE	M	50 000 €
TOTAL			50 000 €

Les crédits seront prélevés de la façon suivante :

- 35 000 € sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925
- 15 000 € sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920

739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	F	10 000 €
TOTAL			10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21358, nature 6574, chapitre 929

5329	PRES SUD DE FRANCE	F	10 000 €
TOTAL			10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 20156, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **MONTPELLIER TERRITOIRE NUMERIQUE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4549	EMBRUN	M	1 500 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	M	25 000 €
5604	SCHARFFE FRANÇOIS	M	1 500 €
5813	FEDERATION REGIONALE DES UTILISATEURS DU LIBRE	M	9 000 €
5881	COWORK'IN MONTPELLIER	M	1 050 €
TOTAL			38 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Classes découvertes	43 013 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	M	3 630 €
1281	KAINA	M	1 050 €
1329	COLLEGE ESCHOLIERS DE LA MOSSON	M	2 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	F	4 500 €
2737	SWING GUM ENFANCE	M	8 500 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	M	450 €
5385	ZADIGOZINC	M	1 050 €
5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALANDRETAS DE L'HERAULT	M	6 000 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Offres culturelles	1 874 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Classes découvertes	5 750 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	M	1 458 €
TOTAL			81 675 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

Dans le cadre de la thématique **PEDT**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
38	RADIO AVIVA 88 FM	M	5 600 €
344	TERRE NOURRICIERE	M	1 785 €
565	CARRE MENTHE	M	1 750 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	1 820 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	M	1 610 €
4547	LA MAISON DU JUDO	M	910 €
5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	M	2 240 €

5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	1 050 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	1 050 €
5589	THEATRE SOLILOQUE	M	1 540 €
5665	EN TRAITS LIBRES	M	3 500 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	M	2 338 €
6061	VRINDAVANA	M	1 050 €
6184	EDUQUER CREER DIVERTIR CULTIVER ECDC	M	1 400 €
TOTAL			27 643 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE** :

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5375	SEMILLA, LES JARDINIERS PLANETAIRES	M	500 €
TOTAL			500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
578	AVENIR SANTE	M	3 600 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	1 500 €
5577	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	M	5 827 €
5940	FORMATION RECHERCHE ACTION A MONTPELLIER MEDITERRANEENNE EN SANTE ET ENVIRONNEMENT	M	500 €
TOTAL			11 427 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
617	LA 177EME SECTION DES MEDAILLES MILITAIRES	F	200 €
TOTAL			200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le report de l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou conventions types ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui souhaite des explications auprès de Monsieur LEVITA ? Mademoiselle LLEDO.

Audrey LLEDO : Je vais intervenir brièvement sur ce point et en profiter pour parler un peu du point suivant, car c'est du pareil au même : il s'agit de donner des subventions à tour de bras, pour des sommes modiques quand elles sont prises seules mais qui, mises bout à bout, représentent beaucoup d'argent. Encore une fois, aider des associations, c'est bien. Nous sommes pour soutenir la culture, les jeunes et le reste des différentes associations mais encore faut-il le faire bien et ne pas faire de clientélisme comme c'est parfois le cas ici.

Rien que pour ce point 34, vous dites dépenser 1 078 342 €. Je trouve personnellement un peu plus mais au point où nous en sommes, ce n'est pas très grave. Dans les minutes qui suivront, nous allons également donner à d'autres associations, parfois les mêmes, près de 12 243 048 €. Ce sont de très grosses sommes qui ne peuvent être distribuées sans réflexion. Certaines associations qui vont bénéficier de ces généreuses subventions n'ont pas forcément lieu d'être dans cette liste. Je pense notamment au Mécénat de chirurgie cardiaque mais également au Club de la presse et j'en passe.

Pensez-vous réellement que tant d'argent soit nécessaire et que les finances de la Ville soient capables de se permettre un tel geste ? Peut-être est-ce encore une tentative d'achat des voix ? Nous serons contre ces deux points. Il y a dans notre Ville des personnes qui ont réellement besoin de cet argent, contrairement à certaines des associations citées.

Max LEVITA : Ces associations déposent leurs demandes de subvention au mois de septembre au plus tard. Un service à la Mairie étudie tous les dossiers. Nous demandons aux associations de nous fournir toute une série d'éléments pour vérifier en particulier leurs comptes. Ensuite, il appartient à chaque adjoint, dans le cadre de sa délégation, de vérifier que l'association rend véritablement un service à la collectivité. Nous prenons cette responsabilité. Ces associations ont été choisies et retenues dans ce cadre.

Audrey LLEDO : Je pense que ni le Mécénat de chirurgie cardiaque ni le Club de la presse n'ont besoin de subvention de la Ville. Je pense que cet argent devrait par exemple être réservé à des subventions pour les personnes en situation de handicap. Je le répète encore une fois, on dit : personne en situation de handicap et non personne handicapée. Merci.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 35, qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 61

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

35- Attributions de subventions - Exercice 2015

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par les documents suivants qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi :

- Les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 3 000 € transmettront, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération ;
- Les structures bénéficiaires d'une subvention supérieure à 3 000 € s'engageront sur la base d'une convention avec la Ville. Deux modèles de convention (selon le type de subvention : fonctionnement ou projet) sont annexés à la présente délibération.

Les subventions se répartissent en deux catégories :

- Subvention de fonctionnement pour la gestion des activités courantes de l'association ;
- Subvention pour un projet pour les frais liés à une manifestation, un tournoi, une conférence, une exposition ...

Les sommes allouées sont inscrites au budget de la Ville au titre de l'exercice 2015 et se répartissent comme suit :

➤ Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
363	AMICALE DES CATALANS DE MONTPELLIER - EL CANIGO	Projet	APLEC DE MONTPELLIER	1 600 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	SEMAINE CULTURELLE RUSSE	400 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE FAM	Fonctionnement		500 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Fonctionnement		8 000 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Projet	QUINZAINE DES TIERS MONDE MARCHE MONDIAL DES FEMMES	1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Fonctionnement		1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Projet	CELEBRATION DE LA FETE NATIONAL GRECQUE	700 €
909	LES DANSEUSES DU SINAI	Projet	FESTIVAL DE DANSE ORIENTALE : ORIENTAL MARATHON	300 €
1073	FRANCE-ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Fonctionnement		500 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Fonctionnement		15 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		10 000 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	Projet	FESTIVAL DU CINEMA	300 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	Projet	ECHANGES LITTERAIRES MEDITERRANNEENS - AMERIQUE LATINE	200 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	Projet	SEMAINE CULTURELLE	300 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET LA REGION AAM	Fonctionnement		300 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS-MONDE	Fonctionnement		2 700 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC-ROUSSILLON ASSOCIATION CULTURELLE FRANCE MAGHREB	Projet	LE PRIX COUP DE COEUR A 10 ANS	500 €

3756	LES AMIS DE LA BULGARIE	Projet	ARTISANAT BULGARE	200 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Fonctionnement		500 €
5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	Fonctionnement		200 €
5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	Projet	WEEKEND MONTPELLIER BETHLEEM	300 €
5748	RACINES SUD	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				45 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

➤ Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**:

LOGEMENT

Code	Structure	Type	Montant
3259	CONCORDA LOGIS	Fonctionnement	11 000 €
TOTAL			11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

ECOMOBILITE

Code	Structure	Type	Montant
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	3 000 €
TOTAL			3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 22755, nature 6574, chapitre 928

➤ Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**:

EMPLOI

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
33	ASSO EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES - AETE	Fonctionnement		2 500 €
77	COMIDER - COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Projet	MARKETHON DE L'EMPLOI	2 800 €
729	ASSO POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Fonctionnement		1 000 €
1196	BGE MONTPELLIER	Projet	CITESLAB	4 000 €
2245	CLUB ENTREPREUNARIAT RESSOURCES LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	INCUBATEUR CHOMEURS PP 2015	1 000 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement		4 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	FACINERGIE SPORT	2 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI	2 000 €
5331	MILLENERGIES	Fonctionnement		7 500 €
TOTAL				26 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Montant
211	ARS FABRIC	Fonctionnement	6 000 €
249	UFC QUE CHOISIR	Fonctionnement	1 000 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement	1 200 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	Fonctionnement	300 €
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 500 €
TOTAL			11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

➤ Dans le cadre de la thématique **SECURITE** :

PREVENTION ROUTIERE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Fonctionnement		1 600 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Projet	1er PRIX FINALE MUNICIPALE D'EDUCATION ROUTIERE	200 €
2076	LIGUE CONTRE LA VIOLENCE ROUTIERE SECTION HERAULT	Fonctionnement		3 000 €
TOTAL				4 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

ANIMAL DANS LA VILLE

Code	Structure	Type	Montant
4104	VETERINAIRES POUR TOUS LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement	2 000 €
4469	CONSEIL DE PROTECTION FELINE DE L'HERAULT	Fonctionnement	3 000 €
5170	SOS NATURE	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

➤ Dans le cadre de la thématique **SANTE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		800 €
155	INTERVALLE - JALMALV MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES	Fonctionnement		1 000 €

	INSUFFISANTS RESPIRATOIRES			
233	MA VIE	Projet	ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES ET MALADIES CHRONIQUES	2 000 €
578	AVENIR SANTE	Fonctionnement		4 000 €
578	AVENIR SANTE	Projet	ANGELS DE LA NUECH 2015	12 000 €
657	LA CORDEE	Fonctionnement		2 500 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	Fonctionnement		1 300 €
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT AFD 34	Fonctionnement		2 000 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
723	JALMAV CRERSI	Fonctionnement		2 000 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	Fonctionnement		3 000 €
1480	INFO DON 34	Fonctionnement		700 €
1734	MUSIKA	Fonctionnement		500 €
1803	AFM COORDINATION TELETHON AFM	Fonctionnement		1 000 €
1945	PHARMACIE HUMANITAIRE INTERNATIONALE HERAULT	Fonctionnement		3 500 €
1948	FRANCE ALZHEIMER HERAULT FAH	Fonctionnement		1 000 €
1956	COMITE FEMININ 34	Fonctionnement		1 500 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	Projet	CAFE DES PARENTS	3 000 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	Fonctionnement		5 000 €
2814	OPERES DU COEUR ET MALADES CARDIAQUES	Fonctionnement		1 500 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	Fonctionnement		4 000 €
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Fonctionnement		500 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	Fonctionnement		2 000 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	Fonctionnement		300 €
3794	PREVENTION ET SOIN DES ADDICTIONS (BRANCHE DE PEPA SOS DROGUE) PEPA	Fonctionnement		1 500 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	Fonctionnement		4 000 €
4207	ALCOOL ET LES PROCHES	Fonctionnement		500 €
4242	MEDECINS DU MONDE	Fonctionnement		1 000 €
4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS	Fonctionnement		1 000 €
4903	ASSOCIATION DE CARDIOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		1 000 €
5124	HOMEOPATHIE POUR TOUS	Fonctionnement		300 €
5520	ASSOCIATION DE	Projet	"UN BEBE, UN LIVRE"	800 €

	PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L'HERAULT			
5532	ALLO PARENTS MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
5538	LA SANTE DE LA FAMILLE	Fonctionnement		500 €
5638	ARCOPRED	Fonctionnement		1 500 €
5726	FRANCE ADOT 34	Fonctionnement		500 €
5803	ENTREE DE SECOURS	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL				73 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

➤ Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		200 €
528	ASSOCIATION DES DEPORTES INTERNES ET FAMILLES DE DISPARUS - HLT	Fonctionnement		200 €
540	FEDERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC-TUNISIE FNACA	Fonctionnement		1 100 €
1081	ASSOCIATION NATIONALE DES CHEMINOTS ANCIENS COMBATTANTS	Fonctionnement		200 €
1203	ASSOCIATION RHIN ET DANUBE	Fonctionnement		200 €
1204	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	Fonctionnement		200 €
1760	ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE L'UNION FRANCAISE	Fonctionnement		200 €
2079	ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER AMMAC	Fonctionnement		200 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	Projet	RENOVATION DES TOMBES ET MONUMENTS	980 €
TOTAL				3 880 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920

➤ Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		3 000 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	Projet	FESTIVAL JEUNE PUBLIC	7 000 €
262	LES ECOLOGISTES DE	Projet	ANIMATIONS SCOLAIRES	1 200 €

	L'EUZIERE			
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA	Fonctionnement		1 000 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA	Projet	FESTIVAL DU FILM EDUCATION	3 000 €
344	TERRE NOURRICIERE	Projet	L'ALIMENTATION DANS LE MONDE	1 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	REUSSITE EDUCATIVE	5 500 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Fonctionnement		2 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Projet	LE RELAIS DES ADOS	1 000 €
485	LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT HERAULT	Projet	LIRE ET FAIRE LIRE	1 000 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	Fonctionnement		6 350 €
644	ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES ENSEIGNEMENT PUBLIC PEEP 34	Fonctionnement		1 000 €
686	TRISOMIE 21 HERAULT - GROUPE D'ETUDE ET D'INSERTION SOCIALE DE PERSONNES TRISOMIQUES 21	Fonctionnement		2 500 €
919	MUC ESCRIME	Projet	INTEVENTION ECOLE LAMRTINE	2 000 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	Projet	EDUCATION ET ENFANCE	3 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	MOSSON AU FIL DES SAISONS	2 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	LES CLASSES DE VILLE	2 500 €
1281	KAINA	Projet	ESPACE DE CREATION AUDIOVISUEL DE PROXIMITE	3 000 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	Fonctionnement		1 400 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 500 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Projet	CENTRE DE LOISIR MOSSON	1 000 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	Fonctionnement		300 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Fonctionnement		700 €

1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Projet	PRIX DE LA LAÏCITE	200 €
1876	COEUR DE LIVRES	Projet	RACONTE-MOI LE LIVRE	2 000 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Projet	CARNAVAL ET LA FETE DE L'ECOLE LAMARTINE	400 €
2294	GROUPE FRANCAIS D'EDUCATION NOUVELLE LR GFEN LANGUEDOC	Fonctionnement		800 €
3421	APEDYS HERAULT	Fonctionnement		800 €
3461	CONVERGENCES 34	Fonctionnement		1 200 €
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	Fonctionnement		800 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	Fonctionnement		300 €
3777	CITE CITOYENNE	Fonctionnement		1 800 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	Fonctionnement		10 000 €
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	ATELIERS JEUNESSES	900 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	SUR LA ROUTE AVEC ANABELLE LA COCCINELLE	2 500 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		5 000 €
5207	COLLECTIF EDUCATION POPULAIRE ET TRANSFOR	Fonctionnement		800 €
5211	ASSOCIATION POUR L'EPANOUISSEMENT DES HAUTS POTENTIELS INTELLECTUELS EN LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		2 000 €
5305	LA MAISON THEATRE	Fonctionnement		500 €
5385	ZADIGOZINC	Projet	DEVELOPPEMENT DE L'ACCUEIL	3 000 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	Projet	SORTIE DE FIN D'ANNEE.	500 €
5612	LA SYNERGIE DES MEMOIRES HUMAINES	Fonctionnement		500 €
5850	ASSOCIATION PARENTS D'ELEVES SENGHOR JOYCE	Projet	KERMESS	500 €
5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALANDRETAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		68 000 €
TOTAL				156 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

➤ Dans le cadre de la thématique **ENFANCE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES	Fonctionnement		300 €
846	BENJAMINS MEDIA	Projet	NOUVELLE COLLECTION DE LIVRES AUDIO EN RELIEF	300 €
3901	HALTE POUCE	Fonctionnement		4 300 €

4770	RIROLI	Fonctionnement		600 €
5229	COLLECTIF DES CRECHES ASSOCIATIVES ET PARENTALES DE L'HERAULT	Fonctionnement		4 000 €
TOTAL				9 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25724, nature 6574, chapitre 925

➤ Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	Fonctionnement		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	Fonctionnement		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	Projet	CARNAVAL LOU CLAPAS	300 €
121	MAJORETTES IMPERIALES DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 850 €
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	Fonctionnement		2 850 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Fonctionnement		2 000 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Projet	REMBOURSEMENT MATERIEL	850 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	Fonctionnement		500 €
283	COMITE PROSPECTIVE ET CONCERTATIONS DU MILLENAIRE ER QUARTIERS ES	Fonctionnement		500 €
296	JASMIN D'ORIENT	Fonctionnement		800 €
296	JASMIN D'ORIENT	Projet	JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME	700 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN-LEMASSON-MAS DREVON-MARQUEROSE	Fonctionnement		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Fonctionnement		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Projet	ANIMATIONS DE QUARTIER	700 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Fonctionnement		500 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Projet	FETE ANNUELLE	700 €
361	AMICALE DES LOZERIENS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
396	COMITE DE QUARTIER LEZ - POMPIGNANE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €

424	MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE	Fonctionnement		500 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	Fonctionnement		13 000 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	Fonctionnement		1 400 €
948	COMITE DE QUARTIER ROCAMBALE OUEST.	Fonctionnement		500 €
1014	ORANIE 83	Fonctionnement		1 200 €
1029	CENTRE 665	Fonctionnement		10 000 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Fonctionnement		500 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	ATELIER D'ECRITURE CAFE THEATRE	200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	MUSIQUE A L'ECOLE OUR 2014-2015	200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	FAITES DU SPORT	300 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Fonctionnement		1 000 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Projet	ADRAKADABRA	200 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Projet	TOURNEES DE VALORISATION DU QUARTIER ANTIGONE	200 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	Fonctionnement		500 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	Projet	FETE DE QUARTIER	700 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS	Fonctionnement		500 €
1453	AMICALE HERAULTAISE DES ENFANTS DE BONE ET DE CONSTANTINE	Fonctionnement		1 000 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	Fonctionnement		500 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Fonctionnement		500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Projet	NOEL POUR TOUS	500 €
1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	Fonctionnement		1 200 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	Fonctionnement		500 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	Projet	SOIREE CABARET	200 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC AAML	Fonctionnement		1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Fonctionnement		500 €

1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	Fonctionnement		500 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT-SABINES	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	FAITES DES LUMIERES	400 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	JARDIN PARTAGE BEAUX- ARTS RUE DE LA CAVALERIE	200 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	DES ABATTOIRS AUX BEAUX- ARTS	100 €
2013	LA PENA DEI CLAPAS	Fonctionnement		2 500 €
2198	ANFANOMA - FRANCAIS D'AFRIQUE DU NORD ET D'OUTRE MER	Fonctionnement		1 200 €
2301	AMICALE BEL-ABBESIENNE D'AIDE ET SOLIDARITE LABAS	Fonctionnement		1 200 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Fonctionnement		500 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Projet	FESTIVAL D'OUTRE-MER	500 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Projet	LA PLACE G. FRECHE A L'HEURE DE L'OUTRE MER.	200 €
2698	AMICALE FRANCAIS D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS-DU-LOUP	Fonctionnement		400 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Fonctionnement		500 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Projet	CONCERT DU NOUVEL AN	350 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Projet	FETE DE LA SAINT JEAN	350 €
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES	Fonctionnement		2 000 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Projet	L'HISTOIRE D'UN PETIT GYPSIE	500 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	Fonctionnement		1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Fonctionnement		500 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Projet	FETE DE QUARTIER	250 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE	Fonctionnement		1 200 €

	ANCIENS DE TUNISIE			
3679	BOUT'ENTRAIN	Fonctionnement		500 €
3679	BOUT'ENTRAIN	Projet	LES VINGT ANS DE BOUT'ENTRAIN	700 €
3680	COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
3940	MARE NOSTRUM	Fonctionnement		500 €
3940	MARE NOSTRUM	Projet	LA MEMOIRE DE NOTRE QUARTIER	500 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	Fonctionnement		300 €
4203	OPIFAC	Fonctionnement		500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	Fonctionnement		500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	Projet	FETE DES VOISINS ET FLORA'LEZ	300 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	Fonctionnement		500 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	Fonctionnement		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Fonctionnement		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Projet	FETES DE QUARTIER SAISONNIERES	700 €
4605	COMITE DE QUARTIER CLERONDEGAMBE	Fonctionnement		500 €
4737	CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER	Projet	TOURNOI ANNUEL INTER CLUBS	300 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	Fonctionnement		500 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	Projet	AUBESSESSION D'ARTISTES	700 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	Fonctionnement		500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	Projet	LES ARCEAUX HIER ET AUJOURDHUI	700 €
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA ADEQV	Fonctionnement		500 €
5182	ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES	Fonctionnement		500 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMS	Fonctionnement		500 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ	Fonctionnement		500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	Fonctionnement		500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	Projet	CARNAVAL DES QUARTIER	700 €
5578	COMITE ASSOCIATIF DE LA RAUZE SAYSET	Fonctionnement		500 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	Fonctionnement		500 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	Projet	FETE DE QUARTIER D'OVALIE	700 €
5703	PLAYM'HERAULT	Projet	RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL DE	500 €

			COLLECTIONNAIRE DE PLAYMOBILE	
5717	COMITE DE QUARTIER HAUTS DE BOUTONNET	Fonctionnement		350 €
5789	COMITE DE QUARTIER CITE ASTRUC	Fonctionnement		500 €
5820	LA TEJERA-LES GENETS ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
5826	COMITE DE QUARTIER LES AUBES	Fonctionnement		500 €
TOTAL				92 350 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

➤ Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	Fonctionnement		1 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Fonctionnement		1 000 €
1457	MOSSON COULEE VERTE	Fonctionnement		3 000 €
4031	ETAT DES LIEUX	Fonctionnement		500 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS DU LANGUEDOC ROUSSILON	Projet	TEMPS DES JARDIN EN LANGUEDOC ROUSSILON	500 €
5417	ASSO DU SALON DES METIERS ET DES PROFESSIONNELS DE L'ECOLOGIE	Projet	SALON DE L'ECOLOGIE 2015	500 €
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

➤ Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1456	ARCHITECTURE ET MAITRE D'OUVRAGES	Projet	JOURNEE NATIONALES AMO	2 000 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	Fonctionnement		2 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement		800 €
TOTAL				4 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920

➤ Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
------	-----------	------	-----------------	---------

232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	Fonctionnement		450 €
237	UNION LOCALE CGT	Fonctionnement		4 000 €
239	FO UNION LOCALE SYNDICATS	Fonctionnement		4 000 €
240	CFDT UNION LOCALE	Fonctionnement		4 000 €
756	AMICALE DES RETRAITÉS MUNICIPAUX	Fonctionnement		3 500 €
1273	UNITE POLICE SNPT	Fonctionnement		1 000 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DU GRAND MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	Fonctionnement		1 000 €
	UNSA - UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES	Projet	TENUE DU 6ème CONGRES NATIONAL DE L'UNSA	50 000 €
TOTAL				68 950 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

ADAGES

Chapitre	Nature	Ligne	Structure	Nature	Montant
925	6574	1963	ENFANCE	Fonctionnement	7 500 €
925	6574	21497	SOLIDARITE (Parenthèse)	Fonctionnement	5 000 €
920	6574	2866	SOLIDARITE (Animation Collectif Famille)	Fonctionnement	10 500 €
924	6574	25722	JEUNESSE	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL					24 000 €

PARTENARIATS

Chapitre	Nature	Code	Structure	Nature	Montant
925	657362	1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	Fonctionnement	8 286 000 €
929	6574	4115	OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 349 250 €
920	6574	2866	COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES	Fonctionnement	484 866 €
922	657361	3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	120 400 €
920	6574	4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE	Fonctionnement	47 500 €
TOTAL					10 288 016 €

➤ Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT**:

JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
------	-----------	------	-----------------	---------

195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	Fonctionnement		1 200 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	Fonctionnement		2 900 €
2495	BDE POLYTECH MONTPELLIER UNIVERSITE 2	Projet	SEMINAIRE EAU DU 23 AU 25 FEVRIER 2015	500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	Fonctionnement		4 000 €
4867	SOS JEUNES	Fonctionnement		8 000 €
4867	SOS JEUNES	Projet	DVD INTEGRER LA JUSTICE A L'EDUCATION	1 500 €
5370	ENV AGROTECH	Projet	COMMENT PRESERVER NOTRE ENVIRONNEMENT EN VALORISANT LES CO- PRODUITS	500 €
TOTAL				21 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	Fonctionnement		20 000 €
95	ASSOCIATION SOCIO- CULTURELLE DES JEUNES SPORTIFS DE MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement		900 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Fonctionnement		32 000 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Projet	CLASSES AND CO "LA JOURNEE FILLE"	1 000 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		66 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Fonctionnement		6 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Projet	FINALE DES CHAMPIONNATS DE FRANCE FITA	4 000 €
366	ECOLE JUDO MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Fonctionnement		7 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	ORGANISATION DU TOP12 FEMININ	1 500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	CHESSATHLON	1 000 €
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement		1 000 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Fonctionnement		1 300 €

788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement		2 900 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		2 000 €
864	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK UC	Fonctionnement		2 800 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 800 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Fonctionnement		37 000 €
917	MONTPELLIER AGGLMOMERATION VOLLEY UNIVERSITAIRE CLUB	Fonctionnement		17 000 €
919	MUC ESCRIME	Fonctionnement		20 000 €
926	MUC OMNISPORTS	Fonctionnement		76 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Fonctionnement		12 500 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL DE FOOTBALL	7 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement		29 000 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement		450 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 950 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Projet	29EME GRAND PRIX BOULISTE DE MONTPELLIER	7 000 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		450 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Projet	CHALLENGE DU SOUVENIR	450 €
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN MPSM	Fonctionnement		2 700 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement		700 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	TOURNOIS REGIONAUX DE FOOTBALL	2 400 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Fonctionnement		12 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement		25 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Projet	TOURNOI U 16/05-06/06 2015	1 950 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	29/11/2015	3 000 €

1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Projet	ASBAMBINOS	500 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement		26 800 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 700 €
1403	SARBACANE DE L' HERAULT	Fonctionnement		1 200 €
1403	SARBACANE DE L' HERAULT	Projet	SARBACANE SENIOR	1 000 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement		4 500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Fonctionnement		6 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	ANIMATIONS ET TOURNOI	1 500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement		26 000 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement		3 000 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER SQM	Fonctionnement		950 €
1682	JITA KYOEI JUDO 34	Fonctionnement		1 000 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement		8 000 €
1840	MONTPELLIER TAE KWON DO	Projet	JOURNEE SPORT SANTE	1 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		106 000 €
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB MARC	Fonctionnement		2 300 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement		68 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	Fonctionnement		800 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement		18 000 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement		2 000 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	Fonctionnement		450 €

2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement		800 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOIS IB - JUIN 2015	500 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION BLMA	Fonctionnement		9 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Fonctionnement		10 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	TOURNOI NATIONAL ET INTERNATIONNAL + ECHANGES	3 000 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	Fonctionnement		5 000 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement		3 000 €
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	Fonctionnement		2 300 €
3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement		3 800 €
3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	Fonctionnement		1 750 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement		15 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 450 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		7 000 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	Projet	OPEN INTERNATIONAL DE MONTPELLIER	2 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA.	Fonctionnement		3 500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement		4 600 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB MRHC	Fonctionnement		8 000 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Fonctionnement		3 000 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE MNS	Fonctionnement		7 000 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 250 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement		1 300 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Projet	PUBLIC FEMININ	1 300 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement		1 000 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement		2 500 €

4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	Fonctionnement		5 800 €
4561	ASSOCIATION SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		9 000 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement		2 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement		3 500 €
4748	CHEMIN DES CIMES	Fonctionnement		2 700 €
4748	CHEMIN DES CIMES	Projet	TSIGALEM 2015 - 29/08/2015	3 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Fonctionnement		3 800 €
4821	CLUB DES SUPPORTERS BLUE FOX DU MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		4 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	PHASE FINALE DE CHAMPIONNAT DE FRANCE FOOTBALL DES SOURDS	1 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Fonctionnement		7 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Projet	ORGANISATION TOURNOI ANNUEL INTERNATIONAL	2 400 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Fonctionnement		3 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement		4 000 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	Fonctionnement		500 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	Projet	CHALLENGE ALAIN HERNANDEZ	500 €
5086	ASSOCIATION FOOT- FAUTEUILS - LES FAUTEUILS DE FEU	Fonctionnement		3 000 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		6 000 €
5187	CARREFOUR DES CIVILISATIONS ACC	Fonctionnement		3 500 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Fonctionnement		500 €
5610	DES FOULEES VOUS	Projet	JEUX INTER-HOSPITALIERS EUROPEENS	500 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Fonctionnement		1 000 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement		10 000 €

5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement		422 €
TOTAL				873 122 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

PARTENARIATS SPORTIFS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	3 000 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORT	2 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	MONTPELLIER SPORT POUR TOUS	2 000 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	STAGE BEACH VOLLEY MONTPELLIER POUR TOUS	1 000 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Projet	SPORTS SOLIDAIRE	3 000 €
842	SPELEO CLUB ALPIN LANGUEDOCIEN	Projet	MONTPELLIER SPORT	1 000 €
864	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK UC	Projet	FAIRE DECOUVRIR LE LEZ AUX MONTPELLIERAINS	2 500 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Projet	VOLLEY/REPORTER/CAMERA MAN	3 000 €
919	MUC ESCRIME	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	1 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Projet	STAGES EN PARTENARIAT AVEC LA MAIRIE	2 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Projet	SPORT POUR TOUS ANNEE 2015	2 500 €
1011	BOZENDO MONTPELLIER	Projet	SAMEDIS SPORTIFS	500 €
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Projet	LA TETE ET LES JAMBES TAP DANCE / ENGLISH	3 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT STAGES "FOOT - VACANCES"	2 000 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORT LA TETE ET LES JAMBES	3 500 €
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	Projet	DECOUVERTE DU TAI CHI NATURE ET ABORDER LA RENTREE D'UN PIED SEREIN.	800 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Projet	PARTENARIAT SPORT "POUR TOUS	1 500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 800 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORT	2 000 €
1682	JITA KYOEI JUDO 34	Projet	VACANCES MONTPELLIER SPORT ACTIVITE JUDO	1 900 €

1746	MONTPELLIER HAEDONG KUMDO	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 000 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON MAT	Projet	STAGE TRIATHLON ET SECURITE ROUTIERE	2 000 €
1935	LES CHEVALIERS DE LA GAULE	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	MONTPELLIER SPORT LA TETE ET LES JAMBES	4 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	BASKET	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	TENNIS	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	FOOTBALL	1 500 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	Projet	STAGE VACANCES SPORTIVES POUR TOUS	1 500 €
2275	KEEP KULA	Projet	PARTICIPATION AUX STAGES SPORTIF "LA TETE ET LES JAMBES"	1 200 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS - 1 ACTION	2 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORT	1 800 €
2831	AEROCUB DE L'HERAULT LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	DECOUVERTE 3E DIMENSION	3 000 €
3015	MONTPELLIER VIET VO DAO	Projet	ANIMATION DU PARC MONTCALM	500 €
3059	MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE UNIVERSITE CLUB	Projet	STAGE DE DECOUVERTE DE LA PLONGEE SUBAQUATIQUE	2 200 €
3081	BLEU VERTIGE	Projet	ESCALADE	2 800 €
3131	MUC SKATEBOARD	Projet	STAGE "LA TETE ET LES JAMBES"	2 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Projet	INITIATION AU BOWLING DANS LE CADRE DE PLACE AUX SPORTS	3 500 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	Projet	PARTENARIAT SPORT	2 000 €
3762	ICE ROLLER SCHOOL MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT SPORT	1 600 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Projet	STAGE TETE ET JAMBES+ FÊTE DES SPORTS+VILLE A VELO	2 500 €
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC	Projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
3914	MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB	Projet	SPORTS POUR TOUS	2 700 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORT 2015	2 900 €
4171	PROFESSION SPORT & LOISIRS 34	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORTS	1 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	Projet	SPORT POUR TOUS	2 500 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 500 €
4701	MFA MONTPELLIER	Projet	MONTPELLIER SPORTS	1 500 €

	FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES			
4720	AGGLOMERATION MONTPELLIER SPORT D'ORIENTATION DE L'HERAULT	Projet	CARTES D'ORIENTATION MISE EN PLACE ET ENTRETIEN DES PPO.	1 800 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Projet	ANIMATIONS SPORTS	2 900 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORT : APPRENDRE A RESPECTER AUTRUI VIA LE SPORT.	1 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Projet	ANIMATIONS VACANCES 2015	2 500 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Projet	STAGES INITIATION BASKET	1 000 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	Projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORT	400 €
TOTAL				112 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

➤ Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

EXCLUSION

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
666	SECOURS CATHOLIQUE	Fonctionnement		12 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Fonctionnement		32 000 €
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		800 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR HERAULT	Fonctionnement		45 000 €
1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement		75 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Fonctionnement		8 000 €
2110	A COEUR OUVERT	Fonctionnement		4 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Fonctionnement		23 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Projet	MOBILITE ET LA CULTURE PAR LE JEU	2 000 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	Fonctionnement		8 000 €
4326	SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL SSVP	Fonctionnement		6 000 €
5448	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34 CSS 34	Fonctionnement		6 000 €
TOTAL				221 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

DROIT DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	Fonctionnement		7 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Fonctionnement		12 000 €
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	Fonctionnement		1 000 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	Fonctionnement		4 000 €
5377	CICADE	Projet	LIEU RESSOURCE	1 400 €
5480	ASSOCIATION POUR TOUTES	Fonctionnement		700 €
TOTAL				26 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	Fonctionnement		380 €
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	Projet	CREATION GROUPE JEUNES ADULTES	300 €
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPEES PHYSIQUES LR	Projet	ASSEMBLEE GENERALE 2015	1 000 €
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	Fonctionnement		8 000 €
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Fonctionnement		8 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		8 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	ACCESSIBILITE	1 400 €
700	AUXILIAIRE DES AVEUGLES 34	Fonctionnement		700 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	Fonctionnement		2 000 €
1058	ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Fonctionnement		10 000 €
1108	ASSOCIATION VALENTIN HAUY AVH	Projet	ACTIVITE CUISINE	500 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT MTCH	Projet	ACHAT D'UN TANDEM A ASSISTANCE ELECTRIQUE.	400 €
1936	ROULE NATURE	Fonctionnement		2 500 €

2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	Fonctionnement		2 500 €
2827	SESAME AUTISME HERAULT	Fonctionnement		800 €
4652	CAP HORIZON CH	Fonctionnement		400 €
4861	AMETHYSTE	Fonctionnement		4 000 €
5180	GHANDIS	Fonctionnement		400 €
5470	UNION POUR LA PROMOTION DE TOUS LES TALENTS	Projet	PROMOTION COMMUNICATION	1 000 €
5475	ASSOCIATION FAMILIALE DES SOURDS MONTPELLIER - HERAULT	Fonctionnement		400 €
6139	DIFFERENT COMME TOUT LE MONDE	Projet	SENSIBILISATION	8 000 €
TOTAL				64 680 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
429	RAIPONCE	Fonctionnement		3 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Fonctionnement	ESPACE RECTO VERSO	1 000 €
2190	COLLECTIF YVES DU MANOIR CYDM	Fonctionnement		1 000 €
2920	COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY-FIGUEROLLES	Fonctionnement		1 000 €
2920	COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY-FIGUEROLLES	Projet	ACTIVITES SOCIO LUDO EDUCATIVES G.F	1 000 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		5 000 €
3574	MOUVEMENTS CITOYENS	Fonctionnement		2 000 €
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION HERAULT RAIH	Fonctionnement		4 500 €
5765	H2M	Fonctionnement		2 000 €
5895	COLLECTIF MONTPELLIERAIN POUR UNE ACCORDERIE ET AUTRES SOLIDARITES RECIPROQUES - COMASOR	Fonctionnement		2 000 €
TOTAL				22 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement	1 200 €
618	LA CLE DES CHANTS	Fonctionnement	400 €
1106	ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES	Fonctionnement	1 800 €

	D'HOSPITALISES LA PASQUIERE		
1451	RELAIS ENFANTS PARENTS LANGUEDOC	Fonctionnement	1 800 €
1539	PAIN DE L'ESPOIR PE CA1539!	Fonctionnement	1 400 €
1742	ASTREE	Fonctionnement	1 400 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	Fonctionnement	3 500 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement	1 000 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	Fonctionnement	2 000 €
4163	VIA VOLTAIRE	Fonctionnement	15 000 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Fonctionnement	1 200 €
4529	AIDE AUX PERSONNES EN DIFICULTES	Fonctionnement	2 000 €
4636	LE PEYROU LES SENIORS EN ACTION	Fonctionnement	400 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	Fonctionnement	9 000 €
TOTAL			42 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Montant
419	LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME	Fonctionnement	4 000 €
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	Fonctionnement	1 400 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	Fonctionnement	9 000 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	Fonctionnement	4 700 €
4559	ASSO DEPARTEMENTALE DE DEFENSE DES FAMILLES ET DE L'INDIVIDU ADFI	Fonctionnement	700 €
4618	ASSOCIATION DES NOUVEAUX GAYS ET LESBIENNES ANGEL	Fonctionnement	500 €
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement	7 000 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			31 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-ci-dessus ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.

36- Mises à disposition gratuites des salles municipales aux candidats aux élections départementales

Lors des campagnes électorales, des salles municipales peuvent être mises à disposition des candidats.

Dans le cadres des élections départementales des 22 et 29 mars 2015, le principe suivant est proposé à la validation du Conseil municipal :

- une salle (salles polyvalentes, gymnases, maisons pour tous) sera accordée de façon gratuite pour les élections départementales, à chaque binôme de candidats et à chaque tour pendant la campagne officielle qui débute le lundi 9 mars 2015 et s'achève le 21 mars à zéro heure. En cas de second tour, la campagne sera ouverte du lundi 23 mars à zéro heure jusqu'au samedi 28 mars à zéro heure.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter la mise à disposition de salles municipales dans les conditions définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relative à cette affaire.

Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

37- Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des redevances minorées Autorisation de signer les conventions de location

La Ville de Montpellier propose de renouveler à compter du 1er mars 2015 jusqu'au 31 décembre 2015, la mise à disposition de locaux pour 155 associations dont les conventions de location sont arrivées à échéance au 31 décembre 2014.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant de la subvention
Restaurants et Relais du Cœur	Rue des Aconits	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €
Association SOFTYSTUDIO	121 rue de Boirargues	8 800,00 €	35,00 €	8 765,00 €

Association Francophonissimo	121 rue de Boirargues	9 350,00 €	35,00 €	9 315,00 €
Jeune Chambre Economique	121 rue de Boirargues	550,00 €	35,00 €	515,00 €
PLAYM'HERAULT	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €
Epilespie France	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	1 650,00 €	35,00 €	1 615,00 €
Union des Séniors Sourds Montpellier Hérault	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	990,00 €	35,00 €	955,00 €
Citoyennes Maintenant	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	990,00 €	35,00 €	955,00 €
Le Peyrou les séniors en action	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	825,00 €	35,00 €	790,00 €
Don Quijote	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	825,00 €	35,00 €	790,00 €
Surdi 34	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
Club Emploi Cadres	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €
Eclaireurs et Eclaireuses de France	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €
Parents Enfants Médiation	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	10 400,00 €	35,00 €	10 365,00 €
Confédération Nationale du logement	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	6 500,00 €	35,00 €	6 465,00 €
Union des Combattants Européens (ex Union des Combattants pour une Europe Unie)	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	1 300,00 €	35,00 €	1 265,00 €
Union Féminine Civique et Sociale	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	7 670,00 €	35,00 €	7 635,00 €
Collectif contre l'homophobie et pour l'égalité des droits	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €
APIEU (Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain)	842 rue de la Vieille Poste, Mas de Costebelle	11 550,00 €	35,00 €	11 515,00 €
LABELBLEU	842 rue de la Vieille Poste, Mas de Costebelle	2 090,00 €	35,00 €	2 055,00 €
Comité Prospective et concertation du Millénaire Quartiers Est	842 rue de la Vieille Poste, Mas de Costebelle	1 540,00 €	35,00 €	1 505,00 €
Alger Club	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Oranie 83	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale Héraultaise des Bonois Constantinois et leurs amis	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	946,00 €	35,00 €	911,00 €
Amicale des Français d'Outre Mer et amis	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale Bel Abbésienne d'Aide et de Solidarité	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Association Nationale des Français d'Afrique du Nord d'Outre Mer et amis	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon La Marquerose	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale des anciens du Maroc et leurs amis en Languedoc	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale des anciens de Tunisie et cercle culturel des amis de Malte du L.R	31 rue Emille Chartier, Maison des rapatriés	1 650,00 €	35,00 €	1 615,00 €

Cercle Algérianiste de Montpellier	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Association Jumelage FES - MONTPELLIER	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	579,00 €	35,00 €	544,00 €
Amicale Généalogique Méditerranée	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	579,00 €	35,00 €	544,00 €
La Tajera les Genets	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Club Bouliste de Celleneuve	Maison Pour Tous Marie Curie 14 allée de Chauliac	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €
Tang' Hérault	40, rue Favre de St Castor Résidence St James	20 900,00 €	35,00 €	20 865,00 €
Ligue contre la violence routière	40, rue Favre de St Castor résidence St James bât A	1 980,00 €	35,00 €	1 945,00 €
Association culturelle des berbères de Kabylie	40, rue Favre de St Castor résidence St James	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €
Comité de quartier de Celleneuve	40, rue Favre de St Castor résidence St James bât A	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €
Eclaireurs et Eclaireuses de France	Domaine de Grammont, 2733 avenue Albert Einstein	9 000,00 €	35,00 €	8 965,00 €
Restaurants du Cœur	4 rue Samain	18 000,00 €	35,00 €	17 965,00 €
APIEU (Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain)	4 rue Samain	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Lache les mots	4 rue Samain	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Gipsy Catalans	4 rue Samain	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
ESSOR	14 avenue du Petit Bard	5 490,00 €	35,00 €	5 455,00 €
CESAM (Migration Santé Languedoc)	155, rue de Bologne domaine de Baroncelli	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Nouvelle Gallia Judaïca	1 rue de la Barralerie	6 630,00 €	35,00 €	6 595,00 €
Institut Universitaire Euro- Méditerranéen Maïmonide	1 rue de la Barralerie	30 160,00 €	35,00 €	30 125,00 €
Comité Paroissial de Celleneuve	15, rue du Bassin	8 030,00 €	35,00 €	7 995,00 €
Comité d'Entente des Grands Invalides de Guerre de l'Hérault	Résidence Petit Bois de la Colline, 56 rue du Père Blanc	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Association Croix d'Argent Plus	57 rue Georges Brassens Immeuble Le Centaure	8 580,00 €	35,00 €	8 545,00 €
SOS Amitiés	57 rue Georges Brassens Immeuble Le Centaure	2 200,00 €	35,00 €	2 165,00 €
Fraternité Corse	57 rue Georges Brassens Immeuble Le Centaure	2 200,00 €	35,00 €	2 165,00 €
Comité de quartier Hauts de Massane	385, rue Pierre Cardenal, résidence du Lac	11 700,00 €	35,00 €	11 665,00 €
France bénévolat Hérault (ex Centre du Volontariat)	30 rue Cardinal de Cabrières	9 750,00 €	35,00 €	9 715,00 €
Restaurants du Cœur	370, rue de Centrayrargues	6 930,00 €	35,00 €	6 895,00 €

Resto-Bébés/Restaurants du Cœur	Rue de centrayrargues (ancienne bibliothèque Guillaume Apollinaire)	11 550,00 €	35,00 €	11 515,00 €
Comité de Quartier Bagatelle	47 place de Chine, Résidence Val de Croze VII Salle Marco Polo	2 062,00 €	35,00 €	2 027,00 €
Nouvelle Vague Citoyenne	47 place de Chine, Résidence Val de Croze VII Salle Marco Polo	2 062,00 €	35,00 €	2 027,00 €
Grain d'image	9 rue J. Colbert	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Les Rencontres du Court	1 ter rue de Charency	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Les Restaurants du Cœur	1065, rue de la Croix de Figuerolles le Tarascon	10 980,00 €	35,00 €	10 945,00 €
Les Restaurants du Cœur	94 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Les Restaurants du Cœur	116 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Comité de quartier Aubes Pompignane	127 rue Marie Durand, résidence Pompignane	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Les Restaurants du Cœur	137 rue Marie Durand, résidence Pompignane	12 650,00 €	35,00 €	12 615,00 €
Amicale des retraités de Paul Valéry	Résidence Paul Valéry II, 211 rue Hébert	6 600,00 €	35,00 €	6 565,00 €
Fédération des radios associatives non commerciales du Languedoc-Roussillon	Résidence Paul Valéry II, 291 rue Hébert	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €
Association PEEP	Résidence Paul Valéry II, 291 rue Hébert	3 080,00 €	35,00 €	3 045,00 €
Soutien Aux Eaux Fortes (SAFO)	Résidence Paul Valéry II, 361 rue Hébert	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
Action d'urgence internationale	1401, rue de Fontcouverte, les Terrasses de Montcalm	9 900,00 €	35,00 €	9 865,00 €
Majorettes de la Ville de Montpellier	1351, rue de Fontcouverte le Gémil	22 000,00 €	35,00 €	21 965,00 €
Les Majorettes de la Paillade	343 rue de Gènes	2 460,00 €	35,00 €	2 425,00 €
Les retraités des Hauts de Massane	343 rue de Gènes	2 460,00 €	35,00 €	2 425,00 €
Montpellier contre la Violence	343 rue de Gènes	2 460,00 €	35,00 €	2 425,00 €
Le Mouvement du Nid	Hôtel de Gérone, 2 rue Germain	6 890,00 €	35,00 €	6 855,00 €
Amicale des Corses de Montpellier	6, rue des Hospices, le Domitien	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
La Terre en soi	Résidence le Chapeau rouge, rue Jules Isaac	1 136,00 €	35,00 €	1 101,00 €
Université du Tiers Temps	Résidence le Chapeau rouge, rue Jules Isaac	1 136,00 €	35,00 €	1 101,00 €
Terra Unita	Résidence le Chapeau rouge, rue Jules Isaac	1 136,00 €	35,00 €	1 101,00 €
Confédération du logement et du cadre de vie	Résidence Utrillo 23 rue de Nîmes	12 650,00 €	35,00 €	12 615,00 €

Familles des traumatisés crâniens du Languedoc-Roussillon	134 rue de Thèbes / 5 place du Millénaire Forum II	6 630,00 €	35,00 €	6 595,00 €
Comité de quartier Cévennes et Environs	Résidence las Rebes, 556 avenue Louis Ravaz	7 370,00 €	35,00 €	7 335,00 €
Terre nourricière	59, rue de las Sorbes, Parc Magnol	6 160,00 €	35,00 €	6 125,00 €
Espoir Hérault	356, av Ferdinand de Lesseps	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €
Groupement d'Entraide Mutuelle Lesseps	356, av Ferdinand de Lesseps	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €
UNAFAM	356, av Ferdinand de Lesseps	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
Cap Horizon	49 bis cours Gambetta	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €
ANIM'FRIMOUSSE (dans Annexe Maison Pour Tous Pierre AZEMA)	88 rue André Malraux	7 810,00 €	35,00 €	7 775,00 €
Association de défense des locataires de la Pompignane	49 rue Paul Marès	4 950,00 €	35,00 €	4 915,00 €
Restaurants et Relais du Cœur	Résidence Aiguelongue, rue de Montasinos	4 730,00 €	35,00 €	4 695,00 €
Fédération Régionale des Associations de Prévention Santé	54, chemin de Moulares le Dom Bosco	42 570,00 €	35,00 €	42 535,00 €
Echecs Club Montpellier (ex Echiquier européen)	46, rue de la Mounéda les jardins d'O bât B	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
Association de quartier Beaux Arts Pierre Rouge	12, esplanade de la musique	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €
Loisirs Vacances pour Inadaptés (ALVI)	191, square Neptune	5 130,00 €	35,00 €	5 095,00 €
Association RIRE	13, faubourg de Nîmes	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €
A.D.R.A	7, place du Nombre d'Or	13 130,00 €	35,00 €	13 095,00 €
A.D.R.A	19, place du Nombre d'Or	17 420,00 €	35,00 €	17 385,00 €
A.D.R.A	Rue de Thèbes, immeuble Forum I	8 970,00 €	35,00 €	8 935,00 €
Association pour le développement des soins palliatifs de Montpellier	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	2 700,00 €	35,00 €	2 665,00 €
Association ATTAC	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €
Artisans de Nouveaux Développements (AND)	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €
Association de Cardiologie du Languedoc-Roussillon	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 440,00 €	35,00 €	1 405,00 €
Association Alcooliques Anonymes	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 620,00 €	35,00 €	1 585,00 €
Association AL-ANON	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	900,00 €	35,00 €	865,00 €
Union Nationale des Combattants - Groupe de l'Hérault	10 bis rue Pagézy	16 120,00 €	35,00 €	16 085,00 €
Association de Défense des Familles et des Individus (ADFI)	85 rue des Passereaux	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €
Amicale des Arméniens de Montpellier et sa Région	488, avenue du Père Soulas résidence Europa immeuble Portugal	14 960,00 €	35,00 €	14 925,00 €

Association Les Bastides	149 rue Gay Lussac, résidence Pétrarque	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €
Gymnastique volontaire d' Alco	Résidence Las Rebes, Bt 5, 239 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,00 €
Association A V E C	Résidence Las Rebes, Bt 5, 239 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,00 €
Lou Parage de Mount-Peliè	2, place Pétrarque	25 350,00 €	35,00 €	25 315,00 €
Université du Tiers Temps	2, place Pétrarque	12 350,00 €	35,00 €	12 315,00 €
Association Montpelliéraine Universitaire Culturelle et Sportive	2, place Pétrarque	1 950,00 €	35,00 €	1 915,00 €
Spéléo Club de Montpellier	271, avenue du Pic St Loup le Verdi	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques	603 avenue du Pont Trinquat, résidence le Cézanne	15 290,00 €	35,00 €	15 255,00 €
Pain de l'Espoir	220 rue du Mas de Portaly	32 450,00 €	35,00 €	32 415,00 €
Pharmacie Humanitaire Internationale	220 rue du Mas de Portaly	32 450,00 €	35,00 €	32 415,00 €
ACLE (association des Cévennes pour le développement des loisirs éducatifs)	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	3 795,00 €	35,00 €	3 760,00 €
ARCE (association des résidents des Cévennes)	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	1 155,00 €	35,00 €	1 120,00 €
AVEC (association vivre ensemble quartier Cévennes)	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	1 430,00 €	35,00 €	1 395,00 €
Association Sportive des Cévennes	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
La Maison d'Espagne	rue Raoul, rés. Les jardins d'Emeraude	23 400,00 €	35,00 €	23 365,00 €
Union Fédérale des consommateurs	Rue Richelieu, Le Richelieu	12 350,00 €	35,00 €	12 315,00 €
Fédération Conseil des Parents d'Elèves	27, rue Savorgnan de Brazza La Butte II	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €
Comité de Quartier Ste Anne	1, rue Ste Anne	2 210,00 €	35,00 €	2 175,00 €
Attitude	15 rue Ste Ursule	12 155,00 €	35,00 €	12 120,00 €
Dante Alighieri	25, rue Ste Ursule	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
APAJ Centre Gitan	2 rue des Tourterelles	6 380,00 €	35,00 €	6 345,00 €
Aiguelongue et Justice en Chœur	2 rue des Tourterelles	12 155,00 €	35,00 €	12 120,00 €
France Israël	160, val de Montferrand, le Vallespir	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
Accueil Villes Françaises (ex Montpellier-A.V.F.-Accueil)	7, rue Verrerie Basse	22 490,00 €	35,00 €	22 455,00 €
Jouons en ludothèque	1147 avenue Villeneuve d'Angoulême, Les Sylvains	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €
Commune Libre de Figuerolles	100, faubourg Figuerolles Résidence Zuccarelli	11 700,00 €	35,00 €	11 665,00 €

Echecs Club Montpellier (ex Montpellier Echecs et ex Cercle Anatoly Karpov)	1, boulevard Victor Hugo	26 000,00 €	35,00 €	25 965,00 €
Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent de Montpellier	Maison de Quartier Pauline Lafont 635 rue Jacques Bounin	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
Association Jasmin d'Orient	1 rue Jean Vachet (ex poste de Police municipale St Martin)	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Secours Populaire Français	1 rue Jean Vachet (ex poste de Police municipale St Martin)	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes (A.D.I.A.V.)	56, rue de l'Université Relais des Ursulines	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
A.V.I.S.O.	56, rue de l'Université Relais des Ursulines	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €
Relais Enfants Patents (R.E.P.)	56, rue de l'Université Relais des Ursulines	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €
Comité de Quartier de Port Marianne Sud	Pavillon de l'Hôtel de Ville Allée de la Méditerranée Port Marianne	7 425,00 €	35,00 €	7 390,00 €
Bien Vivre le Bassin Jacques Cœur	Pavillon de l'Hôtel de Ville Allée de la Méditerranée Port Marianne	7 425,00 €	35,00 €	7 390,00 €
Chèvrefeuille étoilé	88 bis avenue de Toulouse	825,00 €	35,00 €	790,00 €
Club de la Presse	rue de Thèbes	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Club de la Presse	Résidence La Faluche 186 rue Brumaire	5 060,00 €	35,00 €	5 025,00 €
Gipsy Catalans	Cité Gély, 170 rue Joachim Du Bellay (à proximité de la chapelle de la Résurrection)	630,00 €	35,00 €	595,00 €
Agence Locale de l'Energie de Montpellier	2 place Paul Bec (nouvelle adresse au 6 mai 2012)	27 040,00 €	35,00 €	27 005,00 €
Eglise Orthodoxe Sainte Philothée de Montpellier	Chapelle de Grammont Domaine de Grammont avenue Albert Einstein	29 700,00 €	35,00 €	29 665,00 €
Mouvement Français pour le planning Familial	48 boulevard Rabelais	17 330,00 €	0,00 €	17 330,00 €
La Garriga	Tour des Pins Boulevard Henri IV	16 697,00 €	35,00 €	16 662,00 €
La Baronnie de Caravètes	Tour des Pins Boulevard Henri IV	5 148,00 €	35,00 €	5 113,00 €
Association des Chœurs de Montpellier	Chapelle St Charles (place Albert 1er)	11 700,00 €	0,00 €	11 700,00 €
Music Events	Chapelle de la Résurrection Citée Gély	44 550,00 €	0,00 €	44 550,00 €
La Maison de la Poésie	Moulin de l'Evêque - rue du Pirée	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
Association Tin Hinan	Salle Louis Feuillade - 40 rue de Barcelone	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les 155 conventions de location du domaine public et privé de la Ville jointes en annexe ;
- d'approuver, les loyers minorés proposés aux 155 associations listées ci-dessus, la gratuité des locaux pour les associations « Mouvement Français pour le planning Familial » « Music Events » « Chœurs de Montpellier » et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 1 188 481 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

38- Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid

Marché à Procédure Adaptée

Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Dans le cadre de l'achat de prestations de services relatives à « La maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid » pour la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités d'établir un groupement de commandes publiques selon la convention annexée à la présente délibération.

L'objectif du marché à procédure adapté (MAPA) est la conclusion d'un marché à bon de commande, d'une durée initiale qui débutera au plus tôt le 11/07/15 jusqu'au 31/12/15 et sera reconductible deux fois, soient 2016 et 2017.

La Commune de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. Le service gestionnaire du marché désignant l'attributaire du marché sera donc celui de la Commune de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adapté (MAPA), conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics. Ce marché se compose d'un lot unique :
Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 21 000 €HT/an
Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant estimé est de 8 000 €HT/an

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter le principe de lancement d'un marché à procédure adapté pour couvrir les besoins exposés ci-dessus ;
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle Montpellier Méditerranée

Métropole délègue au service gestionnaire du marché de la Commune de Montpellier sa compétence pour attribuer ce marché ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h20.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal